

FACULTÉ DE DROIT — UNIVERSITÉ DE PARIS

# LA PÊCHE

## DANS LES COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES

ET

# LA QUESTION DES ÉTANGS

## SITUÉS SUR CES COURS D'EAU

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 6 décembre 1909, à 2 heures 1/2*

PAR

HENRI AUCLAIR

AVOCAT À LA COUR D'APPEL

*Président : M. TRUCHY, professeur*

*Suffragants* { MM. SOUCHON } professeurs  
HITIER }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup> Arrond.

**L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs**

1909







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT — UNIVERSITÉ DE PARIS

# LA PÊCHE

## DANS LES COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES

ET

# LA QUESTION DES ÉTANGS

SITUÉS SUR CES COURS D'EAU

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 6 décembre 1909, à 2 heures 1/2*

PAR

HENRI AUCLAIR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



*Président : M. TRUCHY, professeur*

*Suffragants* { MM. SOUCHON  
HITIER } *professeurs*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup> Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909



## AVANT-PROPOS

---

L'article 554 du code civil dit que « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Ce texte : bien qu'il déclare le propriétaire maître absolu des choses qu'il possède, a aussi permis à l'administration de restreindre ce droit à sa guise ; du reste, le législateur a souvent apporté lui-même des restrictions à ce droit de propriété.

Aujourd'hui les restrictions sont nombreuses, soit en ce qui concerne la propriété bâtie, soit en ce qui concerne la propriété rurale. C'est ainsi, par exemple, que le propriétaire d'une forêt ne peut pas la défricher sans une autorisation et que dans une ville on ne peut bâtir qu'en se conformant au plan général d'alignement.

Toutes les réglementations existent, d'ailleurs, dans l'intérêt général.

Ces dernières années on a cru trouver une autre

restriction apportée à la propriété privée par la loi sur la pêche du 15 avril 1829.

L'administration des eaux et forêts, en effet, se basant sur les articles 23 et 30 de la loi du 15 avril 1829, a poursuivi dans le Limousin, plusieurs propriétaires qui ont pêché dans leurs étangs avec des engins prohibés, ou en temps prohibé, par la loi sur la pêche fluviale. L'administration prétendait que cette loi s'appliquait aux étangs traversés par des cours d'eau ou simplement en communication avec des cours d'eau.

Plusieurs arrêts de la Cour d'appel de Limoges, de 1904 à 1908, dont l'un a été confirmé en cassation le 3 avril 1908 (1), ont donné raison à l'administration, et ont déclaré que tous les étangs, en communication avec des cours d'eau, étaient soumis à la loi sur la pêche.

Ces arrêts amenèrent des campagnes de presse en vue d'obtenir la modification de la loi de 1829. La question fut traitée dans les « Congrès de l'arbre et de l'eau » qui se tinrent à Limoges en 1907 et à Guéret en 1908. Partout on fut d'accord pour dire que cette réglementation, si elle persistait, amènerait la disparition des étangs, ce qui serait une ruine pour le pays. C'est cette question des étangs que nous voulons étudier.

Nous rechercherons donc le rôle économique des étangs. Nous verrons ensuite la réglementation de la pêche

(1) *Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation*, année 1908, n° 141, p. 261.

fluviale, puis la législation se rapportant aux étangs, la critique de cette législation, et, enfin, nous nous demanderons quelles sont les solutions possibles de cette question.

Mais dans cette étude nous laisserons le côté tout ce qui touche à la pêche dans les cours d'eau navigables et flottables, qui, bien que réglée aussi par la loi du 15 avril 1829, ne touche pas à notre sujet.

---



## CHAPITRE I

### LES ÉTANGS

#### SECTION I

##### **Qu'est-ce qu'il faut entendre par étang, lac, marais ?**

Il est très difficile de donner une définition précise de ce que l'on désigne sous le nom d'étang.

Sous l'ancien régime, on considérait comme étang tout amas d'eau, soutenu par une chaussée dans lequel on nourrit du poisson. Cette définition est donnée par Pothier, mais non par un texte législatif quelconque. En effet, on chercherait vainement dans l'ancien droit la définition exacte et précise qu'il faut donner d'un étang. Toutes les fois que l'on parle de lac ou d'étang, on suppose que le sens de ces mots est suffisamment précis. Tout amas d'eau, retenu par une chaussée, et dans lequel on élève du poisson était donc sous l'ancien droit considéré comme un étang sans tenir compte de la situation de cet amas d'eau et de la nature de l'eau retenue.

Cependant Pothier (tome I, page 202) dit dans une note que « chacun peut retenir sur son héritage les eaux de

pluie ; mais qu'on ne peut pas retenir ni détourner le cours d'une rivière ou d'un ruisseau qui y passerait ». Ceci donne à supposer qu'on ne pouvait pas faire un étang sur un ruisseau et que l'on ne pouvait pas, par suite, qualifier d'étang les amas d'eau existant sur les ruisseaux. D'ailleurs en admettant cette opinion, ceci n'empêchait pas qu'il pouvait exister plusieurs étangs à la suite les uns des autres du moment où ils étaient construits avant que le ruisseau n'existât réellement.

Mais, en général, tous les amas d'eau retenus par une chaussée étaient considérés comme des étangs du moment où on y élevait du poisson.

Dans les lois de la Révolution on ne trouve, également, pas de définition de l'étang. La loi des 11-19 septembre 1792 prévoit seulement le cas où les étangs seraient insalubres et sujets à des inondations qui envahissent et ravagent les propriétés inférieures. Cette loi dit que les conseils généraux des départements peuvent ordonner la destruction de tels étangs.

Le code civil dans l'article 538, parle des lacs et des étangs, mais d'une façon telle qu'on ne peut en induire aucune définition et les travaux préparatoires ne donnent aucune indication à ce sujet.

Pour avoir une définition des étangs, il faudra attendre la loi sur la pêche fluviale du 15 avril 1829. Dans son article 30, cette loi considère « comme des étangs ou réservoirs les fossés et canaux appartenant à des parti-

culiers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières ». Cette définition exclut de la qualification d'étang tous les amas d'eau qui communiquent avec un cours d'eau. C'est-à-dire qu'on ne peut qualifier étang que les amas d'eau formés par la retenue des eaux pluviales ou des eaux de sources.

C'est du reste ce qu'admet Proudhon (1) quand il dit que « l'étang est un réservoir construit à main d'homme, contenant des eaux dormantes qui s'y amassent ordinairement durant l'hiver et par les grandes pluies, ou qui y affluent par le versement de quelques petites sources ».

Dans la conversation courante, le mot étang a un sens plus large et on ne peut donner ce sens du mot étang qu'en l'opposant à ce que l'on entend par lac, marais, écluse, etc.

D'abord il faut distinguer les étangs d'avec les lacs. Il n'existe aucune règle positive pour cette distinction ; mais on désigne ordinairement sous le nom de lac tout amas d'eau formé dans une dépression naturelle de la terre sans qu'il y ait eu besoin de la main de l'homme pour l'établir. C'est ainsi le cas du lac de Genève et des lacs de l'Amérique du Nord.

Cependant tout le monde ne se rallie pas à cette opinion et quelques-uns prétendent qu'il faut prendre en considération la superficie occupée par cet amas d'eau. Les amas

(1) Proudhon, *Dom. Public*, t. III. n° 674.

d'eau d'une superficie considérable seraient des lacs et les plus petits seraient des étangs. Mais pour admettre cette opinion, il faudrait fixer la superficie minima des lacs et la superficie maxima des étangs, ce qui serait purement de l'arbitraire.

On emploie souvent aussi le mot lac pour désigner des pièces d'eau qui n'ont rien de naturel ni de grandiose, mais ceci vient de ce que ces pièces d'eau sont situées dans des parcs où l'on cherche à représenter en petit ce que la nature donne en grand.

Les étangs sont ordinairement formés d'une chaussée maintenant soit les eaux d'un ruisseau, soit les eaux de source, soit les eaux pluviales. Il faudra, du reste, dans le cours de notre sujet, que nous fassions attention à la formation de l'étang, soit au point de vue des pouvoirs réglementaires de l'administration quant aux eaux et quant à la pêche, soit au point de vue des droits des riverains. Les étangs formés à l'aide d'un barrage établi sur un cours d'eau, ne sont que le cours d'eau lui-même élargi et par suite sont soumis aux mêmes règles que ce cours d'eau. Les étangs formés d'eaux de source ou d'eaux pluviales sont soustraits à toute réglementation et le propriétaire est libre d'en faire ce qu'il veut.

Mais l'étang est créé dans un but, c'est ordinairement celui d'élever du poisson. C'est ce qui distingue les étangs des écluses et barrages qui sont uniquement faits dans le but de mettre en mouvement une usine. Cependant le

législateur n'a pas tenu compte de cette différence ; il a seulement considéré l'existence des cours d'eau et les écluses, barrages et étangs situés sur un cours d'eau sont soumis à la même législation.

Il ne faut pas confondre non plus les étangs et les marais. Ces derniers sont ordinairement des amas d'eau d'une profondeur très faible et envahis de plantes aquatiques, qui, sous l'action de la chaleur de l'été qui souvent évapore une grande partie de l'eau, répandent des gaz malsains. Ces marais sont un véritable danger pour la santé publique ; aussi cherche-t-on à les assainir le plus possible, étant donné surtout qu'ils ne jouent aucun rôle économique, ne pouvant ni servir à actionner une usine, ni à irriguer les prairies puisqu'il est impossible de les vider quand on le veut.

Comme on le voit, il est très difficile de délimiter nettement ce que l'on entend par étang. Nous prendrons ce mot pour désigner tous les amas d'eau qui peuvent être créés ou vidés suivant la volonté du propriétaire, ce qui comprend en somme les écluses et les barrages qui, législativement, ne sont que des étangs créés sur les cours d'eau.

## SECTION II

### Rôle économique des étangs

Le rôle économique des étangs est à peu près le même que celui des cours d'eau. Les étangs jouent un rôle dans

trois branches de la production, d'abord dans l'industrie dont ils actionnent les usines, dans l'agriculture quand ils servent à irriguer les prairies, dans le commerce quand ils alimentent les canaux de navigation. Les étangs ont aussi un rôle dans l'alimentation, mais le revenu des étangs en poisson n'est que d'un intérêt secondaire.

### I. — *Rôle des étangs dans l'industrie*

Au point de vue industriel, les étangs fournissent la force motrice. C'est ainsi que pour obtenir une chute d'eau assez forte, il faut faire regonfler les eaux des cours d'eau jusqu'à une hauteur suffisamment élevée pour mettre en action la roue, qui autrefois, et il n'y a pas longtemps encore, était la seule machine permettant d'utiliser la force de l'eau. Aujourd'hui, avec l'emploi de la turbine, cette hauteur tend encore à s'accroître. Cependant, la grandeur des étangs ne s'accroît pas considérablement. Ceci pour différentes raisons. La superficie des étangs varie suivant la configuration du terrain. Si le terrain est très incliné, on peut obtenir une chute très élevée sans avoir une superficie bien grande ; si au contraire le terrain est une plaine, on obtiendra une chute très faible tout en constituant un étang très grand.

Les chutes très fortes obtenues avec de tout petits étangs n'ont un grand intérêt que si le cours d'eau est très régulier. Si en effet la sécheresse réduit le cours d'eau

d'une façon telle que par lui-même, il n'est plus suffisant pour mettre l'usine en mouvement, celle-ci est obligée de s'arrêter. Elle ne peut pas compter sur les réserves d'eau contenues dans l'étang, car elles sont très faibles et seront vite épuisées.

Les chutes obtenues au contraire par la formation de grands étangs peuvent compter, quand le ruisseau vient à tarir, sur une réserve d'eau d'autant plus considérable que l'étang est plus grand.

L'industrie installée près d'un de ces étangs a donc un avantage considérable, au point de vue de la régularité de la force motrice, sur l'industrie qui n'a qu'un petit réservoir. Il est vrai, par contre, que le petit réservoir donne ordinairement une hauteur de chute plus considérable, quand il existe dans un pays montagneux, et fournit ainsi à quantité d'eau égale une force beaucoup plus forte.

Les industries qui ont principalement utilisé les étangs, sont les minoteries. Du temps où les transports étaient très difficiles, les chemins de fer n'existant pas, il se créait des quantités de petits moulins pour écraser le blé des voisins. Il en fallait beaucoup pour arriver à moudre le blé nécessaire à la consommation, étant donné leur outillage défectueux. Ces moulins n'avaient le plus souvent qu'une meule et elle ne fonctionnait que pendant la saison des pluies, les eaux n'étant pas suffisantes l'été.

Dans les régions où l'on ne trouvait pas de ruisseaux ne

tarissant pas, pendant les sécheresses, les moulins situés auprès des grands étangs étaient de beaucoup les plus importants et les paysans les citaient comme une source de revenus considérable. A ce moment-là, un grand étang était une marque de richesse.

De nos jours, la situation a changé. Les moyens de transports ayant pris un développement considérable, les minotiers ont cherché, près des stations de chemin de fer ou près des canaux, les endroits les plus aptes à faire fonctionner continuellement leur moulin. Ils se sont placés sur les rivières ayant une quantité d'eau suffisante toute l'année pour actionner les machines. Certains moulins bien placés au point de vue des communications ont pu se transformer et obtenir, en substituant la turbine à la vieille roue, ce qui exige une quantité d'eau bien moins considérable, une force motrice continue. Mais ceci ne veut pas dire que ces moulins progresseront car ils seront limités par la quantité d'eau et auront à soutenir la concurrence des moulins situés sur les fortes rivières.

Le commerce ne s'adresse plus qu'à ces grands moulins qui peuvent fonctionner régulièrement et qui ont peu de frais de transport. Aussi les petits moulins qui n'ont pas pu se transformer et qui se sont trouvés en concurrence avec les produits des grands moulins, ont-ils dû fermer. Tous ceux qui n'ont pas pu s'installer avec des cylindres ont sombré ou n'ont plus qu'une importance minime, beaucoup n'ont plus que la ressource d'écraser le blé pour

la nourriture des animaux et encore cette ressource tend à disparaître par suite de l'introduction dans l'agriculture, de moulins ou de concasseurs qu'un homme suffit à manœuvrer.

Aujourd'hui, beaucoup de moulins ont dû fermer, et en particulier tous ceux situés auprès des étangs dont les eaux étaient insuffisantes pour actionner régulièrement une machine. Souvent même la disparition du moulin a amené le dessèchement de l'étang, c'est ce qui est arrivé partout où la seule cause de l'existence de l'étang était le fonctionnement du moulin.

Peut-on croire que l'apparition de l'électricité amènera la création de nouveaux étangs ou le rétablissement des anciens ?

Nous ne le croyons pas ; car les usines électriques s'installent sur les fortes rivières et de là répandent l'électricité sur une très grande superficie de terrain. En somme, l'électricité se transporte trop facilement pour que l'on essaie d'utiliser les étangs qui risqueraient de manquer d'eau pendant l'été.

Cependant un grand nombre d'usines électriques ont donné lieu à la formation d'étangs considérables tant par la superficie que par le volume d'eau qu'ils contiennent. Ceci est nécessité par un besoin de chute d'eau considérable. Mais ces étangs ne sont qu'un moyen d'utilisation des eaux de la rivière ; ils ont cependant une influence sur la régularité des cours d'eau.

En retenant les eaux de l'hiver et en les donnant pendant les périodes de sécheresse les étangs permettent aux usiniers, soit qu'ils prennent directement leurs eaux dans l'étang, soit qu'ils ne les reçoivent qu'en seconde main, de pouvoir faire fonctionner régulièrement leurs usines.

## II. — *Rôle des étangs dans l'agriculture.*

Dans l'agriculture, le rôle des étangs consiste à fournir la quantité d'eau suffisante pour l'abreuvement des animaux et pour l'irrigation des prairies.

L'abreuvement des animaux est souvent compromis en temps de sécheresse. Il n'est pas rare de voir des cultivateurs faire quatre ou cinq kilomètres, souvent pendant deux mois de l'année, pour aller chercher l'eau utile à leurs animaux. Ceci se fait encore facilement pour un petit cheptel, mais c'est absolument impossible pour un cheptel un peu important. Aussi, dans ce dernier cas, le cultivateur a intérêt à sacrifier une certaine superficie de terrain pour la construction d'un étang.

Souvent, on voit les habitants s'associer pour creuser un réservoir, ordinairement sur un terrain commun, afin d'avoir une certaine quantité d'eau en temps de sécheresse, mais ces amas d'eau trop petits, sont vite desséchés et les eaux souvent contaminées par les égouts des cours ou des étables, étant donné même que beaucoup de ces trous servent de lavoirs, ne fournissent aux animaux qu'une

eau malsaine. Ce manque d'eau ou ces eaux sales permettent aux maladies de se développer avec une vitesse considérable par suite de la souffrance des animaux. Ceux qui ne sont pas atteints par la maladie n'en dépérissent pas moins et l'on peut se demander, croyons-nous, si les sécheresses de ces dernières années ne sont pas une des causes du développement considérable de la tuberculose bovine et de la fièvre aphteuse.

C'est donc un avantage considérable, non seulement pour le propriétaire, mais encore pour toute une région que d'avoir un étang où l'on peut librement abreuver ses animaux.

L'autre avantage que l'agriculture retire de la présence d'un étang c'est la possibilité d'irriguer en toute saison. L'étang retient les eaux de pluie ou les eaux de source et quand la sécheresse est venue, quand le soleil grille les prairies, qui perdent leur belle couleur verte, on peut disposer d'une partie de ces eaux pour faire reprendre aux prairies leur couleur ordinaire.

L'importance de l'étang est alors une véritable ressource, non seulement pour le propriétaire qui arrose ses prairies quand il le veut, mais aussi pour les propriétaires inférieurs qui utilisent les eaux en seconde main.

L'irrigation n'empêche pas l'établissement de petits moulins qui profitent de la chute d'eau ; dans ce cas on ne prend l'eau servant à l'irrigation qu'à la sortie du moulin.

Il est probable que le développement, toujours croissant,

des instruments agricoles amènera l'utilisation des chutes d'eau des étangs même les plus petits, pour mettre en mouvement les concasseurs, coupe-betteraves, etc. Les eaux de l'hiver en effet sont toujours suffisantes pour faire fonctionner ces instruments.

Le rôle des étangs dans l'agriculture est donc considérable et de nature à en faire augmenter le nombre, surtout dans les pays où il n'y a pas de sources abondantes et des cours d'eau réguliers.

### III. — *Rôle des étangs dans le commerce*

Quand on a créé les canaux on a suivi le cours de rivières ou de ruisseaux, qui ne sont pas toujours capables de fournir les eaux suffisantes pour leur fonctionnement.

Si on ne remédiait pas à cet inconvénient, les bateaux seraient, faute d'eau, dans l'impossibilité matérielle de fonctionner pendant deux ou trois mois de l'année. Ce serait pour le commerce un préjudice considérable. On serait obligé de faire les transports par chemin de fer, ce qui est beaucoup plus coûteux, surtout si on songe qu'il faudrait souvent plusieurs trains pour voiturier le chargement d'un bateau.

Ce serait de plus un préjudice considérable pour les bateliers qui seraient réduits au chômage pendant une grande partie du beau temps. Et si l'on n'oublie pas que l'hiver occasionne, avec ses glaces, des périodes de repos

assez longues on s'aperçoit que ces ouvriers resteraient près du tiers de l'année sans travailler.

Pour obéir à tous ces inconvénients, l'État a créé d'immenses réservoirs aux endroits où commencent les canaux et pendant les sécheresses on vide ces bassins au fur et à mesure des besoins de la navigation. Quand les eaux de ces étangs ne sont pas suffisantes on a recours aux étangs des particuliers dont on achète les eaux.

L'influence des étangs sur le commerce est donc considérable mais n'est pas de nature à en faire accroître le nombre.

#### IV. — *Rôle des étangs dans l'alimentation*

Revenus fournis par le poisson. — Le rôle des étangs dans l'industrie, dans l'agriculture et dans le commerce, est la principale cause de son existence. Il y a cependant une autre cause qui, bien que secondaire, n'est pas à négliger, c'est le revenu des étangs en poisson.

Il paraîtra peut-être paradoxal de dire que ce revenu n'est que secondaire et cependant c'est la vérité. Ce revenu des étangs paraît considérable, car c'est le seul revenu direct de l'étang. Les autres revenus, on les compte comme produit du moulin, comme prix de vente des animaux, comme rendement en fourrages des prairies. Les propriétaires n'appellent pas ces derniers revenus un produit de l'étang.

Pour s'apercevoir en effet du produit réel de l'étang il faut supposer la suppression de cet étang et en faisant alors la somme totale de ses revenus, le propriétaire s'apercevra que le poisson n'était qu'une faible partie des avantages procurés par cet étang. Il verra son moulin inactif, ses prairies produire de moins en moins de foin et ses animaux dépérir pendant les fortes chaleurs.

De plus, même si l'étang ne servait pas à actionner un moulin ou à irriguer des prairies, à abreuver les animaux, il faudrait que son sol soit bien ingrat pour ne pas pouvoir produire un revenu supérieur à celui que fournit le poisson. Le revenu que peut procurer un bon étang par hectare et par an est de cinquante francs environ, quand il ne fait que le nourrain, il est de trente francs environ pour celui qui ne fait que le gros poisson, et ce revenu diminue au fur et à mesure que l'étang devient plus grand. Or, il est rare que le revenu d'un hectare de terrain soit inférieur à soixante-dix ou quatre-vingts francs.

On nous objectera peut-être que les progrès de la pisciculture permettront aux étangs de rapporter beaucoup plus, que l'on pourra mieux empoissonner et qu'on obtiendra du poisson plus beau en le nourrissant bien. Nous répondrons que ceci est très vrai, mais il s'agira de savoir si les frais de nourriture n'augmenteront pas le prix de revient du poisson. En outre, si tous les propriétaires d'étangs suivent les progrès, il est certain que l'on arrivera à une production telle que le poisson tombera à

un prix si bas que les revenus, au lieu d'augmenter, ne feront que diminuer. Le poisson a beau former une nourriture très saine, c'est incontestable, mais tout le monde ne l'aime pas et de plus le poisson de mer, et celui de rivière, lui font une concurrence considérable.

Ce n'est donc pas, à notre avis, l'espoir d'un revenu considérable, résultant de la production du poisson qui déterminera les propriétaires à créer des étangs ou à maintenir ceux qui n'ont plus d'autre but à l'heure actuelle. Ce sont seulement les revenus indirects qui ont occasionné le maintien des étangs qui subsistent de nos jours et ce sont ces revenus qui déterminent leur création.

#### V. — *Rôle des étangs dans le repeuplement des cours d'eau*

Si les étangs n'ont pas un rôle important quant aux revenus qu'ils fournissent à leurs propriétaires, ils en ont un très grand au point de vue du repeuplement des cours d'eau.

Ce rôle consiste en effet dans la création de frayères naturelles dont l'existence est indispensable aux petits poissons.

On peut bien, on effet, mettre des alevins dans les rivières, s'ils sont immédiatement jetés dans les cours d'eau rapides, ils seront infailliblement détruits, soit par la violence du courant, soit par les espèces voraces qui les fréquentent.

Il faut donc constituer des amas d'eau qui, non seulement permettront au poisson de se reproduire, mais offriront aux petits poissons un refuge sûr où il pourra profiter en paix.

Or les étangs jouent ce rôle. En arrêtant un instant l'impétuosité du courant ils sont un lieu de refuge pour les petits poissons qui y séjournent en sécurité sans craindre les courants destructeurs ou les gros poissons qui fréquentent plus volontiers les eaux courantes..

De plus les étangs dont les bords sont souvent gazonnés ou couverts de marécages procurent aux jeunes poissons une nourriture abondante, qui leur permet de se développer rapidement.

Il est donc essentiel d'établir des étangs sur les cours d'eau afin de peupler nos rivières et nos ruisseaux.

Si aujourd'hui on peut se plaindre du dépeuplement de nos rivières ce n'est pas uniquement au braconnage ou à l'empoisonnement que l'on doit l'attribuer, mais, pour une grosse part, c'est la faute de l'administration qui, loin d'empêcher les propriétaires d'étangs situés sur les cours d'eau de s'en isoler, les favorise et ne consent à demander l'application de la loi que lorsqu'il y a constitution de partie civile.

Ce rôle est un de ceux qui devrait amener le plus souvent la création d'un étang. Mais il est bien certain que ce n'est pas un propriétaire qui créera un étang dans ce but puisqu'il n'est pas appelé seul à en retirer le profit. Ce ne

sont que les sociétés de pêche ou l'administration qui peuvent le faire.

### SECTION III

#### **Étangs composés d'eau de source et étangs traversés par des cours d'eau**

Les étangs formés par un propriétaire pour recueillir les eaux de pluie qui tombent sur son fonds ou les eaux des sources qui y jaillissent ne sont pas régis par les mêmes lois que ceux formés par un ruisseau. La situation en effet n'est pas la même, le propriétaire du fonds est propriétaire des sources qui y jaillissent et des eaux pluviales qui y tombent ; il peut en faire ce qu'il veut, tandis que les eaux d'un ruisseau n'appartiennent à personne et un riverain ne peut pas en faire le même usage que si elles étaient sa propriété. Aussi les étangs composés d'eau de source sont-ils libres, tandis que les autres sont soumis à la réglementation de l'administration et nous verrons plus loin dans quelles mesures.

Contentons-nous de signaler que c'est de la loi sur la pêche qu'est découlée la réglementation la plus critiquée.

---

## CHAPITRE II

### LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE DANS L'ANCIEN DROIT

#### SECTION I

##### **Importance de la pêche fluviale en France**

Avant d'étudier la réglementation de la pêche en France, nous devons nous demander quelle est l'importance de la pêche fluviale dans notre pays ?

Pour voir cette importance il faut examiner d'abord la quantité de poisson qui est prise chaque année dans nos cours d'eau, et ensuite le nombre approximatif de personnes intéressées à la pêche, soit directement comme pêcheur, soit indirectement comme faisant partie des industries vivant de la pêche.

La quantité de poisson qui se pêche chaque année dans nos rivières est considérable. La France ne possède cependant pas de grands fleuves comme le Danube ou le Volga où l'on trouve des poissons de très fortes dimensions, mais le développement total de ses cours d'eau, susceptibles de nourrir le poisson, est important. Elle possède en effet 275.000 kilomètres environ de cours d'eau.

Sur ce nombre, il y a 16.700 kilomètres de rivières navigables ou flottables et 258.300 kilomètres environ de cours d'eau non navigables ni flottables.

Le revenu annuel, fourni par les cours d'eau navigables ou flottables est de 965.000 francs environ.

Quant aux rivières ni navigables ni flottables leur rendement n'a jamais fait l'objet de statistiques sérieuses et générales. Il est très difficile, en effet, de connaître, même approximativement, la quantité de poisson prise dans ces cours d'eau, non seulement à cause du grand nombre de pêcheurs, mais encore par suite de ce fait que beaucoup de pêcheurs consomment le poisson qu'ils prennent sans le peser. Cependant, d'après un travail assez documenté (1), la pêche fluviale des cours d'eau non navigables ni flottables donnerait un poids de 13.500.000 kilogrammes de poissons, et les lacs et les étangs donneraient 21.750.000 kilogrammes. Mais comme il n'est fait aucune distinction entre les étangs, on a compris dans ce chiffre le poisson d'un certain nombre d'étangs qui ne sont autres que des agrandissements du cours d'eau, de telle sorte qu'une forte partie de cette quantité de poisson doit être considérée comme faisant partie du poisson des cours d'eau. Les chiffres obtenus ainsi seraient peut-être encore inférieurs à la réalité.

Si l'on ne compte que le poisson des cours d'eau non

(1) Bulletin de la Société Centrale d'Aquiculture et de pêche, Paris 1902-1903.

navigables ni flottables et si on l'évalue à 3 francs le kilogramme on trouvera que la valeur de la pêche dans ces cours d'eau est environ de 40.500.000 francs.

Cependant il ne faudrait pas s'attacher uniquement aux chiffres, approximatifs, de la quantité de poissons pêchés dans les cours d'eau non navigables ni flottables pour voir leur importance au point de vue du poisson, car le poisson ne séjourne pas toujours au même endroit, il passe des étangs dans les cours d'eau, puis dans les rivières navigables ou flottables et réciproquement.

Si la pêche fluviale dans son ensemble a une importance très grande au point de vue du poisson pêché, elle en a une autre aussi grande, au point de vue des personnes intéressées à cette pêche.

Le nombre des propriétaires riverains intéressés directement à cette pêche serait de 1.100.000 environ sur les cours d'eau non navigables ni flottables. Nous faisons ici abstraction du nombre des pêcheurs non riverains qui cependant ne sont pas ceux qui prennent le moins de poisson, et abstraction également du personnel chargé de la surveillance, personnel qui est au nombre de 2.500.

Le nombre des personnes indirectement intéressées à la pêche est important. Ces personnes sont occupées dans les industries qui vivent de la pêche. Ce sont d'abord les fabriques de conserves de poisson qui occupent un personnel encore important bien que cette industrie ne soit pas très développée dans notre pays. Car la France ne se

suffit pas en poisson et elle en importe beaucoup. D'après M. Deroye (1), le total général des importations s'élevait en 1901 à 3.052.017 kilogrammes et celui des exportations à 309.811 kilogrammes seulement, soit un excédent d'importation de 2.742.196 kilogrammes.

Mais l'industrie la plus importante qui dépend de la pêche fluviale est celle de la fabrication des engins de pêche. M. Del Père de Cardaillac de St-Paul évalue la fabrication française des engins à 5 ou 6 millions de francs, sans compter la fabrication des bateaux de pêche.

Comme nous le voyons la pêche fluviale constitue une branche d'activité nationale digne d'intérêt et qui doit être sévèrement surveillée, sans quoi elle ne tarderait pas à être annihilée. C'est pourquoi depuis longtemps le législateur a réglementé la pêche. Aussi, avant de rappeler la législation actuelle, nous croyons qu'il est bon de jeter un rapide coup d'œil sur la réglementation antérieure.

## SECTION II

**Causes de la réglementation. — Principales ordonnances. —**

**Aperçu de l'ordonnance de 1669**

La pêche avait dans l'ancien droit une très grande importance.

Sans remonter à l'époque, trop lointaine, où nos

(1) Deroye. *La pêche fluviale et l'administration des eaux et forêts*. Dijon, 1903, p. 106.

pères ne vivaient que de gibier et de poisson, époque où la chasse et la pêche étaient les deux seules ressources d'un pays, le poisson a occupé une très grande place dans la nourriture des habitants. Ceci vient des pratiques religieuses.

La religion ordonnait, en effet, de faire maigre au moins pendant le tiers de l'année. La nourriture ne pouvait donc consister, à ce moment, qu'en produits du sol et en poisson. Par suite, le poisson était très recherché et les rivières étaient pillées. Aussi la réglementation de la pêche apparaît-elle de bonne heure.

La première ordonnance en date paraît être celle de 1280 sous Philippe le Hardi, qui fut confirmée en 1292 par Philippe le Bel. Ces ordonnances étaient déjà provoquées par la diminution et la cherté du poisson. Elles défendaient certains engins ou procédés, établissaient des périodes d'interdiction, fixaient, suivant les espèces, les dimensions des poissons pouvant être pêchés.

Dans le préambule de la première ordonnance, celle de 1280, il était spécifié qu'elle était faite pour « les pêcheurs et la manière de pescher en toutes rivières grandes et petites ».

Charles IV rendit l'ordonnance du 26 juin 1326 qui complète et confirme celle de 1292. Il s'appuie sur le grand dommage causé : « tant aux riches qu'aux pauvres gens de notre royaume » par le dépeuplement des rivières grandes et petites, pour justifier les interdictions.

Pour stimuler le zèle des agents verbalisateurs, on voit apparaître le principe des gratifications. Ainsi une ordonnance de Henri II en 1550, fixe à soixante sols tournois les amendes pour condamnation de pêche et en attribue les deux tiers au roi, et l'autre tiers aux agents qui ont constaté le délit.

Ceux qui fabriquaient les engins prohibés étaient punis, ainsi que les vendeurs de poisson n'ayant pas la grosseur réglementaire, des mêmes peines que les pêcheurs. Une ordonnance de Henri IV en mai 1607, prescrivit aux procureurs du roi près les tables de marbre et leurs substituts, de se transporter une fois par semaine, aux jours de marchés, sur les places publiques, pour rechercher les poissons mis en vente.

Ces diverses ordonnances furent remplacées par celle de 1669, titre XXXI, qui subsista jusqu'en 1829. Cependant elle ne fut pas toujours appliquée. C'est ainsi que pendant la période révolutionnaire, alors que les privilèges féodaux étaient abolis, on considéra cette ordonnance comme ne devant plus s'appliquer, bien que n'étant pas abrogée. Mais les rivières furent tellement dévastées qu'un décret du Directoire du 28 messidor an VI (16 juillet 1798) décida que certains articles de l'ordonnance devaient être considérés comme maintenus et il en fit une sorte de promulgation nouvelle en ordonnant leur publication et leur insertion au bulletin des lois. Des instructions nécessaires furent données à l'administration forestière, qui venait

d'être réorganisée par la loi du 16 nivôse an IV, afin de faire observer ces règlements.

Quelles sont les principales dispositions de l'ordonnance de 1669 ?

Dans ses articles 4 et 5 du titre XXXI, l'ordonnance, répondant à des préoccupations religieuses, interdisait de pêcher les dimanches et jours de fêtes sous peine d'une amende de quarante livres. Cette disposition ne fut pas appliquée sous la Révolution et le premier empire, car elle paraissait implicitement abrogée par les lois révolutionnaires. Mais la loi du 14 novembre 1814 paraît avoir remis en vigueur la défense portée par cet article.

Il est défendu de pêcher avant le lever et après le coucher du soleil. Il y a cependant des exceptions pour les arches des ponts, moulins, et gords où se trouvent des didaux ; et un arrêt du conseil du 21 mars 1676 permet de pêcher au grand filet la nuit dans la rivière de Loire.

Dans l'article 6 il est défendu de pêcher dans le temps du frai de façon à ne pas empêcher la reproduction du poisson. Ce temps est du 1<sup>er</sup> février au 15 mars dans les rivières où la truite abonde sur les autres poissons et depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 1<sup>er</sup> juin dans les autres rivières. Tout ceci sous peine de prison et d'amende. De plus on pouvait être condamné au carcan, au fouet et au bannissement du ressort de la maîtrise pendant cinq années pour la troisième fois. Mais ces dernières peines furent abrogées par le Code pénal du 25 septembre 1791.

Les dispositions de l'article 6, en ce qui concerne le temps du frai, ont été changées relativement à quelques rivières par une déclaration du 24 août 1773. Ces rivières se jettent dans la Manche, ce sont notamment celles d'Eaune, de Béthune ou Neufchâtel, d'Arques, de Scie et de Saune. Ces dispositions s'expliquent parce que dans ces rivières la truite commence à monter et à y déposer le frai à partir du 15 décembre.

Il est défendu, par l'article 10, de pêcher avec des engins comme les grilles, tramail, épervier etc. Tous les engins défendus sont énumérés dans l'ordonnance.

Il était défendu de brouiller les eaux pour pêcher. Les pêcheurs devaient rejeter dans la rivière, les poissons ayant moins de six pouces entre l'œil et la queue pour certaines espèces comme les truites, les carpes et les barbeaux, et moins de cinq pouces pour les tanches, perches et gardons.

Il est absolument interdit de jeter, dans les cours d'eau, de la chaux ou de la noix vomique, ainsi que d'autres substances nuisibles aux poissons.

Pour s'assurer que l'on n'emploierait pas des engins prohibés, l'article 13 de l'ordonnance exigeait que le sceau des armes du prince soit apposé sur tous les engins.

Il était spécifié dans l'ordonnance que toutes les violations des règlements, seraient poursuivies par les agents et préposés de l'administration forestière.

Beaucoup de dispositions de cette ordonnance passeront

dans la loi de 1829 ; mais aucune d'elles ne survivra par elle-même, car la loi la déclarera complètement abrogée.

### SECTION III

**A qui appartient le droit de pêche : 1° sous l'ancien régime ? Propriété privée des rivières, par suite, la pêche appartient au propriétaire. Qui est propriétaire des rivières ? Opinion des auteurs anciens et des auteurs modernes.**

**2° Sous la Révolution ? Revendication des Communes. Avis du Conseil d'Etat du 27 pluviose an XIII.**

Une très grande obscurité règne sur tous les premiers siècles. Aussi ne connaît-on pas exactement la situation des cours d'eau non navigables et par suite on ne sait pas à qui appartenait le droit de pêche dans ces cours d'eau.

Des auteurs prétendent que les cours d'eau non navigables constituaient à cette époque, des propriétés privées ; d'autres croient au contraire que ces cours d'eau appartenaient au roi.

Pour prouver que les cours d'eau non navigables constituaient des propriétés privées, Daviel se réfère au second capitulaire de Dagobert, (titre 83) qui ne subordonnait la construction des moulins et des écluses qu'à la seule condition de ne pas nuire à autrui.

Le moine Marcuffe, qui vivait vers le septième siècle, nous a laissé des modèles d'actes translatifs de propriété qui peuvent servir de base à l'opinion de Daviel. D'après

ces modèles, les eaux et cours d'eau étaient transmis comme des terres, des prés et des maisons.

Dalloz, dans son répertoire, reproduit un acte de l'an 925 portant cession de « trois petits domaines, avec leurs cours, jardins, issues, dépendances, champs, prés, bois, eaux, eaux courantes (1) ». Il cite aussi un autre acte, par lequel le roi, à la suite d'un incendie qui avait détruit les titres de propriété d'un de ses sujets, « ordonnait que tout ce que ce dernier avait détaillé comme en ayant joui paisiblement, en terres, maisons, prés, forêts, eaux et cours d'eau continuerait à lui appartenir en droit et en propriété ». Ceci semble bien impliquer la reconnaissance de la propriété privée des cours d'eau par le roi lui-même.

Mais, à côté de ces actes, il en est d'autres, en très grand nombre, depuis lesquels les rois auraient été, à l'origine, les seuls propriétaires des cours d'eau non navigables.

C'est ainsi qu'un des capitulaires de Charlemagne, qui régissait une grande partie de la France, enjoignait aux agents du roi de lui rendre un compte annuel du produit de ses moulins, du péage des ponts et de ses bacs, ainsi que de la pêche dans ses rivières.

De plus, Dalloz reproduit une série de cessions consenties par les rois. Il y eut un abandon fait par Charlemagne, en 780, à l'église cathédrale d'Utrech, d'une rivière nom-

(1) Dalloz, *répertoire au mot eaux*, n° 208.

mée Secca. Il y a des donations : une de ces donations fut consentie par Louis le Débonnaire aux religieux de Saint-Aubin. Il donnait une mesure et la permission d'avoir un pêcheur dans le cours d'eau qui la traversait.

Une autre donation est consentie par le roi Eudes à l'abbaye de Saint-Denis, en 888, elle comprend : un hameau, un moulin, et un conduit d'eau de part et d'autre.

A la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle il est à peu près certain que les cours d'eau sont des propriétés privées. Les Établissements de Saint Louis, disposent qu'un gentilhomme ayant eau courante en sa terre y peut interdire la pêche à la condition d'obtenir l'assentiment du baron en la châtellenie duquel il se trouve et celui du vavasseur. Si un tel droit lui est reconnu, c'est bien qu'il est propriétaire de l'eau qui court en sa terre.

De plus Bouteiller, après avoir posé le principe que les rivières non navigables appartiennent au roi, ajoute : « et des petites rivières qui ne portent point navire et qui ne sont point rivières telles que dessus sont dites, sont au seigneur parmy qui, terre et seigneurie, elles passent ».

On peut donc dire qu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle les rivières étaient des propriétés privées. Mais à qui appartenaient-elles ? « Pour ce qui est des rivières non navigables, écrit Ferrières, elles ne sont pas publiques, mais elles appartiennent à ceux qui sont les propriétaires des terres par où elles

passent ; aussi ils y peuvent pêcher dans l'étendue de leurs terres, et s'en servir comme des choses à eux appartenantes (1) ».

Hervé, dans sa « théorie des matières féodales (2) », dit que : « Les rivières qui appartiennent aux seigneurs sont en général un droit de fief et non de justice. Ainsi c'est le seigneur féodal qui a la propriété des eaux et tous les accessoires qui dépendent de cette propriété, comme le droit de moulin et de pêche, et le seigneur justicier n'a que la police et les attributs de la justice, autant que seigneur peut les avoir sur les eaux. Cependant il y a des coutumes qui donnent les rivières aux seigneurs hauts justiciers. Il faut consulter la loi territoriale, les titres et la possession ».

Loyseau (3) est d'un autre avis. « En France, dit-il, on distingue les rivières navigables, d'avec les non-navigables, et, pour le regard des non-navigables elles sont *domini privati* et appartiennent aux particuliers, et par conséquent aux hauts justiciers à faute d'autre maître ; mais les navigables étant publiques, ainsi que les grands chemins, le roi s'en est attribué la propriété ».

Ces auteurs diffèrent sur le point de savoir à qui appartenaient les rivières non navigables. mais ce qu'ils admettent tous, c'est qu'elles n'appartiennent pas au roi.

(1) Ferrières, *Instituts*, livre II, titre I.

(2) Hervé, *théorie des matières féodales*, tome IV, p. 251.

(3) Loyseau *des Seigneuries*, chap. 12, n° 120,

Les auteurs modernes qui ont étudié la question des eaux courantes sous l'ancien régime sont d'avis différents au sujet de leur propriété.

Daviel soutient la thèse de l'appropriation des cours d'eau non navigables.

Il se base, d'une part, sur la théorie d'anciens légistes, d'autre part sur ce fait que les anciens édits, portant attribution des rivières navigables à la couronne, sont au contraire demeurés muets sur les cours d'eau non navigables et les ont laissés dans leur ancienne condition qui était, d'après lui, l'appropriation privée.

Pour lui la propriété de ces cours d'eau appartient tantôt aux riverains, tantôt aux seigneurs justiciers qui les avaient usurpés en dénaturant leurs droits.

Championnière soutient la même thèse. D'après ses recherches la propriété des cours d'eau était généralement entre les mains des riverains.

Nadault de Buffon, s'est séparé de ces deux auteurs. Selon lui il n'y a jamais eu que les droits d'usage privilégié et non des droits de propriété, incompatibles avec la nature même des eaux courantes.

Ces droits auraient du reste exclusivement appartenu aux seigneurs.

La Cour de Cassation dans plusieurs de ses arrêts, a déclaré que sous l'empire de la législation féodale, les seigneurs avaient le droit de jouissance exclusive et même la propriété des cours d'eau non navigables.

L'arrêt le plus récent, celui de 1866, dit : « Attendu que, sous le régime antérieur à ceux du code Napoléon et de la législation intermédiaire, des droits de propriété privée pouvaient être établis par titre sur le lit et les berges des cours d'eau non navigables, qui étaient, en l'absence de titres particuliers, réputés appartenir aux seigneurs hauts justiciers dans le territoire desquels ils se trouvaient. »

Ce que l'on peut conclure de tout ceci, c'est que l'on ne sait pas exactement quel était le propriétaire des rivières et par suite celui qui avait le droit de pêche dans ces rivières. Ceci variait suivant les localités. « Elle appartenait tantôt aux seigneurs justiciers dans les rivières banales, tantôt aux seigneurs féodaux, qui en jouissaient à titre de propriétaires des héritages riverains ou par suite de réserves au profit de leur domaine direct, tantôt aux tenanciers riverains, tantôt et exceptionnellement à des tiers (1) ».

## II. — *Sous la Révolution. Qu'allait devenir le droit de pêche ?*

Les lois des 4 août 1789, 13 mars 1790, 13 avril 1791, 25 août 1792 et surtout 6-30 juillet 1793, en abolissant la féodalité allaient enlever aux seigneurs justiciers et féodaux leur droit de pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables.

Ce fut alors une véritable anarchie dont beaucoup de

(1) Picard, *traité des eaux*, t. I, p. 208.

communes profitèrent pour revendiquer le droit de pêche ; quelques-unes même réglementèrent ce droit.

C'est alors que se posa la question de savoir à qui réellement appartenait le droit de pêche, s'il était devenu la propriété des riverains ou celui des communes ?

Cette question a été soumise au Conseil d'État le 27 pluviôse an XIII, et le même jour le Conseil donnait son avis qui fut approuvé le 30 du même mois.

Le Conseil « considérant :

1<sup>o</sup> Que la pêche des rivières non navigables faisait partie des droits féodaux, puisqu'elle était réservée en France, soit au seigneur haut justicier, soit au seigneur de fief ;

2<sup>o</sup> Que l'abolition de la féodalité a été faite non au profit des communes, mais au profit des vassaux qui sont devenus libres dans leurs personnes et dans leurs propriétés ;

3<sup>o</sup> Que les propriétaires riverains sont exposés à tous les inconvénients attachés au voisinage des rivières non navigables (dont les lois d'ailleurs n'ont pas réservé les avant-bords destinés aux usages publics) ; que les lois et arrêts du gouvernement les assujétissent à la dépense du curage et à l'entretien de ces rivières ; et que dans les principes de l'équité naturelle, celui qui supporte les charges doit aussi jouir du bénéfice.

4<sup>o</sup> Enfin que le droit de pêche des rivières non navigables, accordé aux communes, serait une servitude pour

les propriétés des particuliers et que cette servitude n'existe point aux termes du code civil ;

Est d'avis que la pêche des rivières non navigables ne peut, dans aucun cas, appartenir aux communes ; que les propriétaires riverains peuvent en jouir, sans pouvoir cependant exercer ce droit qu'en se conformant aux lois générales ou règlements locaux concernant la pêche, ni le conserver lorsque par la suite, une rivière, aujourd'hui réputée non navigable deviendrait navigable : et qu'en conséquence tous les actes de l'autorité administrative qui auraient mis les communes en possession de ce droit doivent être déclarés nuls. »

C'est cet avis du Conseil d'État qui règlera l'attribution du droit de pêche jusqu'au 15 avril 1829. Comme on le voit, cet arrêt fait du droit de pêche un attribut de la propriété des rives sans s'inquiéter de la propriété du lit du ruisseau.

Le principe posé par cet avis sera acquis quand on discutera la loi de 1829 et on pourra dire à ce moment que le projet n'a pas pour but de créer ou d'attribuer des droits de pêche, mais d'en déterminer et d'en régler l'exercice.

---

## CHAPITRE III

### DU DROIT DE PÊCHE

#### SECTION I

##### **A qui appartient le droit de pêche. Différentes conceptions du droit de pêche, leurs conséquences**

Le droit de pêche, dans les cours d'eau où il n'appartient pas à l'État, c'est-à-dire dans les cours d'eau non navigables ni flottables, appartient aux riverains et si le même riverain n'est pas propriétaire des deux rives, chaque riverain aura le droit de pêcher jusqu'au milieu du cours d'eau. Telle est la volonté que le législateur a exprimée dans l'article 2 de la loi du 15 avril 1829, et ceci, dit la loi, « sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titre », c'est-à-dire que la loi respecte les conventions entre particuliers.

Quelle est la nature de ce droit de pêche ? Pendant la discussion de la loi sur la pêche, il se présenta deux conceptions très nettes de la nature de ce droit. D'après l'une, le droit de pêche est une concession volontaire faite par

l'État aux riverains. D'après l'autre, ce droit n'est que la conséquence, l'accessoire, de la propriété des rives.

La première conception fut soutenue à la chambre des Pairs par le ministre des finances. Il parlait de cette idée que dans les anciennes coutumes, le seigneur haut justicier, quelquefois, et plus souvent le seigneur féodal, avait le droit de pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables, parce qu'il exerçait une portion de la puissance publique. Ils faisaient ceci « dans la même qualité que celle dans laquelle ils donnaient les autorisations, qui leur étaient demandées, pour les établissements sur les cours d'eau (1) ». Mais comme aujourd'hui, les seigneurs féodaux n'existent plus, le ministre prétend que cette puissance est passée dans les mains de l'État, car c'est l'État qui donne les autorisations qui lui sont demandées au sujet de la direction des eaux et de l'irrigation. « Notre législation à cet égard, disait le ministre, fait même partie de notre droit public. Les rivières qui ne sont ni navigables ni flottables, ne sont donc pas la propriété des riverains ; ils n'ont pas ce qui caractérise la propriété, le droit d'user et d'abuser ; elles constituent au contraire, une propriété pour l'usage du public, et si le droit de pêche est accordé aux riverains, ce n'est pas parce qu'ils sont propriétaires de la rivière, mais par une concession de la loi qui le leur attribue en compensation

(1) *Le Moniteur*, 1828, page 553.

du curage et des autres charges qui leur sont imposées ». Aussi du jour où les charges qui sont imposées cesseraient et seraient désormais supportées par l'État, le droit de pêche des riverains cesserait également sans autre compensation que celle résultant de cet affranchissement des charges.

L'autre conception fut présentée par le comte de Pontécoulant. Il soutint que la pêche n'était pour les riverains que l'accessoire, la conséquence de la propriété des cours d'eau qui, d'ailleurs, n'avaient jamais cessé de leur appartenir. L'orateur faisait remarquer que dans tous les pays de droit écrit, même sous le régime féodal, les riverains avaient toujours joui des droits de pêche et d'irrigation sur les rivières qui traversaient leurs fonds et également ils avaient joui d'autres droits qui sont bien constitutifs de propriété. Le comte de Pontécoulant ne recherche pas les maximes établies par les coutumes ; mais cependant l'abolition du régime féodal n'a pas pu faire passer aux mains de l'État les droits qui étaient exercés par les seigneurs. Du reste, il faisait remarquer que la propriété des riverains était un fait qui existait comme il avait toujours existé et qui n'avait jamais fourni matière à contestation.

La conclusion logique de cette conception était qu'aucun riverain ne pouvait être dépouillé de son droit de pêche pour cause d'utilité publique sans avoir obtenu une indemnité préalable.

C'est cette dernière conception qui fut adoptée dans l'ar-

ticle 3, dernier alinéa, qui déclare que lorsque les cours d'eau seront classés parmi ceux navigables et flottables : « Les propriétaires qui seront privés du droit de pêche, auront droit à une indemnité préalable qui sera réglée suivant les formes prescrites par les articles 16, 17 et 18 de la loi du 8 mars 1810. »

### SECTION III

**Le droit de pêche dépend-il de la propriété du lit des cours d'eau ? Différences qui existent entre le milieu du cours d'eau et le milieu du lit du ruisseau.**

La loi, dans son article 2, accorde aux riverains le droit de pêche jusqu'au milieu des cours d'eau et non jusqu'au milieu du lit de la rivière, ce qui est bien différent.

C'est en effet dans le cours d'eau, dans l'eau elle-même que la pêche s'exerce ; de sorte que si l'eau vient à se retirer d'un côté du lit pour se reporter de l'autre, l'exercice de la pêche suivra le cours d'eau ; car le droit de pêche n'est pas inhérent au sol. La loi de 1829 parle de la moitié du cours d'eau et non de la moitié du lit du cours d'eau. Le droit de pêche, en effet, est indépendant de la propriété du lit du cours d'eau ; il n'est accordé qu'aux « riverains » des cours d'eau. Si, en effet, il était accordé au propriétaire du lit, pourquoi fixer, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, que le droit de pêche

donnera, à lui seul, droit à une indemnité préalable? C'est évidemment que ce droit n'est pas inhérent au sol lui-même, c'est que, en enlevant le lit du cours d'eau au riverain, celui-ci conserve, par cela seul qu'il est encore riverain, le droit de pêche dans ce cours d'eau, droit pour lequel on est obligé de l'indemniser quand on veut le lui enlever.

D'ailleurs « la loi ne change en rien la législation existante sur la propriété soit des fleuves et rivières navigables ou flottables, soit de leurs accessoires et dépendances, soit de tous les autres cours d'eau » (1), c'est ce qui fut déclaré dans l'exposé des motifs à la Chambre des députés par M. Favard de Langlade... Or, la législation antérieure ne nous dit pas que le riverain est propriétaire du fonds du lit du cours d'eau. Ce n'est qu'en 1898 que le lit des ruisseaux deviendra la propriété privée des riverains, mais jusque-là le lit était considéré comme une propriété publique.

C'est donc bien au riverain, et comme riverain seulement, qu'appartient le droit de pêche dans le cours d'eau.

Il en résulte que le riverain a le droit de pêcher sur la moitié du cours d'eau, quel que soit le terrain sur lequel coule le cours d'eau. Depuis la loi de 1898, un riverain peut pêcher sur le cours d'eau, alors même que celui-ci, à raison des sécheresses, est si faible qu'il ne couvre plus

(1) *Le Moniteur*, 1829, page 183.

que la partie du terrain qui appartient tout entière au rive-rain opposé.

Il suit de là, comme le faisait observer Proudhon (1), que les délimitations que les propriétaires des deux bords opposés de la rivière pourraient faire à ce sujet, ne seraient que provisoires et seulement pour le temps pendant lequel le cours d'eau resterait dans la même situation.

Le fait que nous signalons plus haut vient de ce que la façon de calculer le milieu du cours d'eau et le milieu du lit n'est plus la même. En effet le milieu du cours d'eau est soumis à toutes les variations des eaux et aussi à la conformation du lit. Si le lit du cours d'eau était exactement de niveau sur toute sa largeur le milieu du cours d'eau resterait invariable puisque même en eau basse tout ce lit serait recouvert par les eaux. Mais il n'en est pas ainsi, les rochers, les dépôts de sable ou de galets, font qu'une partie du lit est plus élevée que l'autre et si peu que le niveau des eaux s'abaisse, le cours d'eau abandonne ce côté pour se porter de l'autre... Or, le milieu du cours d'eau ne se calcule que sur la largeur mouillée du lit, c'est-à-dire sur la largeur du lit recouverte par les eaux, et alors il est clair que ce milieu se déplace suivant que l'eau abandonne ou recouvre plus vite un côté du lit que l'autre. Le milieu du lit, lui, est invariable, car on ne tient compte pour le fixer que de la surface occupée par les eaux à un seul moment, quand le ruisseau coule à plein bord

(1) Proudhon, *dom. Public.*, n° 1248.

sans déborder. C'est du reste le seul moment où le milieu du cours d'eau et le milieu du lit coïncident exactement.

Si on tient compte de cette différence, il n'est pas surprenant de voir que l'on peut pêcher sur le terrain d'autrui. Nous avons fait voir que la limite du droit de pêche entre deux riverains est très instable si on la compare à la limite de la propriété du lit. Il ne faudrait cependant pas en conclure que la limite elle-même de la propriété du lit est bien stable. Elle peut varier, en effet, avec le cours d'eau lui-même. C'est ce qui se produit lorsque le cours d'eau ronge continuellement une rive et se retire insensiblement de l'autre. Le riverain dont le cours d'eau abandonnera la rive s'emparera des alluvions en vertu de l'article 556 du Code civil et le riverain du côté opposé, dit l'article 557, ne pourra rien réclamer du terrain qu'il aura perdu.

Cette propriété du lit du cours d'eau peut donc être fixée un jour, mais cette limite changera suivant que le cours d'eau s'attaquera plus à une rive qu'à l'autre. Il est vrai qu'il faut longtemps à une rivière pour voler un riverain au profit de l'autre et la limite de la propriété variera très peu en beaucoup d'années, tandis que la limite de la pêche varie d'un instant à l'autre.

## SECTION III

**Le droit de pêche est-il aliénable indépendamment des rives ?**

**Est-il prescriptible ? Peut-il faire l'objet d'un bail ?**

Le droit de pêche reconnu aux riverains d'un cours d'eau non navigable est absolu. Tout autre que lui n'a point le droit de pêcher même à la ligne flottante. L'usage de cette ligne n'a été permis, par la loi du 15 avril 1829, que dans les cours d'eau navigables et flottables, c'est-à-dire ceux faisant partie du domaine public de l'État, mais non dans les rivières faisant partie du domaine privé de l'État ou dans celles dont la pêche appartient aux riverains. D'ailleurs la pêche à la ligne, dans un cours d'eau dépendant du domaine privé de l'État, donnera lieu à un arrêt de la Cour de Cassation sur lequel nous insisterons plus loin au sujet des étangs.

Le droit de pêche, par ce fait qu'il est une dépendance de la propriété des rives ne peut être aliéné isolément. S'il était possible d'aliéner ainsi ce droit, on arriverait à constituer une servitude au profit de la personne, servitude qui n'est pas admise par la loi (1). — La jurisprudence a du reste dit nettement que dans les rivières non navigables ni flottables le droit de pêche est une dépendance indivisible du fonds riverain (2). Ce droit ne peut

(1) Cf. Besançon, 17 décembre 1887, D. 82.2.234.

(2) Cf. Cass., 30 mars 1885, Bourjois, D. 85.1.348.

être divisé que lorsqu'on déclare le cours d'eau navigable ou flottable. Si ce droit est vendu séparément, cette vente est obligatoire pour le vendeur, mais le droit n'est pas séparé de la propriété, l'acte intervenu est considéré comme un bail et non comme une vente (1).

Cependant Daviel (2) prétend que par un acte de partage ou de vente, on peut réserver à perpétuité le droit de pêche au profit d'un fonds non riverain d'un cours d'eau par le motif que c'est une servitude établie sur un fonds, au profit d'un autre fonds. Mais nous sommes d'un avis opposé et avec Proudhon (3) et avec Demolombe (4), nous croyons que ce droit doit être regardé comme un droit personnel d'usage ou d'usufruit et qui doit prendre fin au décès de celui qui l'a stipulé. En effet, on ne peut pas considérer ceci comme une servitude au profit d'un fonds, car ce n'est pas pour l'usage du fonds que l'on pêche, et cette réserve ne peut s'expliquer que par l'amour de la pêche que possède le vendeur du fonds et non par la nature du fonds lui-même.

M. Lescuyer (5), dans la *France judiciaire*, prétend qu'un particulier possesseur des deux rives, qui vend une partie de sa propriété et assigne le cours d'eau comme limite du domaine vendu conserve son droit de pêche

(1) Cass , 30 mars 1885.

(2) Daviel, , t. 2, n<sup>os</sup> 687 et 932 et suiv.

(3) Proudhon, *Dom. pub.*, n<sup>o</sup> 1252.

(4) Demolombe, *Servitudes*, t. 2, n<sup>o</sup> 686.

(5) *France judiciaire*, 1887, 1<sup>re</sup> partie, p. 263.

dans tout le cours d'eau, tandis que l'acquéreur ne jouira pas de ce droit. Nous croyons que c'est une erreur, car la limite de la propriété de l'acquéreur est le cours d'eau lui-même, et par suite il est de ceux que la loi qualifie de riverains et auxquels elle donne le droit de pêche.

Nous ne pouvons même pas affirmer qu'une limite ainsi fixée, depuis la loi de 1898, ne donnerait pas à l'acquéreur la propriété de la moitié du lit de la rivière.

Si un particulier cède à titre onéreux à une personne, pour elle et ses descendants, son droit de pêche sur la superficie générale de ses biens tant qu'ils ne seront pas aliénés, il reste dans les limites de son droit et cette clause est parfaitement licite et obligatoire. De plus cette cession est absolue et exclusive de toute participation de la part du vendeur. Tout particulier peut bien, en effet, céder un droit sur sa propriété sous condition que cette cession sera annulée par la vente de cette propriété. C'est une question d'entente entre les parties contractantes. — Ceci a du reste été reconnu par la jurisprudence à propos d'une commune (1).

Le droit de pêche peut-il s'acquérir par prescription? Le droit de pêche étant essentiellement attaché à la propriété des rives, comme nous l'avons vu, il s'en suit que l'on ne peut pas prescrire le droit de pêche indépendamment des rives elles-mêmes.

(1) Cass. 13 décembre 1869. Commune de Mirebel, S. 70, 1, 129.

Cependant si on est propriétaire du fonds riverain opposé on peut en pêchant pendant trente ans dans la moitié du cours d'eau situé sur l'autre rive, acquérir le droit d'y pêcher. D'ailleurs ce droit que l'on acquiert ainsi ne prive pas le riverain de son droit de pêche, mais il n'est plus le seul à pouvoir pêcher dans la partie du cours d'eau qui longe son fonds.

Le droit de pêche appartient à l'usufruitier en ce sens qu'il n'est qu'un fruit accessoire du fonds riverain qui est soumis à l'usufruit. Ce droit peut être affermé même séparément du fonds riverain. Le fermier, en affermant le fonds et non la pêche, s'engage à souffrir le passage du fermier de la pêche et à le laisser jouir entièrement de son droit.

Mais quand le fonds est affermé sans réserve, il s'élève une controverse pour savoir si ce droit appartient au bailleur ou au fermier.

Dans un arrêt, la cour de Rouen (1) a décidé que ce droit reste au bailleur. Garnier (2) est d'un avis contraire. Un autre système (3) consiste à distinguer entre les propriétés louées comme propriété d'agrément et celles qui sont louées à des cultivateurs. Dans la première hypothèse, le droit de pêche appartient au locataire et dans la seconde au propriétaire. Nous croyons cette dernière opinion pré-

(1) Rouen, 15 juin 1844, S. 44. 23. 29.

(2) Garnier, *régime des eaux*, t. 3, n° 856.

(3) Aubry et Rau, 4<sup>e</sup> éd., § 365, p. 470.

férable aux autres ; ce qu'il faut voir avant tout c'est la volonté des parties. Si le cultivateur qui afferme ce fonds a pris en considération le fait que le ruisseau borde ce fonds, il faut bien lui accorder, dans le silence même du bail, la jouissance du droit de pêche. Le cultivateur loue certainement un fonds pour le faire rapporter, mais il peut bien aussi avoir en vue la possibilité de satisfaire un plaisir les jours où le travail des champs, pour une cause ou pour une autre, ne réclame pas ses soins.

Aussi pensons-nous qu'il ne faut pas être absolu dans ce cas et qu'avant de se prononcer il faut examiner les circonstances qui ont présidé au contrat.

#### SECTION IV

##### Nature juridique du poisson des cours d'eau

Les poissons des eaux courantes constituent sans nul doute des objets mobiliers.

Pour le riverain d'un cours d'eau non navigable le poisson n'est que le fruit divagant d'un fonds mobile, fruit qui, en raison de sa nature particulière, reste *res nullius* tant que le riverain ne l'a pas fait sien par l'occupation. Ce poisson ne peut donc pas être l'objet d'une saisie, bien qu'étant un objet mobilier, puisqu'il n'appartient au propriétaire riverain qu'à la condition qu'il le pêche. Il n'est sien que lorsqu'il l'a pris.

Quand le poisson est pris en fraude on ne peut pas dire qu'il devient la propriété de son capteur, car la loi (1) ordonne que le prix de ce poisson sera restitué à celui qui avait seul le droit de le pêcher. Ce paiement est inconciliable avec le droit d'occupation qui est nécessairement gratuit.

Quand le ruisseau ou la rivière déborde, le poisson, par cela même qu'il est *res nullius*, peut être capturé partout où il se trouve sans que ceux qui ont normalement droit de pêcher dans le cours d'eau, puissent se plaindre.

Nous verrons plus loin qu'il en est de même pour les poissons des étangs traversés par les cours d'eau.

---

(1) L. 15 avril 1829, art. 5,

## CHAPITRE IV

### CONSERVATION ET POLICE DE LA PÊCHE

#### SECTION I

##### **A quels cours d'eau s'étendent les dispositions de police ?**

La loi de 1829, dans son article 23, détermine les rivières auxquelles les dispositions qu'elle édicte sont applicables. C'est ainsi qu'elle mentionne : les fleuves et rivières navigables et flottables, les canaux, les ruisseaux ou cours d'eau quelconques.

La généralité des termes de cet article fut combattue lors de la discussion de la loi. On fit remarquer les inconvénients de termes si vagues. Si en effet les dispositions édictées par la loi devaient s'appliquer à tous les cours d'eau, cette réglementation amènerait la destruction des milliers de pêcheries établies auprès des usines et dont les propriétaires sont en jouissance de temps immémorial. On demandait donc la suppression des mots, « ou cours d'eau quelconques. »

On demanda également que l'on ne comprenne pas dans

la loi les portions de ruisseaux qui traversent des enclos. On prétextait que la faculté illimitée, donnée à l'administration, de surveiller l'exécution des prescriptions édictées par la loi, deviendrait gênante et souvent vexatoire pour les propriétaires des enclos.

« Il serait vexatoire pour les propriétaires, disait un pair, de voir pénétrer dans leur enclos les gardes-pêche, sous prétexte de voir s'ils ne pêchent pas de temps en temps à la main ou suivant tout autre mode prohibé. »

Mais tout ceci fut repoussé, étant donné que les barrages, par exemple, produisent les mêmes effets sur la circulation du poisson quand ils sont dans un enclos que lorsqu'ils sont dans un champ ouvert à tout le monde. Le rapporteur fit du reste remarquer que les dispositions de la loi ont toutes pour objet l'intérêt général du repeuplement des rivières et de la reproduction du poisson. Or, il est évident que les exceptions demandées s'étendraient, dans leur résultat, non seulement à la portion des cours d'eau qui se trouverait comprise dans les propriétés closes, mais encore aux portions supérieures et inférieures du même cours d'eau.

« Si, en effet, disait le rapporteur, un barrage est établi dans un parc, la communication est interrompue entre les deux parties de la rivière, et comme l'on sait que le poisson pour se reproduire, aime à remonter vers les sources, la pêche de toute une rivière peut être réduite à rien par un obstacle apporté au passage des poissons dans un

endroit où le cours d'eau ne paraîtrait avoir que bien peu d'importance.»

## SECTION II

**Modes de Pêche prohibés : Barrages, drogues et appâts. Question du lin et du chanvre. Engins prohibés, procédés prohibés.**

### *1<sup>o</sup> Barrages*

La loi du 15 avril 1829, dans son article 24, interdit d'établir dans les rivières et ruisseaux des barrages ou appareils empêchant complètement le passage du poisson. Ce que l'on interdit par ce mot de barrage, ce ne sont que les instruments placés dans le but d'empêcher le passage du poisson et non les constructions servant pour l'industrie.

Cette prohibition d'établir des barrages s'étend même aux barrages existant avant la loi.

Mais cette disposition ne touche pas le propriétaire sur le terrain duquel naît la source. Le directeur général des forêts a déclaré pendant la discussion de la loi que la source ne devenait en quelque sorte propriété publique, que du moment où elle sortait du fonds sur lequel elle prend naissance. Il en résulte que le droit absolu du propriétaire ne saurait être contesté.

Il en est de même pour un ruisseau qui, prenant naissance dans une propriété, coule un certain temps dans

cette propriété avant de devenir public. Mais dès que le ruisseau est sorti de cette propriété, dès qu'il est public il est interdit d'y placer des barrages quelle que soit sa largeur : on ne peut pas y fixer le poisson.

« Le Poisson, en effet, disait le rapporteur, circule successivement dans les eaux courantes et n'appartient pas plus à telle rivière qu'à telle autre. Au temps du frai, il remonte jusque dans les petits ruisseaux, et préfère alors les lits les plus resserrés et les riverains ne doivent pas chercher à les fixer dans les parties des cours d'eau qui traversent ou bordent leurs propriétés par des barrages, grilles ou autres ouvrages qui l'empêcheraient entièrement de monter ou de descendre dans les autres parties des rivières ou ruisseaux. »

L'institution des barrages n'empêcherait pas seulement le poisson de passer en amont de ce barrage, mais la partie en aval se verrait abandonnée par certaines espèces de poisson. Les espèces en effet qui ont l'habitude de remonter jusqu'aux sources, au moment du frai, ne pouvant plus passer, vont abandonner ce cours d'eau pour en chercher un autre qui soit libre.

A la chambre des Pairs plusieurs orateurs firent remarquer ce phénomène. L'un citait le cas de truites ayant abandonné la rivière, traversant ses propriétés par suite de la construction d'un barrage fait par un riverain.

Un autre parla du barrage, établi sur la Creuse, qui a privé tout le pays d'un grand nombre d'espèces de poisson

qui formaient une branche importante de la consommation.

Enfin le marquis de Castellane citait l'exemple d'un barrage établi sur l'Allier, et dont l'effet immédiat a été de porter à trois francs le prix de la livre du saumon qui se payait autrefois huit sous. Et il ajoutait : « La construction de ce barrage a donné à son propriétaire d'énormes bénéfices la première année, mais ces bénéfices ont diminué la seconde et il paraît qu'ils ont entièrement disparu depuis. »

Ces barrages dont on parlait à cette époque étaient construits pour obtenir la force motrice, mais il est bien évident que tous les genres de barrages produisent sur le poisson le même effet.

Les barrages interdits sont ceux qui barrent entièrement le cours d'eau de quelque nature qu'ils soient. Ainsi des filets tendus dans toute la largeur du cours d'eau constituent des barrages même si, par moment, ils laissent un espace suffisant pour le passage du poisson.

C'est aux juges du fait qu'il appartient de dire si le barrage a pour résultat d'empêcher entièrement le passage du poisson, leur décision sur ce point est souveraine et ne peut offrir ouverture à cassation (1).

Depuis la loi de 1829, il s'est créé sur toutes nos rivières d'énormes barrages destinés à fournir la force motrice,

(1) Cass. 14 décembre 1837. D'Espenilles. S. 38. 1. 933.

mais les progrès réalisés dans la construction de ces barrages ont amené les ingénieurs à rétrécir l'épaisseur de la maçonnerie à la base. Les matériaux employés offrent une résistance telle qu'il n'est plus utile de faire un amas de matériaux qui, par son poids propre, s'oppose à celui de l'eau.

Aussi il en est résulté un changement dans la forme du barrage. Au lieu, comme autrefois, d'offrir une pente inclinée sur laquelle coulera l'eau, actuellement il existe une muraille presque perpendiculaire, du sommet de laquelle l'eau tombe en cascade. Alors le poisson ne peut plus franchir ces barrages.

Pour y remédier le législateur est intervenu par la loi du 24 mars 1865. Cette loi stipule que « des décrets rendus en Conseil d'État, après avis des conseils généraux des départements détermineront les parties des fleuves, rivières, canaux, et cours d'eau dans les barrages desquels il pourra être établi après enquête, un passage appelé échelle. »

Cette loi prévoyait le cas où la construction de ces échelles pourrait donner lieu à une indemnité et décidait que ces indemnités seraient réglées par le conseil de préfecture, après expertise, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Mais il faut remarquer que le dommage causé ne consiste que dans l'exécution du travail nécessaire pour établir l'échelle et que, par suite, il n'y a pas lieu de faire

application de la loi sur les expropriations pour cause d'utilité publique, car dans ce cas il n'y a pas privation du droit de pêche.

Mais cette loi de 1865 a été absolument inefficace; d'abord parce qu'on ne la fait pas respecter et qu'ensuite la hauteur des barrages est beaucoup trop élevée. Il est bien rare, en effet, de voir l'administration demander l'établissement d'échelles; de plus, même en établirait-on, elles n'auraient pas toujours de bons résultats et seraient souvent fort coûteuses. Dans les barrages très élevés, le poisson ne pourrait pas franchir l'échelle d'un seul bond. Il faudrait arriver à trouver une forme d'échelle où l'on puisse organiser des refuges où le poisson s'arrêtera pour se reposer et gravira ensuite le reste de l'échelle.

Il serait à souhaiter que ceci se réalise le plus tôt possible et que tous les propriétaires de barrages soient obligés par la loi à établir des échelles.

## *2° Drogues et appâts*

La loi, dans son article 25, défend de jeter dans les eaux les drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le poisson ou à le détruire.

Cette loi ne procède pas, comme l'ordonnance de 1669, par une énumération qui a l'inconvénient d'être toujours incomplète. Même cette disposition de la loi, si vague et si générale soit-elle, n'envisageait pas tous les cas. La dynamite, en effet, n'était pas considérée en ce temps comme

dangereuse en matière de pêche, car elle n'existait pas encore. Mais depuis il a fallu faire la loi du 18 novembre 1898 pour empêcher l'emploi de cette matière.

Qui dira si la substance jetée dans l'eau est de nature à nuire aux poissons? Ce seront certainement les tribunaux qui seront chargés de cette tâche et ils statueront suivant les circonstances.

La loi n'a pas pris en considération seulement les appâts que le pêcheur jette dans le cours d'eau quand il veut pêcher; elle a eu en vue toutes les substances nuisibles qui sont jetées dans un ruisseau soit pour pêcher, soit pour tout autre motif. Elle n'a envisagée que la nature nocive de ce qui est jeté dans les eaux.

Bien que cette loi emploie le mot « jeté » il ne faut pas croire qu'elle prohibe seulement les choses jetées volontairement, mais bien aussi les substances que l'on laisse couler dans la rivière et qui sont de nature à détruire ou à enivrer le poisson, quelle qu'ait été la volonté de celui qui le fait (1).

Il y eut cependant des hésitations dans la jurisprudence pour appliquer cette disposition de la loi aux usiniers qui déversent dans les cours d'eau les résidus provenant de leur usine, alors même que ces matières avaient causé la mortalité de poisson. Mais la Cour de Cassation (2) fut toujours catégorique à ce sujet et depuis longtemps ce point est acquis.

1) Cass. 27 janv. 1859: Doug., D. 59. 1. 425.

(2) Cass. 27 janv. 1859 et 5 mai 1883. Moncier, D. 83. 1. 484.

Il faut même remarquer que la responsabilité du maître n'empêche pas qu'une condamnation soit prononcée contre l'ouvrier ou préposé qui est l'auteur direct du délit.

L'autorisation donnée à un usinier, au moment de la création de son usine, n'est pas une excuse pour lui ; ces autorisations, en effet, n'ont pas à connaître la nature des résidus jetés dans les eaux.

Cependant il faut que le propriétaire de l'usine, pour être coupable, connaisse la nature nuisible des résidus de son usine.

A cette défense de jeter dans les cours d'eau des matières nuisibles au poisson, se rattache la question du lin et du chanvre.

Sous l'empire de l'ancienne législation de nombreux arrêts du Conseil (1), conformes aux dispositions de plusieurs coutumes (2), défendaient de faire rouir du chanvre ou du lin dans les rivières ou ruisseaux « parce que cela corrompt l'eau, fait mourir le poisson et occasionne en outre des maladies aux bestiaux ».

Ces dispositions étaient reproduites dans l'article 30 du projet de loi déposé à la Chambre des pairs et ainsi conçu : « Le rouissage du lin, du chanvre et de toute autre plante textile, dans les fleuves, rivières, canaux et dans les ruisseaux y affluent, est défendu, sous peine d'amende de 25 à 100 francs. Toutefois, dans les localités où l'on ne pour-

(1) 4 avril et 27 juin 1702, 14 décembre 1719. 26 février 1732, etc.

(2) Coutume de Normandie, art. 209. Bourbonnais, art. 162.

rait suppléer au rouissage dans l'eau, par un autre moyen, le préfet pourra, sous l'approbation du gouvernement, accorder les exceptions qu'il jugera nécessaires ».

Cet article fut violemment combattu (1).

Un membre de la Chambre des Pairs prétendit qu'au lieu d'empêcher de faire rouir le chanvre dans les rivières, on devrait obliger les cultivateurs à ne le faire rouir que dans les cours d'eau ; car ce n'est pas dans les grands cours d'eau que les inconvénients du rouissage se font sentir, mais dans les eaux stagnantes et les fontaines, que cet usage transforme en lieux malsains et empestés, ce qui nuit considérablement à la santé publique.

Le comte Chaptal appuya fortement cette suppression de l'article qui paraissait nuisible à la santé des habitants de la campagne et destructive d'une des premières branches de notre industrie agricole.

Il citait l'exemple de la Belgique où l'on met tout le chanvre rouir dans les rivières et où souvent les eaux sont noires comme de l'encre sans que pour cela la santé des habitants en soit atteinte. Cet état de choses entraîne peut-être la mort de quelques poissons, mais tout cela n'est rien à côté de l'intérêt de l'agriculture et du commerce. Il faisait remarquer qu'il en serait bien autrement si les paysans étaient obligés de faire rouir leur chanvre

(1) V. *Moniteur*, 1828, p. 563.

dans des trous auprès de leurs chaumières. L'air serait empesté et la santé publique très compromise.

De plus, on n'avait pas trouvé le moyen de remplacer le rouissage qui reste absolument indispensable à l'industrie textile. On faisait du reste remarquer que la prohibition existait bien dans beaucoup de coutumes, mais n'était plus observée depuis bien longtemps.

Ces objections furent combattues par le directeur général des forêts qui se basait sur les plaintes adressées très fréquemment à l'administration par les fermiers de la pêche : C'était bien une preuve qu'ils subissaient un préjudice réel. De plus, les rédacteurs du projet de loi espéraient qu'en supprimant le rouissage dans les rivières, ils stimuleraient le zèle de ceux qui, dans l'intérêt de la salubrité publique, s'occupent de chercher un procédé moins dangereux.

Mais malgré ces raisons l'article fut écarté.

De ce rejet, il résulte que l'autorité administrative ne peut, par des règlements pris dans le seul intérêt de la conservation du poisson, interdire le rouissage dans les rivières non navigables ni flottables ainsi que dans les ruisseaux qui y affluent. A cet égard, l'administration ne peut pas faire revivre les anciens règlements abrogés par l'article 83 de la loi de 1829 (1).

Mais si ce rouissage est permis dans les rivières, il n'est

(1) Cass., 5 février 1847, Jolly, D. 47, 1, 58.

pas possible, sans tomber sous le coup de l'article 25, de déverser dans un cours d'eau les eaux corrompues, provenant de routoirs, pouvant occasionner la destruction du poisson (1).

Cependant si l'administration n'a pas le droit d'empêcher le rouissage du lin et du chanvre dans les cours d'eau sous prétexte qu'il nuit au poisson, elle peut intervenir pour sauvegarder la salubrité publique.

Le décret du 5 septembre 1897, article 19, porte que « des arrêtés préfectoraux, rendus sur les avis des conseils de salubrité et des ingénieurs ou des fonctionnaires de l'administration des forêts détermineront la durée du rouissage du lin et du chanvre dans les cours d'eau et les emplacements où cette opération pourra être pratiquée avec le moins d'inconvénients pour le poisson ». Cette disposition se trouve dans un règlement concernant la pêche ; quelle est la sanction qui lui est applicable ?

Les uns prétendent que, les préfets, puisant leur droit de réglementation dans les décrets relatifs à la pêche fluviale, le fait de contrevenir à leurs arrêtés sur ce point constitue bien un délit de pêche qui doit être puni des peines portées par la loi de 1829.

Les autres disent que cette infraction tombe seulement sous le coup de l'application de l'art. 471 § 16 du Code pénal et constitue une simple contravention de police.

(1) Colmar, 14 décembre 1858. *Bull. ann. for.*, t., 8. p. 68.

C'est à cette dernière opinion qu'il faut se ranger, car le législateur a refusé de punir le rouissage du chanvre dans les cours d'eau en tant qu'il nuit au poisson et a annulé toutes les dispositions antérieures interdisant ce procédé. Or le décret sur la pêche ne peut pas instituer ce qu'une loi a refusé de faire. Il en résulte que l'arrêté du préfet ne peut être pris qu'en vue de la salubrité publique et cette disposition aurait certes mieux été à sa place dans un décret sur l'hygiène que dans un décret sur la pêche. Il est impossible de punir celui qui a contrevenu à un arrêté, ayant en vue l'hygiène, des peines édictées pour la pêche. C'est ce qu'a admis la cour de Besançon, 25 février 1859.

En dehors de ces drogues et de ces appâts interdits parce qu'ils occasionnent la mort du poisson, il en existe d'autres qui peuvent être réglementés ; ce sont les appâts vivants.

La loi, dans son article 26, dit que des ordonnances détermineront les espèces de poisson qui ne pourront pas servir d'appât pour les filets ou hameçons. Ce pouvoir depuis est passé aux préfets. Mais ceux-ci ne peuvent pas interdire les appâts autres que les appâts vivants ; même un jugement (1) a décidé que le préfet ne pouvait pas réglementer le genre d'amorce ou d'appâts dont le pêcheur peut se servir pour pêcher à la ligne flottante.

La sanction de cette interdiction est une amende qui varie de vingt à cinquante francs.

(1) Fontainebleau, 19 octobre 1888, S. 81.2.178.

*Engins et procédés prohibés.* — Pour déterminer les engins et les procédés, dont il est défendu de se servir pour pêcher, il peut exister deux conceptions différentes. L'une consiste à énumérer dans le texte de la loi tous les engins dont on défend l'emploi ; c'est le système qu'avait employé l'ordonnance de 1669. Mais ce système a un grand inconvénient, c'est que les noms des engins changent très vite et qu'on peut inventer tous les jours des engins nouveaux nuisibles à la conservation du poisson. Or, s'il faut interdire ces objets il sera très long et très difficile de faire modifier la loi. Cette difficulté fut signalée lors de la discussion de la loi de 1829. Le projet de loi adoptait en partie ce système ; mais, après une longue discussion, tous les inconvénients de ce procédé furent mis en évidence et en amenèrent le rejet.

L'autre système consiste à laisser au pouvoir exécutif le soin de réglementer les procédés et modes de pêche ainsi que les engins dont on pourra se servir ; c'est ce qui fut admis en 1829, et ce qui existe encore de nos jours.

C'est en vertu de cette loi que fut rendue l'ordonnance du 15 novembre 1830, remplacée par les décrets des 25 janvier 1868, 10 août 1875, 15 mai 1878, 5 novembre 1891 et enfin 5 septembre 1897. Ces décrets ont la même force que la loi en vertu de laquelle ils sont rendus. Le décret de 1897 ne fixe pas tous les procédés permis ou prohibés pour toute la France, mais il donne à chaque préfet un certain pouvoir réglementaire. Les arrêtés des

préfets devront être soumis au ministre de l'Agriculture qui les approuvera après avoir consulté la Commission de la pêche fluviale. C'est donc dans le décret de 1897, que nous allons trouver les principales prescriptions sur les procédés de pêche.

Ce décret, continuant en ceci les principes posés par les décrets précédents, interdit de placer des engins de toute nature qui excéderaient en longueur ou en largeur les deux tiers de la largeur mouillée des cours d'eau. Cette disposition répond au même esprit que celui en vertu duquel on interdit les barrages. Ces engins, en effet, empêchent le poisson de remonter librement le cours d'eau et de le redescendre. Qu'ils soient fixes ou mobiles, ces engins sont tous interdits.

Mais ces engins, quels qu'ils soient, qui ne peuvent barrer plus des deux tiers de la largeur mouillée du cours d'eau, commettraient des dégâts considérables si on pouvait les placer à très peu de distance, en aval et en amont, les uns des autres; aussi le même décret, article 11, a-t-il prescrit de n'employer ces engins simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées, qu'à une distance au moins triple de leur développement. Cette disposition est de nature à faire naître une grande difficulté. Nous avons vu que les riverains ont seuls le droit de pêche dans les cours d'eau qui traversent ou bordent leurs fonds. Supposons que trois propriétaires, par exemple, aient leurs fonds traversés par une rivière assez large, et que

les rives qui leur appartiennent soient très peu longues ; ils n'en ont pas moins le droit de pêcher sur la rivière, sur toute la surface du cours d'eau contenue entre leurs rives ; et d'après l'article 11 du décret ils peuvent employer les engins barrant les deux tiers de la rivière.

Supposons alors qu'un propriétaire ait ainsi placé cet engin, le propriétaire en aval a aussi le droit de placer un engin semblable puisqu'il a seul le droit de pêche dans cette partie du cours d'eau et que c'est un engin permis. mais le peut-il si la partie de la rivière dont il est propriétaire n'est pas à une distance au moins triple du développement du premier engin ? ou s'il place cet engin, quel est celui, de lui ou du voisin, qui encourra la condamnation s'il ne savait pas que l'autre engin était placé ? Une autre difficulté peut surgir de la différence de largeur du cours d'eau, qui est très étroit à un endroit et très large à peu de distance de là... Ainsi il peut arriver que deux de ces engins soient placés à des endroits tels que par suite de la différence de largeur du cours d'eau et par cela même de celle de l'engin, la distance requise est observée en prenant pour base l'engin placé à l'endroit le plus étroit et ne l'est pas si on prend l'autre engin. Qu'advient-il dans ces cas ? Il est douteux qu'une condamnation puisse être prononcée.

Les engins fixes ou mobiles sont permis, car il n'y a pas de raison pour permettre les uns et refuser les autres. Du reste le cahier des charges du 15 novembre 1875 dans son

article 2 permet à l'adjudicataire de pêcher avec des engins fixes quand ces engins auront été autorisés par des décisions ministérielles prises pendant la durée des baux.

Tous les filets fixes employés à la pêche doivent être retirés de l'eau pendant trente-six heures de chaque semaine, du samedi à six heures du soir au lundi à six heures du matin. Telle est la volonté du décret de 1897 (1). Mais il ne faut entendre par filets fixes que ceux qui d'après l'article 11 sont fixés à demeure sur la même rive ou sur les rives opposées, c'est-à-dire ceux qui sont immergés d'une façon permanente ; tous les autres engins ne rentrent pas dans cette catégorie.

Tous les engins ayant pour but de rassembler le poisson dans les noues et fossés, dont ils ne pourraient plus sortir, sont expressément défendus. D'ailleurs, beaucoup de ces appareils tombaient déjà sous le coup de l'article 24 de la loi de 1829, car ils constituent des barrages empêchant la libre circulation du poisson.

Il est complètement interdit d'accoler aux écluses, barrages, chutes naturelles, coursiers d'usines et échelles à poisson, des nasses, paniers et filets à demeure. Ce procédé est interdit quand bien même les engins n'empêcheraient pas entièrement le passage du poisson.

Le décret du 5 septembre 1897 a prohibé la pêche avec tout autre engin que la ligne flottante, tenue à la main

(1) Décret 1897, art. 12.

dans l'intérieur des écluses, barrages, vannages, coursiers d'usines et échelles à poissons, ainsi qu'à une distance de trente mètres en amont et en aval de ces ouvrages.

Cette disposition a deux buts principaux : le premier est d'empêcher que l'on capture le poisson qui, essayant de remonter le cours d'eau, se trouve arrêté au pied du barrage ; le second est de transformer ces réservoirs d'eau en de véritables viviers à poisson où le poisson se reproduira facilement et d'où il sortira ensuite pour peupler le reste du cours d'eau.

Cette distance de trente mètres en amont et en aval du barrage est depuis longtemps considérée comme insuffisante ; aussi la commission, chargée d'examiner les améliorations qui doivent être apportées au régime de la pêche, a-t-elle demandé que cette distance fut portée à cinquante mètres.

Il a été jugé que cette interdiction s'applique au propriétaire d'une pêcherie établie avant le décret qui l'édicte, « car la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements, qu'à la vérité un règlement ne peut pas supprimer un droit de propriété, mais il peut en régler et en restreindre l'exercice dans un intérêt général. »

Il faut remarquer, en passant, que cette disposition frappe les étangs situés sur les cours d'eau ou en communication avec les cours d'eau.

La pêche à la main est interdite ; le fait de plonger et de prendre un poisson constitue un délit.

On ne doit pas troubler l'eau pour que le poisson ne voit pas les engins. Sous l'empire de l'ordonnance de 1669, ce délit était puni du bannissement.

Il est également interdit de faire sortir le poisson de sa retraite en y fouillant à l'aide de perches ou d'autres instruments semblables.

Tous ces procédés tombent sous la pénalité édictée par l'article 28 de la loi du 15 avril 1829, qui punit l'usage des procédés de pêches défendus par les ordonnances.

L'emploi des explosifs est défendu ; on ne peut pas se servir de fusil pour chasser le poisson. Mais où la loi est particulièrement rigoureuse, c'est quand elle interdit de se servir de dynamite ou d'autres produits de même nature sous peine d'une amende de deux cents à cinq cents francs et d'un emprisonnement de trois mois à un an (1).

*Filets prohibés.* — Le décret de 1897 interdit tous les filets traînants sauf le petit épervier jeté à la main et manœuvré par un seul homme : tous les autres filets traînants, c'est-à-dire coulés à fond au moyen de poids et promenés à l'aide d'une force quelconque sont rigoureusement interdits.

Des arrêts considèrent comme filets traînants tous les

(1) Loi du 18 avril 1898.

filets placés de telle façon qu'ils sont en contact avec le sol et empêchent le passage du poisson. Mais le seul fait d'avoir pêché avec des filets munis de plombs et coulés au fond de l'eau ne constitue pas le délit si ces filets ne sont pas promenés sous l'effet d'une force quelconque (1).

On ne peut pas pêcher avec les filets s'ils n'ont pas les mailles d'une grandeur suffisante. Le décret de 1897 indique trois dimensions, variant suivant la grosseur du poisson ; 1° pour le saumon ; 2° pour les autres grosses espèces qui sont énumérées et enfin ; 3° pour tous les autres poissons.

Pour la première catégorie les mailles sont de 40 millimètres au moins, de 27 au moins pour la deuxième et de dix millimètres pour la troisième.

De ce que la loi emploie les mots « au moins » quand elle fixe les dimensions pour les deux premières catégories et ne les emploie pas quand elle parle de la troisième catégorie, il faut en déduire logiquement que pour les deux premières catégories on peut employer des filets ayant les mailles de largeur différente pourvu quelles aient au moins les dimensions requises, tandis que pour la troisième catégorie, on ne peut se servir que de filets ayant des mailles de 10 millimètres exactement ni plus ni moins ; ceux qui emploieraient des filets à mailles variant entre 11 et 26 millimètres commettraient un délit (2).

(1) Cass. 16 mai 1900. *Rous. bull. crim.* n° 175.

(2) Cass. 30 nov. 1894, Meunier S. 95. 1. 64.

Il peut arriver qu'en se servant d'un de ces filets, on prenne un poisson pour la pêche duquel on aurait dû employer un filet ayant les mailles plus larges. Dans ce cas, on commet un délit si on ne rejette pas immédiatement le poisson à l'eau, même s'il avait les dimensions nécessaires pour être capturé légalement par un autre filet (1).

Au contraire, il n'y a pas de délit si l'on prend des petits poissons, ayant la dimension réglementaire, avec des filets destinés à prendre de gros poissons.

Les pénalités édictées contre ceux qui font usage des engins n'ayant pas les dimensions voulues sont des amendes variant de 30 à 100 francs et du double en cas de récidive ou de pêche de nuit.

Tous les engins qui ne sont pas mentionnés dans les lois et les décrets comme étant interdits, et qui ne constituent pas un barrage, sont permis ; par exemple, la ligne dormante (2), et la corde tendue au fond de l'eau et garnie d'hameçons (3). La pêche au panier, qui était défendue avant la loi de 1829, est actuellement permise du moment où elle n'est pas défendue et, de plus, le décret du 5 septembre 1897 l'interdit dans certains cas, ce qui prouve bien qu'elle est permise dans les autres cas.

(1) Martin, *Code de la Pêche*, nos 505 et 506. Paris, 13 juillet 1871 (S. 71. 2. 204).

(2) Riom, 26 nov. 1878 (D., 80. 5. 280).

(3) Trib. Agen, 28 juin 1881 (D., 83. 3. 72).

*Détention d'engins prohibés.* — Ce n'est pas seulement le pêcheur qui se sert de filets prohibés qui est passible d'être poursuivi. C'est également celui qui est trouvé porteur ou muni, hors de son domicile, d'engins ou d'instruments de pêche interdits par la loi. Mais, dans ce cas, l'amende est réduite, elle ne dépassera pas 20 francs et la confiscation des engins. Toutefois cette disposition ne s'applique pas si les engins doivent servir pour pêcher dans un étang.

Dans ce cas de détention d'engins, la loi n'est pas obligatoire. C'est au juge à apprécier s'il y a délit ou non, suivant les circonstances et l'intention de l'auteur; les juges peuvent même ordonner la restitution des engins ainsi confisqués (1).

Ces engins ne peuvent être saisis que lorsque le propriétaire en est trouvé porteur hors de son domicile; l'administration ne pourrait pas dresser de contraventions si les engins sont dans la demeure du propriétaire ou même s'ils sont exposés sur la façade de la maison pour les faire sécher.

Celui qui accompagne le porteur de ces filets peut être considéré comme complice s'il allait pêcher avec lui.

(1) Lyon, 11 nov. 1874 (S., 75. 2. 256).

### SECTION III

#### 1<sup>o</sup> Dimension des poissons.

Dans l'intérêt du repeuplement des rivières, il est utile que les poissons, de quelque grosseur qu'ils soient, ne puissent pas tous être capturés ; s'ils sont pris, ils doivent être rejetés immédiatement dans l'eau.

La dimension au-dessous de laquelle les poissons doivent être rejetés est fixée par décret ; elle varie suivant les espèces de poissons. Il peut se faire que certaines espèces deviennent nuisibles et que l'intérêt général exige alors leur disparition. C'est la raison pour laquelle la loi de 1829 a laissé au domaine des ordonnances le soin de fixer les dimensions du poisson, une loi n'aurait pas eu toute la souplesse nécessaire.

L'ordonnance de 1830 laissait cette réglementation aux préfets, dans chaque département. De là une différence fâcheuse existait d'un département à un autre, ce qui rendait la répression des délits très difficile pour ne pas dire impossible. Aussi la loi du 31 mai 1865 a-t-elle dit que ce seraient des décrets rendus sur la proposition des ministres de la marine, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui régleraient, d'une manière uniforme, les dimensions au-dessous desquelles certaines espèces ne pourront être pêchées.

Aujourd'hui, c'est le décret du 5 septembre 1897 qui fixe les dimensions des poissons et des écrevisses qui ne peuvent pas être pêchées, même à la ligne flottante, et doivent être remises à l'eau. C'est ainsi que le saumon doit avoir quarante centimètres, les anguilles vingt-cinq, les truites, carpes, brochets, gardons, tanches, lamproies, etc., quatorze ; les soles dix, les écrevisses à pattes rouges, huit centimètres et celles à pattes blanches, six centimètres.

Pour tous ces poissons la dimension se calcule de l'œil à la naissance de la queue ; pour les écrevisses, la dimension est prise à partir de l'œil jusqu'à l'extrémité de la queue déployée.

Les poissons, quand ils n'ont pas la dimension voulue, doivent être rejetés dans l'eau immédiatement, même ceux pêchés à la ligne, bien qu'ils soient désormais voués à la mort. Si, en effet, on tolérât que les petits poissons pris à la ligne soient conservés par le pêcheur, celui-ci n'aurait qu'à piquer avec un hameçon tous les poissons pris pour faire voir qu'il ne pouvait pas les remettre à l'eau et ainsi cette disposition deviendrait absolument illusoire.

La loi punit d'une amende ceux qui pêchent, colportent ou débitent des poissons n'ayant pas les dimensions réglementaires. De plus la confiscation des poissons s'impose et s'ils sont encore vivants l'agent verbalisateur doit les remettre à l'eau lui-même.

Sont exceptés de cette disposition les poissons des

étangs et réservoirs, comme nous le verrons plus loin.

Pour être atteint par la loi, il faut être pêcheur, colporteur ou vendeur de poissons n'ayant pas la dimension voulue.

Les peines portées par l'article 30 ne s'appliquent qu'à ceux qui pêchent, colportent ou débitent le poisson, mais non à ceux qui ont acheté le poisson pour leur consommation personnelle. Ni l'achat ni le transport ne sont en effet mentionnés dans la loi qui ne parle que du colportage en vue de la vente (1).

C'est à celui qui colporte le poisson de faire la preuve de ce qu'il avance au sujet de la provenance de ce poisson. Il ne suffit pas d'établir que ce poisson a été par lui acheté à la criée, au marché d'une autre ville, en présence des agents de la police locale, car ce n'est pas une preuve de la provenance de la marchandise. La bonne foi en pareille matière ne constitue pas une excuse légale (2).

### *3° Temps prohibé*

Dans l'intérêt de la conservation du poisson, on a depuis très longtemps fixé une période pendant laquelle il est interdit de pêcher. La durée de cette interdiction varie suivant les espèces de poissons et s'applique même aux écrevisses qui sont visées par le décret de 1897.

La réglementation de la pêche aux grenouilles est laissée

(1) Riom, 28 juin 1843. Coudert. (S. 43. 2. 577).

(2) Cass., 22 juin 1865. Grelepois (S. 65. 1.466. D. 65 1.498).

aux préfets par ce même décret, ce qui prouve que, si le préfet ne rend pas d'arrêté, on peut pêcher la grenouille en tout temps. Il en est de même des espèces non comprises dans la nomenclature de l'article 1 ni dans l'arrêté que peut prendre le préfet en vertu de l'article 2.

Ce sont les ordonnances royales qui déterminaient les temps, saisons et heures pendant lesquels la pêche était interdite. Mais l'ordonnance de 1830 donna ce pouvoir aux préfets ; ce n'est que depuis 1863 (loi du 31 mai) que les décrets règlent la matière.

C'est actuellement le décret du 5 septembre 1897 qui fixe la durée de l'interdiction, celle-ci varie suivant l'espèce du poisson.

Du 30 septembre au 10 janvier est interdite la pêche du saumon ; du 30 octobre au 31 janvier, la pêche de la truite et le l'ombre chevalier ; du 15 novembre au 31 décembre la pêche du lavaret ; et enfin du lundi qui suit le 15 avril inclusivement au dimanche qui suit le 15 juin exclusivement est interdite la pêche de tous les autres poissons et de l'écrevisse. Cependant si le lundi qui suit le 15 avril est jour férié (Lundi de Pâques), l'interdiction est retardée de vingt-quatre heures. Ces interdictions englobent tous les procédés de pêche, même la ligne flottante.

Les préfets peuvent, après avoir pris l'avis des conseils généraux, interdire la pêche de toutes les espèces de

(1) Trib. Agen, 28 juin 1881. Naubelis, D. 83. 3. 72.

poissons quand cette interdiction est nécessaire pour protéger les espèces prédominantes.

Ils peuvent augmenter pour certains poissons la durée de pêche et fixer une période d'interdiction pour la pêche de la grenouille. Mais le décret du 5 septembre 1897 fixe limitativement les pouvoirs des préfets. D'ailleurs, les arrêtés des préfets ne sont exécutoires qu'après approbation donnée par les ministres de l'agriculture et des travaux publics ; ils ne sont valables que pour un an, mais ils peuvent être renouvelés.

Ces arrêtés doivent être publiés dans les communes au moins dix jours avant la date de la période d'interdiction. Cependant si ce délai n'était pas observé, la violation de l'arrêté n'en constituerait pas moins un délit ; car cette publication n'est qu'une mesure d'ordre et de précaution qui n'a rien d'obligatoire (1).

Comme on peut le remarquer, par suite des différentes dispositions des décrets, l'interdiction de la pêche ne tient pas compte du repos dominical. Sous l'empire de l'ordonnance de 1669, il était interdit de pêcher les dimanches et et jours fériés ; tandis qu'actuellement si la clôture de la pêche tombe un jour de fête, elle est repoussée au lendemain. La pêche est considérée à l'heure actuelle comme un amusement plutôt que comme un travail.

Il y a également une interdiction générale de pêcher

(1) Cass., 6 février 1871. Haure, S. 71, 1, 88.

dans un cours d'eau ou un canal dont le niveau serait accidentellement abaissé, soit pour y opérer des curages ou travaux quelconques, soit par suite du chômage des usines. Cette prohibition existe pour tout abaissement accidentel des eaux dans quelque proportion que l'abaissement se soit produit.

*Pêche de nuit* — Sous l'ordonnance de 1669, la pêche de nuit était partiellement interdite. La loi de 1829 ne la défend pas absolument : ceci est laissé aux ordonnances.

Aujourd'hui, le décret du 5 septembre 1897 défend de pêcher la nuit ; toutefois la pêche de l'anguille, de la lamproie et de l'écrevisse peut être autorisée après le coucher et avant le lever du soleil par les arrêtés préfectoraux dans des cours d'eau désignés et aux heures fixées ; ces arrêtés devront être approuvés par les ministres.

Seulement, s'il est interdit de pêcher la nuit, il est permis, par le décret de 1897, de laisser les filets réglementaires dans l'eau ; mais ils ne peuvent être placés et relevés que depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. D'ailleurs, ceci était déjà admis par la jurisprudence (1).

#### SECTION IV

##### Les Réserves

Il y a certaines parties des cours d'eau qui peuvent être réservées pour permettre au poisson de se reproduire

(1) Cass., 8 août 1867. Bourdin (D. 68, 1, 43).

librement, mais ce ne peut être fait que par des décrets rendus en Conseil d'État, après avis des conseils généraux des départements.

Dans certaines parties des cours d'eau ou des canaux, la pêche des diverses espèces de poisson sera absolument interdite pendant l'année entière. Telle est la volonté de la loi du 31 mai 1865, mais cette interdiction ne pourra être prononcée pour une durée de plus de cinq ans.

La privation du droit de pêche peut donner lieu à une indemnité. Ces indemnités sont réglées par le conseil de Préfecture, après expertise, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Il est interdit par le décret de 1899 (1), pendant toute la période d'interdiction de la pêche, de laisser vaquer les oies, les canards, et autres animaux aquatiques susceptibles de détruire le frai du poisson. C'est une disposition qui devrait bien s'appliquer à tous les cours d'eau au moment du frai.

Les peines édictées sont la saisie du poisson et une amende de trente à deux cents francs. Mais, on ne peut pas prononcer la confiscation du filet, si c'est un engin permis. En cas de récidive ou de pêche de nuit, la peine peut comporter dix jours à un mois de prison et une amende double.

Cette institution a-t-elle un effet appréciable? On peut

(1) Décret., 22 décembre 1899, art. 6.

dire oui, mais à une condition, c'est que l'interdiction de pêcher ne dure pas trop longtemps. Si, en effet, on renouvelait trop souvent cette interdiction, il ne subsisterait plus à la fin que les espèces voraces qui auraient détruit tous les autres poissons. Une interdiction de trois à quatre ans est suffisante pour permettre le peuplement du cours d'eau, mais on ne devrait jamais dépasser cinq ans. C'est un maximum.

## SECTION V

### Détention et colportage du poisson en temps prohibé

« Il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter, d'exporter, d'importer les diverses espèces de poissons pendant le temps où la pêche en est interdite en exécution de la loi du 15 avril 1829, article 26 » ; c'est ainsi que s'exprime la loi du 31 mai 1865. Cette disposition ne distingue pas les poissons morts des poissons vivants.

Il n'est pas défendu de conserver du poisson dans un réservoir après la clôture de la pêche ; même la vente de ce poisson est permise sauf à celui qui le vend de pouvoir justifier de sa provenance.

Pour le colportage et la vente du poisson, la loi de 1865 a emprunté la disposition de la loi sur la chasse du 3 mai 1844 : elle a interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter, d'exporter et

d'importer le poisson, pendant le temps où la pêche en est interdite.

Mais ce colportage n'est interdit que lorsque la pêche est défendue d'une façon uniforme dans toute la France et non quand, dans un département, il est interdit de pêcher une sorte de poisson ; il n'est pas besoin, pour colporter ce poisson dans ce département, que l'on puisse établir que ce poisson n'a pas été pris dans le ruisseau où la pêche est défendue.

---

## CHAPITRE V

### RÉPRESSION DES DÉLITS DE PÊCHE

#### SECTION I

##### 1<sup>er</sup> Personnel chargé de la surveillance

La loi de 1829 dit que les agents spéciaux nommés par le gouvernement seront compétents, en même temps que le garde champêtre, les éclusiers, et tous les membres de la police, pour constater les délits. Mais le plus souvent la surveillance est exercée par les gardes des eaux et forêts.

Sous l'empire de la loi de l'an X, la surveillance de la pêche relevait de l'administration forestière, mais la situation fut modifiée par un décret du 29 avril 1862 qui attribua ce service à l'administration des ponts et chaussées qui le possédait déjà pour les canaux et fleuves navigables et flottables.

Ce n'est que le 7 novembre 1896 que la surveillance et la police de la pêche dans les rivières, ruisseaux et cours d'eau non navigables ni flottables revinrent à l'administration des eaux et forêts, et par cela même sous la dépen-

dance du ministre de l'agriculture. En même temps, cette administration reçut la surveillance et l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau navigables ; cependant pour ces derniers, l'administration des ponts et chaussées a conservé, grâce à son nombreux personnel, le pouvoir de constater les délits.

Actuellement le personnel de surveillance de la pêche se compose donc :

1° Des gardes des eaux et forêts et de tous les préposés de l'administration forestière. D'ailleurs, ces préposés forestiers ont toujours eu le droit de verbaliser, car ils en étaient investis expressément par la loi de 1829 qui confère ce droit aux officiers de police judiciaire dont ils font partie.

2° Des gardes-pêche des particuliers institués, en vertu de l'article 65 de la loi de 1829, pour les fermiers de pêche et les propriétaires riverains.

3° Des gardes champêtres et autres officiers de police judiciaire et ceci en vertu de l'article 36 de la loi de 1829. Les officiers de police judiciaire sont ceux énumérés dans l'article 9 du Code d'Instruction criminelle, c'est-à-dire : les commissaires de police, les maires et adjoints, les officiers de gendarmerie, les juges de paix et les magistrats du parquet et de l'instruction.

4° Il faut à cette énumération ajouter les gendarmes, bien qu'ils ne soient pas officiers de police judiciaire. Un arrêt de Douai du 1<sup>er</sup> Décembre 1869 leur a refusé ce

droit, mais l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mai 1854 a donné aux gendarmes la mission de veiller au maintien de l'ordre et à l'exécution des lois. Aussi un grand nombre de jugements ont-ils déclaré leurs procès-verbaux valables.

5<sup>o</sup> Enfin les agents des douanes et les employés des contributions indirectes et des octrois peuvent constater les délits, mais seulement au point de vue de la vente, de l'achat, du transport, du colportage, de l'exportation et de l'importation du poisson. Ces agents puisent leurs pouvoirs dans l'article 10 de la loi du 31 mai 1865.

#### **2<sup>o</sup> Règles spéciales au personnel de surveillance**

Ces agents de surveillance exercent un ministère public et les outrages, dont ils sont l'objet, tombent sous le coup de l'article 230 du Code pénal.

Ils jouissent du privilège de juridiction pour les infractions commises dans l'exercice de leurs fonctions, mais ce privilège ne s'applique qu'aux délits et non aux simples contraventions ; il ne s'applique pas notamment à l'occasion de poursuites pour dommages aux terres ensemencées, dommage qui n'est puni par l'article 471 du Code pénal que d'une peine de simple police (1).

Il est défendu aux gardes-pêche de se livrer eux-mêmes à la pêche sous peine de révocation ; il leur est même défendu de chasser.

(1) Cass. crim., 19 décembre 1897. *Clause. Revue des eaux et forêts*, 1898, p. 374.

De plus, ces agents ne peuvent pas prendre part aux adjudications des lots de pêche, dans les rivières navigables ou flottables, soit directement, soit par personne interposée.

S'ils commettent des délits de pêche dans l'exercice de leurs fonctions, ces agents ne sont pas soumis à la courte prescription établie par l'article 69 de la loi de 1829, modifiée le 18 novembre 1898 ; contre eux, l'action publique et l'action civile subsistent pendant trois ans, conformément à l'article 638 du Code d'Instruction criminelle.

*Compétence des agents.* — Les agents de l'administration ne peuvent exercer leurs fonctions que dans le ressort du tribunal au greffe duquel ils ont fait enregistrer leur commission et l'acte de leur prestation de serment. Le procès-verbal dressé en dehors de cette circonscription est nul.

De même, le garde particulier ne peut dresser de procès-verbal que contre ceux qui commettent des délits sur les propriétés de leurs commettants.

Les gardes champêtres ne peuvent verbaliser que sur le territoire de la commune.

Les agents chargés de la surveillance de la pêche fluviale doivent constater toutes les infractions aux lois de 1829 et de 1865 et ceci obligatoirement. Mais ils ne sont pas tenus de constater le simple délit de pêche sur autrui, c'est seulement facultatif.

Quant aux gardes particuliers, ils constatent les infrac-

tions à l'article 5 de la loi du 15 avril 1829, mais ils peuvent constater tous les délits de pêche commis sur les rivières.

*Responsabilité des agents.* — Les gardes-pêche peuvent être déclarés responsables des délits commis dans leurs cantonnements et passibles des amendes et des indemnités encourues par les délinquants, lorsqu'ils n'auront pas dûment constaté les délits (1). C'est aux tribunaux qu'il faut laisser la faculté de déclarer les gardes responsables.

La conséquence de cette obligation, de constater les délits en quelques lieux qu'ils soient commis, et de cette responsabilité, est que les agents peuvent pénétrer partout où il y a lieu de constater les délits. Ils peuvent passer dans les champs ensemencés, dans l'enceinte des chemins de fer et dans les enclos, sauf ceux attenants aux habitations. Dans ces derniers, il faut qu'ils soient accompagnés du commissaire de police, du maire ou du juge de paix.

### 3<sup>e</sup> Principe des gratifications

Pour exciter le zèle des agents il leur est attribué une certaine portion de l'amende prononcée contre le délinquant. Comme nous l'avons vu plus haut, c'est un principe très ancien puisqu'on le trouve déjà sous Henri II. Sous l'empire de la loi du 29 septembre 1791, la moitié des amendes était attribuée aux gardes, elle leur fut même accordée en entier par la loi du 27 nivôse an XII.

(1) Art. 8, loi 15 avril 1829,

La loi du 15 avril 1829 ne parle pas de ces gratifications, mais la loi de finance du 14 juillet 1838, article 5, complétée par une ordonnance du 11 juillet 1840, dit que le tiers de l'amende est réparti à titre de gratification entre les agents et préposés des eaux et forêts qui se sont particulièrement distingués par leur zèle et leur fermeté dans la répression et la poursuite des délits. Ceci fut encore réglementé par la loi de 1865 et le décret du 2 décembre 1865 ; la gratification fut alors fixée au tiers de l'amende.

La loi de finance du 26 décembre 1890 fixa ultérieurement ces gratifications en matière de pêche au chiffre uniforme de dix francs. Le dernier changement fut opéré par la loi de finance du 13 avril 1898 qui régit actuellement la matière. Ce sont les agents verbalisateurs seuls qui ont droit à la gratification, sauf les commissaires de police et les agents qui sont sous leurs ordres.

Le chiffre de cette gratification varie suivant l'intérêt qu'il y a à constater un délit. Les gratifications sont de deux francs pour un délit de pêche ordinaire ; de cinq francs pour un délit de pêche en temps de frai ; de vingt francs pour un délit de pêche la nuit et de vingt cinq francs pour un délit de pêche la nuit en temps de frai.

Pour qu'un agent ait droit à la gratification, il faut que son procès-verbal soit valable et que la condamnation soit définitive.

## SECTION II

### **1° Qui exerce les poursuites ?... Ministère public et agents des eaux et forêts**

Les poursuites sont exercées soit par le ministère public, soit par le représentant des eaux et forêts. Les poursuites peuvent être exercées dans tous les cas où l'ordre public est intéressé, c'est-à-dire qu'il n'y a pas besoin que le propriétaire riverain du lieu où s'est produit le délit ait porté plainte. Le ministère public peut donc poursuivre tous les délits, même celui de pêche sans permission, délit pour lequel le propriétaire riverain lésé peut poursuivre lui aussi.

Mais, en fait, le délit de pêche sans permission n'intéresse que faiblement l'ordre et le ministère public ne poursuivra pas sans une plainte de l'intéressé.

La preuve du délit incombe, conformément aux principes généraux du droit, à celui qui poursuit. Elle peut être faite soit par des procès-verbaux s'ils sont valables soit par témoins. La preuve testimoniale peut avoir lieu pour la première fois en appel (1).

### **2° Pouvoirs de transaction de l'administration**

Le décret de 1897 permet à l'administration de transiger et cette transaction arrête toute poursuite. Elle devient

(1) Cass., 27 décembre 1823, Lecler, *Journal du Palais*, chr.

définitive quand elle est approuvée par le conservateur des forêts, si l'amende encourue ne s'élève pas au-dessus de 1 000 francs, ou l'approbation du directeur des forêts, si l'amende est supérieure à 1.000 francs et ne dépasse pas 2.000 francs ; au-dessus, c'est le ministre de l'agriculture qui doit approuver.

Dans le cas de transaction, les frais dus au trésor sont toujours réservés, d'où il suit que, si la transaction n'intervient qu'après les premières poursuites, les frais de citation de témoin s'ajoutent de plein droit au chiffre de la transaction.

### **3° Tribunaux compétents**

Les tribunaux compétents pour juger les poursuites sont les tribunaux correctionnels en vertu de l'article 48 de la loi de 1829. En effet, la loi ne constitue que des délits, il n'y a pas de contraventions, toutes les amendes dépassant 15 francs.

## **SECTION III**

### **1° Prescription**

La loi de 1898 dit que les actions en réparation de délit en matière de pêche se prescrivent par trois mois à compter du jour où les délits ont été constatés, c'est-à-dire du jour où le procès-verbal a été dressé.

Mais, dans le cas où un délit aurait été commis, sans

qu'un procès-verbal soit dressé, la prescription qui s'applique est celle de trois ans.

Quand il y a des complices l'interruption de prescription envers l'un produit l'interruption envers les autres.

#### **2° Récidive. — Peines et condamnations**

Les peines appliquées en matière de délit de pêche sont toujours doublées en cas de récidive. Il y a récidive quand un délai de douze mois ne s'est pas écoulé entre la première condamnation et le deuxième délit.

Ce n'est pas le seul cas où les primes sont doublées ; ce fait se produit toutes les fois où le délit a été commis la nuit ; l'amende est encore doublée et le délinquant peut être condamné à un emprisonnement de dix jours à un mois, en cas d'infraction aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> et du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 5 de la loi du 31 mai 1865.

La loi de sursis peut être appliquée pour les peines corporelles mais non pour les amendes, car ces amendes ont un caractère mixte et tiennent lieu de la nature de réparations civiles (1).

Le principe de non cumul des amendes, établi par l'article 365 du code d'instruction criminelle est inapplicable aux amendes en matière de pêche. En cette matière spéciale, le nombre des amendes encourues doit être déterminé par celui des différentes infractions à la loi qui résultent de chacun des faits de pêche constatés (2).

(1) Cass., 11 avril 1907 S. 1909.1.113.

(2) Cass., 8 mars 1907, *Bulletin des arrêts de Cass.*, n° 119, p. 189.

## CHAPITRE VI

### LÉGISLATION APPLICABLE AUX ÉTANGS TRAVERSÉS PAR DES COURS D'EAU

#### SECTION I

##### **Les étangs sous l'ancien régime**

Sous l'ancien régime « on nomme étang un amas d'eau soutenu par une chaussée dans lequel on nourrit du poisson. » Cette définition est suffisante pour les étangs de l'ancien régime, mais nous verrons qu'elle ne l'est plus depuis la loi du 15 avril 1829 sur la pêche. Ces étangs étaient destinés à assurer aux propriétaires l'approvisionnement de leur table et étaient également une grande source de revenus, le poisson étant très recherché les jours maigres.

##### *I. — Création des étangs*

Tous les propriétaires fonciers avaient le droit d'établir sur leurs terres des étangs à la condition de ne nuire à personne et dans certains pays à la condition d'obtenir la permission du seigneur. Dans certaines coutumes, le

seigneur était plus favorisé que ses vassaux en ce qui concerne la création d'un étang. Les coutumes à ce point de vue peuvent se ranger en quatre catégories : Les unes permettaient la construction d'un étang à tout propriétaire, ne faisant qu'appliquer le principe de liberté naturelle que chacun peut user de son bien comme il l'entend, pourvu que cet usage ne porte pas préjudice à autrui. Ces coutumes n'accordaient aucune faveur spéciale au seigneur. C'est le cas de l'article 170 de la coutume d'Orléans qui s'exprime ainsi : « Il est loisible à chacun, de son autorité privée, faire en son héritage étangs, asseoir bondes, grilles et chaussées pourvu qu'il n'entreprenne sur le chemin et droit d'autrui. »

Dans quelques coutumes, assez rares, celui qui voulait construire un étang devait obtenir l'autorisation du seigneur « nul ne peut asseoir bonde d'étang, sans le congé de son seigneur. » (1)

D'autres coutumes donnaient de grands avantages aux seigneurs. « Le seigneur de fief peut faire estang en son fief pourveu que la chaussée en soit nouée, par les deux bouts en son domaine, et, si ledit seigneur noye les terres ou prez de ses subjects, par ledit estang, il les peut et doit contenter par échange advenant et ne le peuvent empêcher ses dits subjects, pourveu que le dédommagement soit fait aux dits subjects paravant que les héritages desdits

1) *Coutume de La Ferté-Imbaud.*

subjects soient submergez, ni autrement empeschez. Et lequel dédommagement doit estre fait préalablement aux dits subjects en autres héritages, et de telle valeur, comme ceux desdits subjects, qui seront empeschez par ledit estang. » (1)

Ces coutumes étaient les plus nombreuses. Le seigneur avait un véritable droit d'expropriation sur les biens de ses vassaux. Pour justifier ce droit on faisait valoir l'utilité publique. En effet, Guy Coquille disait que plus « du tiers de l'an est composé de jours maigres pendant lesquels on ne mange point de chair. » Cependant le seigneur, d'après certaines coutumes, ne pouvait pas submerger un terrain sur lequel se trouvent les maisons. Il fallait donc, d'après ces coutumes, deux conditions pour que le seigneur puisse établir un étang, la première est que la chaussée soit sur son propre fonds, et la seconde qu'il dédommage les propriétaires expropriés. Mais le dédommagement doit se faire en nature ; le seigneur devra donner des terres équivalentes à celles qu'il submerge et ceci avant la construction de l'étang.

Ce droit d'expropriation, que la plupart des coutumes accordaient au seigneur de fief, n'était reconnu par d'autres coutumes qu'au seigneur haut justicier ; c'est la décision des coutumes du Nivernais.

Ces différences doivent tenir, croyons-nous, à ce

(1) *Coutume d'Anjou*, liv. I. art. 23.

que dans certains pays les cours d'eau appartenaient au seigneur haut justicier et dans d'autres pays ils appartenaient au seigneur de fief.

Quant à la pêche les propriétaires d'étangs devaient se conformer à certaines dispositions coutumières qui ordonnaient, généralement, qu'elle devait se faire tous les trois ans.

## II. — *Vol de poisson*

La pêche sans la permission du propriétaire, dans ces étangs, même ceux traversés par des rivières, était défendue sous peine d'être punie comme de larcin.

Les ordonnances ne disent pas que ceux qui pêchent dans les étangs ou rivières des particuliers sont voleurs ou larrons, elles disent seulement qu'ils seront punis de la même peine que les voleurs ou larrons « parce que, dit Pothier, la malice que renferme le délit de ceux qui pêchent ainsi dans les rivières et étangs d'autrui, est semblable à celle du vol, qui consiste à faire du tort à autrui dans son bien pour en profiter, puisque celui qui pêche sans droit dans la rivière ou l'étang où j'ai droit de pêcher, me fait tort dans ce droit de pêcher, qui est mon bien, en diminuant par la pêche qu'il y a faite sans droit, pour son profit, l'émolument de celle que j'y dois faire ». Car, pour Pothier, « les poissons qui sont dans les rivières, les lacs, etc., étant *in laxitate naturali*, sont des choses qui n'appartiennent à personne, la pêche qu'on en fait est un genre d'occupation par lequel les pêcheurs acquièrent

le domaine des poissons qu'ils pêchent et dont ils s'emparent par la pêche qu'ils en font ». Mais il n'en est pas de même du poisson qui est dans un réservoir, celui qui le pêcherait sans droit commettrait un véritable vol au préjudice du propriétaire qui les avait en sa possession.

### III. — *Droit de suite*

Le propriétaire d'étang avait le droit de suivre le poisson qui sortait de son étang, par suite de crue ou débordement, jusqu'à l'étang qui est au-dessus du sien, même dans la fosse qui se trouverait en-dessous de cet étang. Il peut faire vider cette fosse dans la huitaine qui suit le moment où les eaux ont repris leur cours normal; il doit appeler le fermier ou seigneur dudit étang ou fosse.

Si, en amont, il n'y a pas d'autre étang le propriétaire pourra suivre son poisson dans le ruisseau et l'y pêcher en ayant soin d'avertir le riverain.

Cette suite ne peut se faire qu'en montant et non en descendant.

Cependant cette suite ne peut pas se faire si l'étang ou la fosse supérieure sont peuplés, car dans ce cas le propriétaire ne pourrait pas reconnaître son poisson et le distinguer d'avec le poisson de celui à qui appartient la fosse peuplée.

Quand il pêche son étang, le propriétaire peut suivre son poisson jusque dans le prochain étang en aval, s'il est vide et pêché avant le sien.

La coutume d'Orléans, qui fut considérée comme le droit commun en cette matière, détermine un ordre de pêche pour les étangs situés sur le même ruisseau ou cours d'eau. Si un de ces étangs était en pêche, il était défendu au propriétaire de l'étang supérieur de lever la bonde du sien, car il causait un dommage trop considérable au poisson de l'étang inférieur; mais le propriétaire de cet étang était tenu de pêcher en toute diligence.

## SECTION II

### La pêche dans les étangs depuis la loi de 1829

La loi sur la pêche s'applique à deux catégories d'étangs :

1° A ceux qui, bien que composés uniquement d'eau privée, sont en communication avec un cours d'eau.

2° A ceux qui sont formés dans le cours même du ruisseau.

1° Les étangs qui communiquent librement avec un cours d'eau sont soumis à la loi sur la pêche en vertu de l'article 30, deuxième alinéa de la loi du 15 avril 1829.

La loi dit en effet : « Sont considérés comme étangs ou réservoirs les fossés et canaux appartenant à des particuliers, dès que leurs eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières.

Nous devons donc rechercher quelle est la portée de cette définition et pour cela nous nous reporterons à la dis-

cussion de la loi devant les chambres. Nous voyons que cette définition a été faite pour assimiler aux étangs les fossés creusés par les propriétaires riverains.

Dans certains pays, les ruisseaux, en débordant, inondent les fossés qui alors se remplissent de poissons; la crue terminée, l'eau en se retirant laisse le poisson dans ces fossés. Quand la sécheresse arrive, ces poissons sont destinés à périr si les propriétaires des fossés n'ont pas le droit de les prendre par tous les moyens possibles. Il en résulterait alors une infection générale très dangereuse pour tout le pays. Cette définition n'était faite, dans l'intention de celui qui la proposait, que pour permettre aux propriétaires de prendre ces poissons, par tous les moyens possibles, et d'empêcher ainsi une cause d'insalubrité qui pourrait avoir les plus graves conséquences pour toute une région.

Mais faut-il dire que cette définition ne vise que ces fossés?

Ce fait fut invoqué devant la Cour de cassation et voici comment y répondit M. l'avocat général Bédarrides (1). « Voyons maintenant s'il est vrai, comme le prétend le pourvoi, qu'il n'y ait à tenir aucun compte de la communication des étangs avec un cours d'eau quelconque.

Le dernier alinéa de l'article 30 du code de la pêche n'a en vue, dit-on, que les fossés spéciaux que les particuliers

(1) D. 1874, 1. 450.

creusent dans leurs terres après le débordement des fleuves et rivières pour faciliter l'écoulement des eaux. Or, ces fossés sont soumis à la police de la pêche tant qu'ils communiquent avec les rivières, mais ils cessent d'y être soumis dès que leurs eaux cessent de communiquer naturellement avec ces rivières. C'est à cette hypothèse restreinte que se référerait le dernier alinéa de l'article 30. Je réponds que si le législateur a eu principalement en vue, dans cet alinéa, l'accident qui suit un débordement et s'il y a approprié sa rédaction, sa pensée s'est étendue à une foule de fossés qui sillonnent le sol et que la même disposition doit régir. (V. les motifs de la loi, Beaudrillart, t. I<sup>er</sup>, p. 289 à 292.) Pour tous ces fossés, la règle est la même. Quand ils ne communiquent pas avec les rivières, la pêche y est libre comme dans les étangs ou réservoirs : Quand ils communiquent, ils sont soumis à la police de la pêche. Mais peut-on raisonnablement conclure de la comparaison du premier alinéa de l'article 30 avec le deuxième alinéa que le législateur ait considéré comme une chose indifférente la communication des étangs avec un cours d'eau par cela seul qu'il n'en dit rien ? En assimilant les fossés aux étangs, il n'a entendu évidemment les assimiler qu'aux étangs qui ne communiquent pas avec un cours d'eau, ce qui est le fait habituel. Il ne s'est pas placé en présence des étangs en communication... Tombe-t-il sous le sens que le fossé qui communique avec une rivière soit régi par le code de la pêche, et que l'étang

en communication avec le même cours d'eau ne soit pas soumis à la même réglementation? Où serait la raison de distinguer? C'est le fait de la communication qui motive la soumission à la loi de police..., parce que l'eau publique, en se mêlant à l'eau privée, entraîne avec elle le poisson dont la reproduction est protégée par la loi dans un intérêt général. »

C'est en effet la solution qu'il faut admettre; on ne peut pas concevoir en effet que le législateur ait assimilé deux choses dissemblables. S'il a assimilé les fossés qui ne communiquent plus avec les cours d'eau aux étangs, c'est bien que les étangs pour lui sont séparés des rivières et que toute communication est impossible.

Pour ces étangs, la loi ne tient pas compte de leur situation ni des eaux qui les composent.

Pour que l'étang échappe à la réglementation il faut que le poisson ne puisse pas circuler librement entre l'étang et la rivière. Il faut pour cela qu'il existe un barrage empêchant complètement le passage du poisson. Car, c'est le poisson seul qui importe : la loi dit bien que l'eau ne doit pas communiquer, mais ceci ne s'applique que dans les cas où rien n'empêche la circulation du poisson. Si, en effet, il fallait que l'eau ne communique jamais avec un cours d'eau tous les étangs seraient soumis à la loi, toutes les eaux passant par un ruisseau pour se rendre à la mer. Tous les étangs, bien qu'alimentés par des sources, qui laisseraient couler une quantité d'eau suffisante pour que

le poisson puisse remonter tomberaient sous le coup de la loi. Heureusement il n'en est rien ; tout le monde admet qu'il suffit que le poisson ne puisse pas librement circuler entre l'étang et le ruisseau pour que la pêche dans cet étang soit libre.

Le barrage ou rateau empêchant le passage du poisson peut être fixe ou mobile.

S'il est fixe, l'étang ne peut jamais tomber sous le coup de la loi de 1829. Jamais, en effet, le poisson ne peut passer de l'étang dans la rivière ou réciproquement de la rivière dans l'étang.

Il n'en est pas de même quand le rateau est mobile. Quand ce rateau est enlevé, l'étang est soumis à la réglementation sur la pêche ; mais quand le rateau est placé, faut-il dire que la loi ne s'applique plus ? Nous ne sommes pas de cet avis, car par le jeu du barrage, que ce soit une vanne ou un rateau, on peut faire de l'étang un piège à poisson. Ce rateau, ou cette vanne, étant enlevé à une saison où le poisson remonte le cours d'eau, laisse entrer ce poisson dans l'étang ; il suffit alors de replacer le barrage afin de l'empêcher de redescendre. Ainsi on pourrait, si l'on pêchait ensuite librement l'étang, s'attribuer en toute saison une grande partie du poisson d'un cours d'eau.

La jurisprudence admet qu'aucune communication ne doit exister entre l'étang et le cours d'eau. Mais quand il s'agit uniquement d'une communication passagère, elle

n'est pas aussi radicale que nous le sommes; on voit qu'elle a hésité avant de se prononcer.

Dès que les étangs communiquent au cours d'eau, et qu'ainsi le poisson peut entrer dans l'étang ou en sortir sans qu'aucune précaution n'ait été prise pour s'opposer à cette circulation, la jurisprudence déclare nettement que la réglementation de la pêche fluviale est applicable à l'étang (1).

Quand la communication peut s'établir en levant une vanne ou un rateau la jurisprudence dit que, dès que cette communication est établie, l'étang ou réservoir est soumis également à la loi de 1829. Il en est de même (2) quand la communication s'établit par le fonctionnement d'un mécanisme artificiel (Cour de cassation, 10 janvier 1874).

Mais si on prend l'arrêt de la Cour de cassation à la lettre on peut dire que lorsque la communication a cessé, la loi ne s'applique plus. Sur ce point, en effet, cet arrêt manque de clarté.

Dans la même affaire, l'arrêt du tribunal de police correctionnelle d'Angers était plus explicite. Partant de ce que l'article 30 de la loi de 1829 ne s'applique pas aux étangs qui cessent de communiquer naturellement avec les cours d'eau, le tribunal en concluait que si le jour de l'acte de pêche : « il n'y avait pas de communication entre les canaux et la rivière, cet état de choses ne provenait pas

(1) Cass., 5 déc. 1884. S. 85. I. 139.

(2) Cass., 10 janvier 1874. S. 74. I. 451.

d'un obstacle naturel, mais bien de la fermeture accidentelle de portes faites de main d'homme, et qui ne peuvent être assimilées à l'obstacle naturel prévu par l'article 30 de la loi du 15 avril 1829. »

Quant à la Cour d'appel, elle se base sur ce que la communication avec la rivière n'est pas permanente, mais fréquente, que les portes sont constamment ouvertes pendant l'été et qu'en outre, elles sont manœuvrées par le gardien dans l'intérêt exclusif du propriétaire dont il est le préposé. Le jugement se termine par cet attendu : « Attendu que les prévenus seraient d'autant moins fondés à se prévaloir de ce que les portes auraient été fermées du 6 au 11 juin, par suite d'une crue, que les canaux dont il s'agit avaient été en pleine communication avec les rivières dans le mois qui avait précédé cette crue. »

Ces arrêts furent confirmés par la Cour de cassation (1), mais celle-ci ne fut pas aussi explicite sur ce point.

Cependant un arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1867 semble confirmer cette interprétation. Cet arrêt s'exprime en ces termes : « Attendu, en droit, que des termes de l'article 30 de la loi du 15 avril 1829, sainement entendu, il résulte que les étangs appartenant à des particuliers ne sont affranchis des dispositions réglementaires de la police de la pêche fluviale que lorsqu'ils ne communiquent point avec des rivières ou autres cours d'eau ». Ce principe

(1) Cass., 6 mars 1867. D. 67. 1. 431.

étant admis il en découle, logiquement, que la communication accidentelle doit entraîner la soumission de l'étang à la loi de police de la pêche, aussi bien que la communication permanente ; on ne voit pas, du reste, où serait la raison de distinguer (1).

La solution qui semble découler de cette affaire et qui doit prévaloir, est que l'étang ou canal, séparé d'un cours d'eau par des vannes, est soumis à la loi du 15 avril 1829, si ces vannes sont levées régulièrement pendant une partie de l'année, mais par contre, elle ne s'appliquerait pas si cette communication n'était que passagère et de très courte durée (2).

La communication peut résulter du débordement d'une rivière ou d'un cours d'eau quelconque qui vient passer dans l'étang.

Dans ce cas, la loi de 1829 est également applicable, du moment que le poisson peut communiquer de l'un à l'autre ; mais ici on ne peut pas dire que la loi s'applique quand les eaux sont retirées. La communication, en effet, n'est point le résultat de la volonté du propriétaire de l'étang, comme lorsqu'il s'agit de vannes. Celui-ci, au contraire, supporte souvent un dégât, subit un dommage résultant d'une force majeure dont il ne peut pas être rendu responsable. Mais cette question est délicate, il faut le reconnaître et la jurisprudence a hésité :

(1) 5 nov. 1847. D. 47. 1. 366. — 7 avril 1848. D. 48. 1. 168 et 4 août 1871.

(2) Douai, 2 déc. 1908, *Le Droit*, 4 mars 1909.

Un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation (1) a décidé : que la loi ne s'appliquait pas ; « que la faculté appartenant au propriétaire d'un étang qui ne communique ni naturellement ni artificiellement avec aucun cours d'eau, d'y pêcher en tout temps, à toute heure, et par tous les moyens, ne reçoit aucune restriction, quand par un événement fortuit et de force majeure, les eaux de l'étang ont été momentanément envahies par celles d'une rivière navigable ; qu'en conséquence le propriétaire de l'étang ne saurait être poursuivi pour y avoir pendant cette période pêché en tout temps et avec engins prohibés. »

Nous croyons cependant que la liberté de la pêche cesse d'exister dans les étangs dans lesquels le poisson peut communiquer même accidentellement avec un cours d'eau où la pêche est réglementée par la loi du 15 avril 1829, et que, si le propriétaire du terrain inondé conserve le droit de s'approprier les poissons qui sont sur son terrain, spécialement dans son étang, la liberté de la pêche en tout temps, à toute heure, et avec tous engins est suspendue tant que la communication existe.

Il avait été jugé dans ce dernier sens, en cas de débordement d'une rivière, que le propriétaire ne peut pas, pendant l'inondation, établir un barrage contrairement à la prohibition générale et absolue édictée par les articles 23 et 24 de la même loi, dans le cours d'eau que la rivière

(1) Cass. crim., 30 mai 1873. D. 73. 1. 313.

débordée avait momentanément créé à travers sa propriété (1). Pour justifier cette décision, il faut se rappeler que les prohibitions édictées par la loi du 15 avril 1829 ont pour objet d'assurer le repeuplement des cours d'eau et d'en conserver le poisson et que ce but risquerait de ne pas être atteint si ces prohibitions étaient inapplicables au cas où la communication est accidentelle.

*Moyen de remédier à ces inconvénients.* — Tous les propriétaires des étangs, dont nous avons étudié la situation jusqu'ici, peuvent remédier aisément aux inconvénients résultant de l'application, qui leur est faite, de la loi sur la pêche. Il suffit pour cela d'établir des barrages permanents, qui empêchent toute communication de s'établir entre l'étang et le ruisseau ou cours d'eau. Il est toujours possible d'adapter, même à des vannes, des grilles empêchant complètement la circulation du poisson.

## **2° Étangs situés sur un cours d'eau**

Mais, s'il est facile pour les propriétaires d'étangs de cette catégorie d'empêcher l'application de la loi du 15 avril 1829, il n'en est pas de même pour les propriétaires d'étangs situés dans le lit même des cours d'eau et qui, par suite, sont traversés par ce cours d'eau.

Ces étangs sont toujours soumis à la réglementation de la loi du 15 avril 1829, puisqu'ils ne sont que le ruisseau

(1) Bourges, 24 fév. . 1853. D. 53.2.133.

lui-même. « Ces étangs, dit M. Picard (1), traversés par un cours d'eau, ne constituent en quelque sorte qu'un épanouissement particulièrement remarquable par sa largeur ou sa profondeur : tel est le cas du lac de Genève situé sur le cours du Rhône. Le lac ou l'étang, en pareil cas, n'est qu'une section de cours d'eau, soumise habituellement au même régime que les autres sections ».

D'où vient pour ces étangs la règle applicable ? Ce n'est pas toujours la définition des étangs donnée par l'article 30 de la loi du 15 avril 1829 qui donnera la solution. En effet, les étangs ainsi constitués, peuvent ne pas communiquer avec les cours d'eau.

L'article 30 parle de communication avec les cours d'eau, mais n'a en vue, comme nous l'avons dit plus haut, que la circulation du poisson, car s'il s'agissait de la communication des eaux, il n'existerait plus d'étang où la pêche soit permise, étant donné que toutes les eaux vont à la mer et forment pour ceci des ruisseaux et des rivières. Alors la communication du poisson entre l'étang et la rivière pourrait ne pas exister par suite de l'établissement de barrages obstruant complètement le lit des cours d'eau.

Ce qui empêche un étang situé dans le lit d'un cours d'eau d'être soustrait à la loi de 1829, c'est l'interdiction de placer des barrages dans le cours du ruisseau. Les

(1) A. Picard, *Traité des eaux*, t. IV. p. 198.

barrages ne pouvant pas exister, la communication existe forcément entre l'amas d'eau et le ruisseau et, par suite, la loi de 1829 en vertu de son article 30 s'applique tout entière à l'étang.

On ne comprendrait pas, en effet, qu'une loi, qui, sans contredit, est applicable au ruisseau en amont et en aval de l'étang, doive cesser de recevoir son application parce que, à un endroit, le ruisseau, au lieu d'être abandonné à son cours réservé et naturel, serait retenu et élargi de manière à former un amas d'eau plus considérable (1).

Ce principe est depuis longtemps, déjà, admis en jurisprudence. C'est ainsi que nous relevons ce motif dans un jugement de la cour de Rennes en date du 29 août 1865, et maintenu en Cassation le 6 mars 1867 (2). « Considérant, dit le jugement, que si les étangs exclusivement alimentés par les eaux de pluie ou par des sources, dont celui à qui appartient l'étang est absolu propriétaire, ne sont soumis pour l'exercice et le mode de la pêche à aucune réglementation particulière et échappent, à ce point de vue, aux dispositions de la loi du 15 avril 1829, il en est autrement des étangs qui sont traversés et principalement alimentés par des cours d'eau et des ruisseaux qui n'appartiennent pas exclusivement au propriétaire de ces étangs. — Que la loi du 15 avril 1829 elle-même n'accorde d'indemnités qu'aux fossés et canaux dont les

(1) C., Rennes, 29 août 1865, D. 67.1.431.

(2) Cass., 6 mars 1867, D. 67.1.431.

eaux cessent naturellement de communiquer avec les rivières. » De plus la jurisprudence considérait qu'il était inutile de se transporter sur les lieux que dès l'instant où il était reconnu que l'étang est traversé par le cours d'eau cela suffisait pour que la pêche dans le dit étang soit réglementée par la loi de 1829 sans qu'il y ait intérêt à déterminer l'importance de ces cours d'eau et à rechercher s'ils sont plus ou moins poissonneux, ou s'il existerait en amont et en aval, des obstacles naturels ou artificiels qui s'opposeraient à la libre circulation du poisson.

Du reste, il importe peu qu'on ait jusqu'à ce jour pêché en tout temps et en toute saison dans l'étang, avec des filets de toute dimension ; cet usage fut-il établi, ne peut prescrire contre une loi de police et d'intérêt général.

Mais peu à peu la jurisprudence a pris en considération la longueur du cours d'eau, le nombre des moulins et usines qu'il met en mouvement, ainsi que l'existence de pêcheries supérieures. D'autres arrêts prennent en considération la largeur du cours d'eau (1).

Toutes ces considérations, mentionnées dans des arrêts, ne sont qu'un moyen de conviction du juge ; il est bien évident qu'un ruisseau sur lequel se trouve un moulin ou une usine, tombe certainement sous le coup de la loi, étant donnée la quantité des eaux qu'il charrie. Mais pour

(1) Limoges, 25 février 1904, D. 1904, 2, 387.

les autres cours d'eau, le juge se fixe sur la longueur ou la largeur du lit, bien que la loi ne prenne en considération que la pêche et par suite l'aptitude du ruisseau à nourrir le poisson, on ne peut pas dire, en effet, qu'un ruisseau de telle longueur ou de telle largeur, est plus apte à nourrir le poisson à cause même de sa longueur ou de sa profondeur. L'existence seule du cours d'eau devrait être prise en considération. C'est seulement ce qu'envisage la loi. L'arrêt de Cassation (1) du 3 avril 1908 est encore plus explicite que les précédents.

Les propriétaires de tels étangs peuvent-ils les soustraire à l'application de la loi sur la pêche?

Le plus souvent les propriétaires ne pourront rien faire; ceci dépend de la situation de l'étang. Ceux dont les étangs sont situés en pays de plaine pourront remédier à cet inconvénient en détournant le cours d'eau.

A l'aide d'un fossé, ils peuvent prendre le cours d'eau un peu avant qu'il rentre dans l'étang et le conduire jusqu'à la chaussée du dit étang de telle façon qu'il n'existe aucune communication entre l'étang et le ruisseau. Mais ceci peut surtout se pratiquer pour la création de nouveaux étangs; car il n'y aurait aucun avantage à le faire pour ceux existant déjà, à moins que le propriétaire ne soit riverain tout autour de la nappe d'eau.

Si, en effet, il n'était pas riverain, il ne pourrait pas

(1) Cass., 3 avril 1903. Confirmant un arrêt de Limoges du 6 juillet 1907.

empêcher les riverains, qui ont un droit acquis, de pêcher dans l'étang.

Mais ceux qui veulent créer des étangs peuvent détourner le ruisseau en laissant échapper une partie de ses eaux dans l'étang à l'aide d'une vanne mobile devant laquelle se trouve une grille fixe empêchant entièrement le passage du poisson. Cependant la vanne ne doit pas être placée de telle façon que l'eau passe toute dans l'étang il faut en laisser dans le ruisseau une quantité suffisante pour assurer la libre circulation du poisson.

Le procédé de détournement fut indiqué pendant la discussion de la loi au sujet de la création de rivières ou de réservoirs. Le marquis de Boutheiller, commissaire du roi, a déclaré que, si un propriétaire veut faire un réservoir ou vivier dans son enclos, « il peut y creuser un canal, le fermer par des grilles à ses extrémités et y dériver les eaux de la rivière ou du ruisseau voisin ».

Si on peut ainsi creuser un réservoir à côté d'un ruisseau pourquoi ne pourrait-on pas creuser le lit d'un ruisseau à côté d'un étang ? Les travaux sont différents, mais le résultat est le même : le propriétaire aura un étang où il pourra pêcher quand il voudra et les riverains du cours supérieur du ruisseau verront remonter librement le poisson.

### 3<sup>e</sup> Qui a le droit de pêcher dans les étangs ?

Après avoir examiné quels sont les étangs soumis à la loi sur la pêche, nous devons nous demander quelles sont

les personnes qui ont le droit de pêcher dans les étangs ?

Il faut encore distinguer ici les étangs traversés par les cours d'eaux ou en communication avec des ruisseaux d'avec ceux qui ne sont formés que des eaux des sources ou des eaux de pluie.

Pour les étangs formés uniquement par des eaux de pluie ou de source, la pêche appartient au propriétaire seul des dits étangs.

Le poisson, en effet, appartient au propriétaire et quiconque chercherait à s'en emparer commettrait un vol et serait puni en vertu de l'article 388 du Code pénal. Cet article ne punit pas de la même peine que le vol, comme ceci existait du temps de Pothier, mais il punit celui qui pêche dans l'étang parce que c'est un voleur, car le Code pénal considère le poisson de l'étang comme étant la propriété de celui à qui appartient l'étang.

Mais le Code pénal ne s'applique plus quand il s'agit de la pêche dans un amas d'eau constitué par un cours d'eau, soit que cet amas d'eau soit naturel, soit qu'il soit formé à l'aide d'une chaussée qui fait regonfler le cours d'eau. Dans ce cas, nous sommes en présence du cours d'eau ou ruisseau. Ce cours d'eau, dès qu'il est formé, c'est-à-dire du moment où il existe un lit qu'il s'est creusé lui-même et dont il ne change pas, bien qu'encore les riverains soient obligés d'en nettoyer le lit, ne peut pas être interrompu, lorsque ses eaux ont le caractère d'eaux publiques et courantes.

Le fait qu'un riverain aurait construit une chaussée au travers du lit d'un cours d'eau, et inondé même une grande superficie de ses terres à l'aide d'une nappe d'eau dans laquelle il est impossible de remarquer le courant du ruisseau, ne peut pas interrompre l'existence du cours d'eau. Bien au contraire cet amas d'eau étant formé par un cours d'eau n'est autre chose que le cours d'eau lui-même. Les eaux du cours d'eau, ne pouvant pas franchir un barrage se sont accumulées, jusqu'à ce que, dépassant le niveau de la chaussée, elles puissent continuer leur cours dans l'ancien lit. Les terres qui sont couvertes par les eaux deviennent partie intégrante du lit du cours d'eau. Ces terres n'en restent pas moins la propriété de celui à qui elles appartenaient avant, mais elles sont comme les terres qui forment le lit des cours d'eau, soumises à toutes les servitudes que les riverains peuvent exercer sur les cours d'eau.

Les riverains ont sur ces étangs les mêmes droits que sur un cours d'eau quelconque. Ils ont le droit d'y pêcher suivant l'article 2 de la loi du 15 avril 1829 qui donne aux riverains, dans les cours d'eau non navigables ni flottables, le droit de pêcher jusqu'au milieu du cours d'eau, sans préjudice des droits contraires établis par possession ou titre.

Le propriétaire qui a fait ainsi grossir le cours d'eau sur ses terres et ne s'est point arrangé de telle façon qu'il lui reste des terres sur les bords de l'eau peut-il se voir privé du droit de pêche ? S'il n'est pas riverain on peut

répondre : certainement il est privé complètement du droit de pêche, car les riverains ont le droit de pêcher jusqu'au milieu du cours d'eau. Du reste, cette situation est rare pour ne pas dire inexistante, car le propriétaire qui fait ainsi un étang est au moins propriétaire de la chaussée et d'une partie des rives, car il ne peut pas toujours faire arriver l'eau juste sur le bord des propriétés voisines.

Celui qui pêche dans l'étang sans être riverain et sans autorisation, à quelle peine s'expose-t-il? Comme nous l'avons dit plus haut, l'article 388 du Code pénal ne s'applique pas ici; c'est l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 qui nous donne la solution. « Tout individu, dit la loi, qui se livrera à la pêche sur les fleuves et rivières navigables ou flottables, canaux, ruisseaux, ou cours d'eau quelconques sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient, sera condamné à une amende de vingt francs au moins et de cent francs au plus, indépendamment des dommages-intérêts. »

La jurisprudence fut longue à se fixer : tantôt elle considérait ces amas d'eau comme des étangs et appliquait l'article 388 du code pénal; tantôt elle ne les considérait que comme des ruisseaux et appliquait l'article 5 de la loi de 1829.

Toutes les fluctuations de la jurisprudence se trouvent résumées dans l'affaire Cornefert dont l'arrêt final confirme la théorie que nous avons exposée.

Quand les canaux franchissent les plateaux, il n'existe

souvent pas de rivières assez fortes pour fournir continuellement l'eau nécessaire à la circulation des bateaux. Souvent la sécheresse de l'été met les ruisseaux à sec, et dans l'impossibilité, par suite, d'alimenter un canal. Pour obvier à tous ces inconvénients l'administration a fait faire d'immenses réservoirs. Sur un grand nombre de ruisseaux on a élevé des barrages destinés à retenir les eaux pluviales et les eaux fournies par les ruisseaux en saison d'hiver. Les amas d'eau ainsi formés ne sont que l'agrandissement des ruisseaux en tous points semblables aux étangs dont nous nous occupons.

Il se posa la question de savoir qui avait le droit de pêcher dans ces réservoirs ? Et pour ceci on discuta si le réservoir devait être assimilé aux cours d'eau navigables et flottables. Si, en effet, ces réservoirs, créés spécialement pour alimenter les canaux, devaient être considérés comme faisant partie intégrante des canaux et par suite soumis au même régime qu'eux, tout le monde en vertu de l'article 5 § 3 de la loi du 15 avril 1829, aurait eu le droit d'y pêcher à la ligne flottante.

Si, au contraire, ces réservoirs, qui ne communiquent pas par bateau avec le canal ne pouvaient pas être considérés comme faisant partie du canal, seul le riverain avait le droit d'y pêcher.

Cette question fut soulevée devant le tribunal de Langres qui rendit son jugement le 13 août 1897. Par ce jugement, le tribunal déclarait que le réservoir devait être

assimilé au canal dont il dépendait ; en conséquence tout le monde avait le droit d'y pêcher à la ligne flottante tenue à la main. Il en résultait que le tribunal acquittait le sieur Cornefert comme ayant pêché en vertu de l'article 5 § 3 de la loi du 15 avril 1829.

Le ministère public fit appel de cette décision devant la Cour de Dijon. Cette Cour décida que ces réservoirs ne rentraient pas dans l'énumération des cours d'eau où le droit de pêche peut être affermé par l'État sous réserve de la liberté de la pêche à la ligne flottante. Elle déclara que pour les actes de pêche commis par ceux qui n'y avaient pas de droit, il fallait appliquer l'article 5 § 1 de la loi de 1829 et par suite elle condamnait Cornefert comme ayant pêché sans permission dans le cours d'eau (1).

Pourvoi en Cassation basé sur la fausse application des articles 1, 2 et 5 de la loi du 15 avril 1829. La Cour de Cassation (2) voyant que l'arrêt de la Cour d'appel constatait que les eaux de ce réservoir, dont l'État avait concédé la pêche, étaient conduites dans le canal, après s'être écoulées par un déversoir munie de grilles, à l'aide d'une rigole très longue, et que les eaux du canal ne pouvaient pas remonter dans le réservoir à cause de la différence de niveau ; que le poisson ne pouvait pas circuler librement entre le réservoir et le canal par suite de grilles placées dans ce but, déclara que la loi de 1829 ne s'appliquait pas

(1) Dijon, *Pandectes*, 98, 2, 193.

(2) Cass. *Pandectes*, 1901, 1, 373.

à la pêche dans les réservoirs ou les étangs, laquelle, quand elle a lieu avec intention frauduleuse, constitue le délit prévu par l'article 388 du code pénal.

Par suite, l'arrêt est cassé et l'affaire renvoyée devant la Cour de Besançon : La Cour de Besançon va refuser la qualité de réservoir à cet amas d'eau. « Attendu que le réservoir, la Liez, est formé au travers de la vallée de ce nom et sert à retenir exclusivement les eaux pluviales et celles provenant des deux ruisseaux non navigables ni flottables d'Orbigny et de Breuil qui viennent y déverser leurs eaux après un parcours de quelques kilomètres. Ce réservoir communiquant en amont avec les ruisseaux d'Orbigny et de Breuil pendant une très grande partie de l'année, cette communication bien que n'étant pas permanente, suffit pour rendre applicable au réservoir tout entier les dispositions de la loi du 15 avril 1829. »

En conséquence cet arrêt condamnait seulement Cornefert à un franc de dommages et intérêts envers le fermier de la pêche, car pour le reste l'amnistie était intervenue.

L'affaire revint devant la chambre criminelle de la Cour de cassation pour violation des articles 1, 2 et 5 de la loi de 1829.

L'arrêt de cassation du 21 février 1902 déclara : « Que le réservoir faisait partie du domaine public, mais ne remplissait pas les conditions prévues par l'article 1 de la loi de 1829 relatif à l'exercice du droit de pêche au profit de l'État, puisqu'il ne tire pas ses eaux d'un cours d'eau

navigable ou flottable et que l'on ne saurait y pénétrer en bateau de pêcheur ;

Que, par suite, le droit de pêche appartient à l'État non pas en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 avril 1829, article dont les termes sont sans application en l'espèce, mais en vertu du droit général que possède l'État de recueillir les produits utiles du domaine public, sous la réserve de la destination à laquelle ce domaine est affecté ou à l'usage légalement assuré au public ; qu'ayant sous la réserve indiquée, le droit de jouir et de disposer, attribut essentiel de la propriété, l'État est nécessairement investi des droits accessoires qui s'y rattachent, tels que le droit de pêche attribué au propriétaire riverain par l'article 2 de la loi de 1829 ; qu'ainsi le fait de pêcher sans la permission de l'État dans le réservoir dont il s'agit rentre dans les prévisions du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 5 de la même loi et qu'il est punissable de la peine portée au dit article — et attendu qu'en matière de pêche fluviale, la loi de 1829 ne reconnaît en principe aucun droit aux particuliers autres que les propriétaires riverains désignés en l'article 2 ; — la Cour a rejeté le pourvoi ».

Au début de son arrêt, la Cour de cassation avait déclaré que l'article 388 du Code pénal relatif au vol de poisson dans les étangs n'étaient pas applicables. « Attendu que la Cour de Besançon ne constate pas que le réservoir de la Liez soit disposé de telle façon que le poisson qui y est entretenu ne puisse en sortir, mais établi, au con-

traire, que ce réservoir est destiné à recevoir les eaux pluviales et celles de deux cours d'eau non navigables ni flottables qui, après un parcours de plusieurs kilomètres, s'y déversent directement et communiquent librement avec lui pendant une grande partie de l'année ». La question se bornait donc à rechercher quelle application pouvait être faite de l'article 5 de la loi de 1829.

Cet arrêt déclare nettement que les riverains ont seuls le droit de pêcher dans les amas d'eau ainsi formés et soumis à la loi de 1829, et que le fait de pêcher sans permission du riverain est puni par l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup> de la même loi.

Si, comme dans les ruisseaux, tous les riverains ont le droit de pêcher dans les étangs traversés par les cours d'eau, c'est que la nature juridique du poisson est la même.

La nature juridique du poisson est différente, en effet, suivant que l'étang est en communication avec un cours d'eau ou ne l'est pas.

Pour les étangs formés uniquement par la retenue des eaux de source et des eaux pluviales, le poisson est considéré comme un immeuble par destination, par l'article 524 du Code civil, tant qu'il vit dans l'étang. Ces poissons appartiennent uniquement au propriétaire de l'étang qui peut en disposer à sa guise. Mais ces poissons deviennent meubles lorsque la bonde de l'étang est levée ou bien quand ils sont dans les réservoirs attendant le

moment où on les vendra ou celui où on les remettra dans l'étang.

Quand les poissons passent d'un étang dans un autre étang, ils cessent d'appartenir au propriétaire du premier étang pour devenir la propriété de celui à qui appartient le deuxième étang. Le premier propriétaire ne peut rien y faire. Il ne peut pas suivre son poisson, sauf, toutefois, si cette émigration du poisson était occasionnée par des manœuvres frauduleuses provenant du propriétaire du deuxième étang. Ceci est très équitable et Faure justifiait cette solution dans son rapport au tribunal en disant que : « L'improbité ne peut être un moyen d'acquérir ».

Mais si la fraude venait d'une personne autre que celle qui est appelée à en profiter, et qui a agi en dehors de cette personne, le propriétaire du poisson ne pourrait le suivre.

Le droit de suite dans tous les cas se résout en dommages-intérêts, car il est absolument impossible de reprendre son poisson étant donné qu'on n'en sait pas le compte et qu'on ne peut pas le reconnaître parmi d'autres poissons.

Pour les étangs traversés par des cours d'eau ou communiquant avec les cours d'eau, le poisson conserve le caractère de *res nullius* qu'il a dans les cours d'eau, dès lors si le poisson quitte le lieu où l'a mis le propriétaire de l'étang, celui-ci n'a aucun droit de suite même en cas de fraude, car ce poisson ne lui appartient pas. Ce poisson

est *res nullius* même si c'est le propriétaire qui l'a mis dans l'étang ; si en effet il en conservait la propriété quand il l'a mis dans l'eau, tout individu qui met un poisson dans une rivière serait en droit lui aussi d'en réclamer la propriété. Les sociétés de pêche à la ligne qui mettent tous les ans des quantités de poissons dans les cours d'eau pourraient, s'il en était ainsi, en réclamer la propriété. Mais cette théorie n'est admise par personne pour les cours d'eau, pourquoi en serait-il autrement de l'élargissement de ces cours d'eau ? Le poisson mis dans un de ces étangs, comme celui mis dans une rivière, devient la propriété commune de tous ceux ayant le droit d'y pêcher et ne sera réellement que la propriété du pêcheur heureux qui le prendra.

Le caractère de *res nullius* du poisson a été formellement reconnu par l'arrêt de la Cour de cassation(1) du 13 novembre 1908, ainsi conçu : « Attendu que l'arrêt attaqué s'est refusé à réprimer le fait qui lui était déféré par les motifs que l'étang du Repausset-Couchant où la capture du poisson a eu lieu, communique d'une part avec la mer, par le canal d'Aiguesmortes, d'autre part, avec la rivière « la Virdoule » ; que le poisson s'y trouve en état de liberté, qu'il est donc essentiellement *res nullius*, ne pouvant appartenir exclusivement au propriétaire de l'étang.

Attendu qu'en décidant que l'article 388 du code pénal

(1) Cass., 13 nov. 1908. *Journal de droit administratif*, avril 1909.

ne saurait s'appliquer en l'espèce, l'arrêt n'a commis aucune violation de la loi. Par ces motifs, rejette... »

Cette nature juridique du poisson avait déjà été reconnue, mais moins explicitement, par l'arrêt de 1902 dans l'affaire Cornefert.

Le poisson des étangs communiquant avec les rivières peut donc être pêché librement par tous les riverains en se soumettant à la réglementation de la pêche.

### SECTION III

**Quelles sont les limites des étangs et qui est riverain d'un étang ? — Article 558 du code civil, son application par la jurisprudence, critiques de cette jurisprudence.**

Nous avons vu les droits que peuvent revendiquer les riverains d'un étang traversé par un cours d'eau. Il faut voir maintenant ce que l'on entend par riverain d'un étang.

Pour un ruisseau ou une rivière, il n'est pas difficile de dire qui est riverain. C'est celui dont la propriété borde le lit du cours d'eau et par suite est propriétaire, sauf convention contraire, de la moitié du lit.

Il est facile de dire qui est riverain du cours d'eau, car le cours d'eau est toujours le même ; ses eaux se sont creusées un lit, dont elles ne sortent que rarement, et ont ainsi déterminé, d'une façon fixe, l'espace qu'il leur faut pour circuler librement.

De plus dans un cours d'eau le niveau des eaux ne dépend pas de la volonté des hommes, il ne s'élève pas et ne s'abaisse pas quand on le veut.

Il en est autrement des étangs dont le propriétaire du sol peut faire évacuer l'eau quand il veut. Par suite, il faut rechercher les limites des propriétés avoisinantes pour voir qui est riverain.

Mais pour délimiter les étangs, est-ce aux titres qu'il faut s'en rapporter ou est-ce au niveau des eaux ? Et dans cette dernière hypothèse nous nous demanderons si c'est la hauteur moyenne des eaux d'hiver ou le niveau même du déversoir qu'il faut prendre en considération.

Le code civil a établi une présomption dans l'article 558.

Le texte établit la présomption que toute la superficie recouverte par les eaux, tenues à la hauteur de la décharge, fait partie de l'étang. Mais, réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que l'eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires.

La loi se base ici sur un état de fait qui est l'existence du déversoir pour les étangs, car aucune loi n'oblige à en établir.

La jurisprudence (1) dit que l'existence d'une décharge vaut titre devant les tribunaux pourvu qu'elle existe depuis plus de trente ans ; sinon les terrains qui auraient été submergés par l'étang ne seraient point prescrits et

(1) Cas., 11 mai 1833. S. 36. 1. 55.

réciiproquement la prescription par les tiers du terrain situé au-dessous du niveau de la décharge ne serait point possible.

Cependant il faut remarquer que l'article 558 n'a pas mis hors du commerce le terrain situé ainsi au-dessous du niveau de la décharge de l'étang ; mais le législateur a voulu simplement soustraire le propriétaire de l'étang à une prescription qu'il ne dépendait pas de lui d'interrompre, la sécheresse pouvant ne pas permettre l'élévation de l'eau à ce niveau. Si un voisin toutefois construisait un bâtiment sur ce terrain ou faisait un établissement quelconque, sans qu'on ne lui dise rien pendant trente ans, il pourrait certainement invoquer la prescription.

La jurisprudence admet qu'il faudra souvent avoir recours aux titres pour pouvoir délimiter un étang.

C'est en effet aux titres qu'il faut se référer pour délimiter un étang dont le déversoir primitif a été changé et qu'il n'en reste plus aucune trace. Il en est (1) de même quand la superficie de l'étang a notoirement subi des diminutions par suite de dessèchements.

Pour qu'il y ait lieu à l'application de l'article 558, il est nécessaire que le deversoir opère automatiquement et sans intervention de la main de l'homme. C'est ainsi qu'un étang muni d'un système de clapet ou de vannes, qu'il faut enlever pour laisser évacuer l'eau, ne pourrait être délimité sans titres (2).

(1) Cass., 25 mai 1868. D. 68. I. 488.

(2) Cass., 25 mai 1868. S. 69. I. 72 et 10 mars 1868. S. 68. I. 132.

Il n'en serait pas de même d'un déversoir qui serait obstrué par une grille fixe qui retient au passage tous les roseaux ou autres matières amenées par les eaux. Dans ce cas, le propriétaire de l'étang peut invoquer la prescription (1).

Dans le cas où il y aurait de tels inconvénients à considérer le niveau du déversoir pour établir les limites de l'étang et s'il n'existe pas de titres ou que ceux-ci aient été perdus, la possession trentenaire peut être invoquée. Cette possession peut du reste être invoquée pour déterminer la hauteur de la décharge (2).

Le niveau des eaux n'est pas celui du seuil même du déversoir, car celui-ci peut être fréquemment surmonté d'une certaine lame d'eau pour assurer l'écoulement des crues ordinaires, et l'on doit supposer, que le propriétaire a réglé sa retenue de manière à ne pas submerger chaque année ses voisins.

La limite normale de l'étang est donc celle de la surface submergée pendant les hautes eaux ordinaires d'hiver sans qu'il doive être tenu compte des submersions exceptionnelles causées par des crues extraordinaires, c'est ce que la Cour de Cassation a jugé à plusieurs reprises (3).

Dans une affaire cependant, la Cour de Cassation a jugé qu'au contraire c'était le niveau du déversoir qui servait à

(1) Limoges, 5 février 1904. Dumoulin et Seytand.

(2) C. E. 15 nov. 1821.

(3) Cass., 9 nov. 1841, 13 mars 1867.

caractériser les crues extraordinaires et qu'on devait qualifier de ce nom toute crue dépassant ce niveau ; mais, depuis, cette opinion n'a pas été maintenue.

Le propriétaire de l'étang est-il responsable des dégâts commis sur les terres riveraines par les crues extraordinaires ?

En temps de crues il peut arriver que les eaux dégradent les héritages riverains ; les eaux chassées par les vents viennent battre les rives et les terres détrempées ou effritées par la gelée sont entraînées. Il s'opère souvent des éboulements au détriment des riverains ; est-ce que ceux-ci devront les supporter ?..

« Il nous paraît de toute équité, dit Daviel (n° 814 bis) que le propriétaire de l'étang réponde de ce préjudice ; car si c'est une force majeure qui a causé immédiatement ces détériorations, la cause médiate est le fait de l'homme, puisque c'est le propriétaire de l'étang qui a amassé les eaux jusque contre l'héritage d'autrui, et qui entretient une cause permanente de dommage. Il nous semble donc que non seulement il doit restituer à ses voisins le terrain que les eaux ont ainsi usurpé, mais qu'il doit être condamné à relever la berge sur son ancienne ligne. » — Dans ce cas cependant la Cour de Cassation (1), a décidé qu'il n'y avait aucune responsabilité pour le propriétaire de l'étang. La Cour se basait sur ce que le propriétaire riverain aurait dû réparer sa berge.

(1) Cass., 17 décembre 1838. D. 39. I. 131.

Le même arrêt dit que si l'on laissait passer trente ans sans réclamer son terrain ainsi confisqué par les eaux, ce terrain était irrévocablement acquis au propriétaire de l'étang.

Le propriétaire de l'étang est donc placé par rapport à ses voisins dans une situation privilégiée. Les eaux peuvent impunément dégrader les propriétés riveraines et même elles peuvent procurer à leur propriétaire le moyen de prescrire les terres voisines.

Nous croyons cependant que la situation ne serait pas la même dans le cas où l'étang serait composé d'eau publique et courante ; ces eaux, d'après nous, n'appartenant pas au propriétaire de l'étang, ne peuvent pas prescrire en sa faveur les terrains qu'elles submergent.

Comme nous l'avons vu, la jurisprudence dit que pour délimiter un étang, il faut prendre uniquement en considération le niveau des eaux normales d'hiver, sans s'attacher du tout aux titres, sauf dans des cas très exceptionnels, et pour ceci elle se base sur l'article 558.

Quant à nous, nous pensons que le sens de l'article 558 est autre et qu'au lieu de s'attacher uniquement au déversoir, cet article fait appel aux titres. Cet article s'exprime en ces termes : « L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang encore que le volume de l'eau vienne à diminuer. Réciproquement le propriétaire de

l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires.

Cet article emploie le mot « conserve », ce qui veut dire que le propriétaire ne voit pas prescrire contre lui le terrain que l'eau de son étang couvre quand elle est au niveau de son déversoir.

Mais à quel moment ? Est-ce qu'il faut prendre le niveau quand le litige s'élève entre le propriétaire et le voisin ou est-ce que le propriétaire n'a pas conservé la propriété du sol que ses eaux couvraient au moment de la création de l'étang ?

Est-ce au moment où le litige prend naissance ? Nous répondrons non. Car cette solution serait contraire au texte lui-même, le propriétaire de l'étang ne pouvant pas « conserver » ce qui ne lui appartenait pas. C'est donc le terrain couvert par l'eau au moment de la création de l'étang que conserve le propriétaire de l'étang, car ce terrain lui appartenait déjà.

Cette solution, que nous adoptons, est du reste celle qui répond le mieux à l'idée d'équité dont parlent les travaux préparatoires de la loi. En admettant cette solution, en effet, le propriétaire de l'étang n'est pas lésé, puisqu'on ne peut pas prescrire contre lui une partie quelconque de son bien. Le riverain ne perd rien non plus puisqu'il peut prendre dès le début toutes les dispositions nécessaires pour empêcher l'étang de l'envahir et de plus il ne perdra pas son terrain comme cela aurait lieu avec la

première solution. D'ailleurs avec notre solution il est impossible au riverain de frauder en déposant des matériaux sur les bords de l'étang, matériaux qui en s'élevant au-dessus du niveau de l'eau enlèveraient à l'étang une partie de son étendue au détriment de son propriétaire.

De plus, le propriétaire de l'étang ne pourra pas, à l'aide de manœuvres d'eau, faites à l'insu des riverains, envahir le terrain de ses voisins et grâce à la vertu dégradante des eaux, agrandir son étang à leur préjudice. Tout ceci pourrait se produire avec la solution que nous repoussons.

Si on admettait la solution que nous avons repoussée on enlèverait au bornage d'un étang tout le caractère stable de cette institution. Personne n'aurait intérêt à se borner, puisque les bornes n'auraient dès le lendemain plus aucune valeur, étant donné que le propriétaire de l'étang acquiert les terres que ses eaux submergent.

Cette institution, en outre, de l'article 558 qui avait pour but d'empêcher la prescription de courir contre les propriétaires de l'étang aurait pour effet, avec la première solution, de faire parler bien souvent de la prescription : prescription par le propriétaire de l'étang du terrain couvert par ses eaux et prescription par le riverain du terrain abandonné par les eaux.

L'article 558 contient une contradiction s'il signifie ce que la jurisprudence lui fait dire, c'est-à-dire s'il faut prendre le niveau des eaux au moment du procès pour

fixer la limite de l'étang. Il arrive, en effet, que les eaux, en dégradant une berge, en augmentent une autre à l'aide de dépôts de sable ou de terre. Or, ce terrain formé de dépôt est situé sur le lit même de l'étang et si on prend le début de l'article 558, on voit que l'alluvion n'ayant pas lieu à l'égard des lacs et des étangs, ce terrain n'appartient pas au riverain.

Maintenant, prenons la deuxième partie du premier alinéa de cet article ; nous voyons que « le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge » de telle sorte qu'il ne peut plus être propriétaire de ce terrain déposé et il n'en est pas présumé propriétaire puisque l'eau ne le recouvre pas.

Quel sera donc le propriétaire ? La jurisprudence ne prenant en considération que la deuxième partie du premier alinéa de l'article 558 dira que le propriétaire de l'étang ne peut pas en être propriétaire, puisque l'eau ne couvre pas ce terrain. Elle attribue donc le terrain au riverain) disant ainsi que les alluvions existent à l'égard des étangs ; c'est accuser le législateur d'incohérence.

Si, au contraire, on admet notre solution, l'article 558 sera sans aucune contradiction. Les alluvions n'existeront pas à l'égard des étangs, et pour conserver les droits du propriétaire de l'étang, on prendra le niveau des eaux, conformément à cet article, mais on le prendra au moment de la création de l'étang. Mais alors on ne pourra plus dire

que les titres n'ont absolument aucune valeur comme l'a fait la jurisprudence (1) ; bien au contraire, ce seront les titres qui mentionneront les limites de l'étang et, par suite, conserveront la propriété intacte aussi bien celle du riverain que celle du propriétaire de l'étang.

Tel est, il nous semble, le véritable sens de l'article 558 ; il serait à souhaiter qu'une loi mette fin à toute la jurisprudence établie sur ce point ; il suffirait simplement pour cela d'indiquer dans l'article 558 le moment où il faut se reporter pour rechercher la superficie couverte par les eaux.

Avec la jurisprudence d'aujourd'hui, le bornage fixe bien la propriété de chacune des parties sur le moment, mais dès demain ces limites ne sont plus les mêmes et le bornage ne peut plus être considéré comme valable. Le bornage, en effet, constitue un titre et les titres ne valent rien puisque seul le niveau des eaux est pris en considération.

Tout ceci cesserait avec une légère modification de la loi et les propriétaires d'étang et les riverains sauraient au moins à quoi s'en tenir.

Nous voulons examiner ici si cet article 558 est applicable aux étangs traversés par des cours d'eau ? Pour ceci nous serons obligés de nous reporter aux travaux préparatoires du Code civil.

(1) Nancy, 20 mars 1826. Rep. Dalloz, eaux, n° 258.

Dans l'exposé des motifs, Portalis (1) se borne à dire que « la justice de cette disposition est évidente par elle-même. »

Dans le rapport du tribun Faure (2), on lit que « les lacs et les étangs ne sont pas sujets au droit d'alluvion. Ce ne sont point des eaux courantes susceptibles de s'étendre d'un côté et de s'éloigner de l'autre. Le volume de l'eau vient-il à diminuer, c'est l'effet de la sécheresse ou d'une déperdition d'eau causée par quelque circonstance locale ; augmente-t-il considérablement, c'est l'effet des pluies abondantes. Si donc l'étang est à sec en quelque partie, le propriétaire de l'étang ne perd rien de ce qui est à découvert. De même, en cas de crue extraordinaire, il ne gagne rien de ce que l'eau vient à couvrir au-delà de son lit. »

Enfin, le tribun Grenier (3) dans son discours se borne à dire que le projet « contient une judicieuse décision par rapport aux débordements des lacs et des étangs. »

Le législateur n'a donc pas envisagé formellement le cas des étangs traversés par des cours d'eau ; mais on ne peut pas dire non plus qu'il les a englobés avec les autres.

D'ailleurs de ce que le tribun Faure a dit que les étangs « ne sont pas des eaux courantes susceptibles de s'étendre d'un côté et de s'éloigner de l'autre » on peut déduire

(1) Locri, *Législation civile et commerciale*, t. 8, p. 166.

(2) Locri, p. 185, t. 8.

(3) Locri, t. 8, p. 207.

*a contrario* que tous les étangs dont les eaux rongent un côté et abandonnent l'autre ne sont pas visés par l'article 558 et rentrent dans la catégorie des eaux courantes. De plus le mot « eau courante » qu'il emploie ne peut pas être pris dans un autre sens que celui qu'il a dans l'article 644 du Code civil. Il en résulte, croyons-nous, que l'étang composé de telles eaux ne peut pas être soumis à l'article 558.

Si, en effet, le législateur avait considéré ces amas d'eau comme des étangs, pourquoi aurait-il laissé de côté les écluses qui servent aux moulins, écluses qui ont souvent une très grande superficie et sont en tous points semblables aux étangs situés sur les cours d'eau? La vérité est que ces étangs ont été laissés de côté tout comme les écluses. On comprend fort bien la disposition du Code civil pour les étangs formés par les eaux de source ou par les eaux pluviales, car ces étangs sont peu soumis à variation, mais il n'en est pas de même des autres qui sont soumis à toutes les variations du cours d'eau. Ces étangs dont le niveau des eaux est très variable sont ceux qui minent le plus les propriétés riveraines et si on leur appliquait l'article 558 tel que la jurisprudence l'a envisagé, on causerait un gros préjudice aux riverains.

Cependant, bien que nous ne pensions pas que cet article soit applicable à ces étangs, nous reconnaissons qu'il n'y aurait aucun inconvénient à l'appliquer en adoptant la solution que nous avons exposée.

En tous les cas, quelque soit la solution que l'on adopte sur le sens de l'article 558, il faut reconnaître que tous ceux dont les terrains ont été délimités en vertu de cet article sont riverains de cet étang.... sans quoi cette disposition du Code civil n'aurait pas trouvé son application.

Maintenant, si cet article ne s'applique pas, la riveraineté sera une question de fait que le juge devra apprécier s'il n'y a pas de titre.

---

## CHAPITRE VII

### POUVOIRS DE POLICE DE L'ADMINISTRATION

#### SECTION I

##### **Lois où l'administration puise ses pouvoirs**

L'administration exerce son pouvoir de surveillance sur les étangs dans deux directions différentes : d'abord, elle surveille le libre cours des eaux et ensuite elle protège la salubrité publique.

A diverses reprises le Conseil d'État (1) a reconnu au gouvernement le droit de réglementer les barrages de retenue des étangs alimentés par des cours d'eau et sur lesquels étaient situées des usines. Mais le Conseil d'État fut plus net dans son avis du 3 mars 1858 qui pose, comme nous l'avons vu, le principe de la distinction entre les étangs alimentés par des cours d'eau et les étangs alimentés par des sources.

Depuis ce moment, les propriétaires d'étangs doivent

(1) C. E., 29 août 1834, 23 janvier 1837.

obéir à l'administration. Celle-ci peut ordonner le curage du chenal (1).

Le Conseil d'État (2) a reconnu aussi la légalité des mesures administratives relatives au niveau, au curage et à l'écoulement des eaux d'un étang alimenté par un cours d'eau.

Les pouvoirs de l'administration sur ces étangs sont ceux que l'administration exerce sur le cours d'eau lui-même.

Si l'administration excédait ses droits, elle commettrait un excès de pouvoir.

L'administration doit veiller aussi à la salubrité publique.

Les bords des étangs sont envahis très souvent par des végétations aquatiques et forment de véritables marécages, qui dégagent des miasmes délétères et propagent les fièvres dites paludéennes. Aussi l'attention du législateur fut-elle attirée vers ce danger.

L'Assemblée Législative vota une loi le 11 septembre 1792.

Cette loi, des 11-19 septembre 1792, est toujours en vigueur et s'exprime ainsi : « Lorsque les étangs, d'après les avis et procès-verbaux des gens de l'art, pourront occasionner, par la stagnation de leurs eaux, des maladies épidémiques ou épizootiques, ou que par leur position, ils seront sujets à des inondations qui envahissent et ravagent

(1) Cass. crim., 15 avril 1864, Leblond.

(2) C. E., 7 août 1874, héritiers Laborthe, et 2 mars 1888, Decamps.

les propriétés inférieures, les Conseils généraux des départements sont autorisés à en ordonner la destruction, sur la demande formelle des Conseils généraux, des Communes et d'après l'avis des administrateurs de district. »

Aujourd'hui, c'est le préfet qui prescrit la suppression de l'étang après avis du Conseil municipal de la commune où il est situé, du sous-préfet et du Conseil général. Mais cette insalubrité doit être constatée par des gens de l'art, c'est-à-dire qu'on doit prendre l'avis du Conseil d'hygiène et de salubrité.

L'action du préfet ne s'exerce que par des décisions spéciales à chaque étang; mais la réformation de son arrêté peut toujours être demandée au ministre par la voie du recours hiérarchique.

Cette loi s'applique à tous les étangs sans distinction, même à ceux qui sont alimentés par des eaux de sources ou des eaux pluviales. C'est du reste à cause de ces derniers que la loi fut faite.

Les propriétaires des étangs dont la suppression est ordonnée doivent effectuer les travaux eux-mêmes dans le délai prescrit; sans quoi l'administration les fera d'office et à leurs frais.

La suppression a lieu sans indemnité, car une mesure de police ne peut servir de fondement à une demande d'indemnité (4).

Il en est de même des servitudes qui grevaient l'étang ;

(1) C. E., 12 avril 1860.

elles sont supprimées sans indemnité, si elles ne peuvent plus s'exercer par suite de la transformation de l'étang, mais elles subsistent dans le cas contraire.

Quand l'administration le veut, elle peut modifier les règlements antérieurs et régler les ouvrages non autorisés ; elle peut même ordonner la destruction des travaux.

Tels sont les pouvoirs de l'administration à l'égard des eaux des étangs et de la salubrité publique.

Quant à la pêche, l'administration a un devoir, c'est de constater et de poursuivre tous les délits qui sont connus dans les étangs qui ne sont autre que l'agrandissement du ruisseau lui-même. L'administration tire alors ses pouvoirs de tous les textes qui régissent la pêche fluviale.

## SECTION II

**Devant quelle juridiction le propriétaire de l'étang doit-il poursuivre l'administration pour trouble de jouissance ?**

La compétence sur les difficultés qui peuvent s'élever entre le propriétaire de ces étangs et l'administration ne peut être indiquée qu'en distinguant deux hypothèses :

1° Le litige peut être provoqué par une décision exécutoire de l'administration prise en vertu de ses pouvoirs de police, par exemple, par un arrêté du préfet ordonnant le curage du chenal ou la suppression du barrage.

2° Mais le litige peut aussi être provoqué sans que l'administration ait pris aucune décision exécutoire ; parce

que le propriétaire est troublé dans la paisible possession de son étang par les agents chargés de la police de la pêche qui lui adresseront des sommations et essaieront de lui faire appliquer cette police en tant qu'elle résulte directement de la loi.

Dans la première hypothèse, il est bien évident que le contentieux sera réservé aux tribunaux administratifs, puisque, en aucun cas, les tribunaux judiciaires ne doivent avoir à apprécier la validité d'une décision administrative.

Mais dans la deuxième hypothèse, il y a possibilité pour le propriétaire de l'étang d'intenter directement contre l'État et devant le tribunal civil une action négatoire, tendant à faire décider qu'il n'existe dans sa propriété aucune partie d'eau pouvant être soumise à la police de la pêche. C'est ce qui avait été reconnu par la décision du 13 décembre 1890. Mais ceci a été nettement mis en lumière par l'arrêt du tribunal des conflits du 3 juin 1905 (1).

Le propriétaire d'un étang peut donc ne pas attendre d'être poursuivi, il peut, pour enlever toute espèce de doute sur son droit de pêche, attaquer l'administration pour faire déclarer qu'elle n'a aucun droit sur son étang et que celui-ci est bien entièrement sa propriété.

(1) Tribunal des Conflits, 3 juin 1905 (S. 1906,3.81)

### SECTION III

#### **Création des étangs. — Autorisation de l'administration Obligations du créateur d'étang et droits des riverains**

On trouvera peut-être étonnant que nous parlions ici de la création des étangs du moment où les propriétaires n'ont sur ces étangs d'autre droit de pêche que celui que peut avoir un riverain. Cependant nous ferons remarquer que la réglementation de la pêche dans les étangs n'est point un fait qui doit amener la disparition des étangs existants, ni même empêcher d'en créer de nouveaux. Il en serait peut-être ainsi si le propriétaire de l'étang l'avait créé seulement dans le but de pouvoir y pêcher toute l'année ou dans le but d'en tirer un revenu, grâce à la vente du poisson ; mais la réglementation de la pêche ne supprime pas entièrement le revenu résultant de la vente du poisson. Ainsi on ne pratique pas la vidange des cours d'eau navigables ou flottables et cependant la pêche procure un revenu, puisque l'État trouve des adjudicataires.

Ensuite les étangs ont d'autres rôles à jouer. Le principal revenu qu'ils fournissent dépend de la force motrice, puis de l'irrigation, et enfin des réserves d'eau utiles à la navigation des canaux. Non seulement, nous ne croyons pas à la disparition des étangs, mais nous sommes convaincu que, pour des raisons autres que celles du poisson, il

doit se former des étangs sur les cours d'eau. Nous verrons donc la réglementation qui se rapporte à la création des étangs.

Le propriétaire qui veut créer un étang peut le faire à charge de rendre le eaux à leur cours naturel à la sortie de sa propriété.

Mais faut-il une autorisation administrative? Pour les étangs créés avec les eaux de sources ou les eaux pluviales, aucune autorisation n'est nécessaire, tel est l'avis du conseil d'Etat du 3 mars 1858. Cet avis s'exprime ainsi : « En ce qui concerne les étangs alimentés par des sources ou par des eaux pluviales :

Considérant que les pouvoirs confiés à l'administration, en matière de règlement d'eau, par la loi des 12-29 août 1790, dérivent de ce principe, que l'administration règle l'usage des choses qui n'appartiennent à personne, et que l'usage en est commun à tous, il n'en est pas ainsi des eaux pluviales ni des sources, qui, d'après le code Napoléon, appartiennent au propriétaire de l'héritage qui reçoit les unes et dans lequel naissent les autres. — D'où il suit que les pouvoirs attribués à l'administration par la loi de 1790 ne s'étendent pas aux étangs alimentés par des eaux pluviales ou par des sources. »

Il n'en est pas de même des étangs traversés par des cours d'eau. Sur ce point, voici l'avis du Conseil d'Etat : « Considérant qu'en vertu de la loi susvisée des 12-20 août 1790, il appartient à l'administration d'autoriser et de

régler les retenues et ouvrages établis sur les rivières et cours d'eau : qu'il n'y a pas de raison pour que, lorsque ces retenues et ouvrages servent à former des étangs, elle n'ait pas les mêmes pouvoirs, y compris celui d'ordonner la suppression des dites retenues et ouvrages, si l'utilité générale exige le rétablissement du cours naturel de l'eau ».

La création d'un étang sur un cours d'eau suppose la construction de barrages et d'ouvrages divers. Ces ouvrages ne peuvent pas être établis sans une autorisation de l'administration. C'est ce que disait le Conseil d'Etat, c'est ce que veut la loi du 8 avril 1898, article 11.

Nous devons ajouter que même dans le premier cas, c'est-à-dire pour les étangs formés par des sources ou par des eaux pluviales, il est prudent de la part du propriétaire de se munir d'une autorisation avant l'établissement de l'étang. Avec cette autorisation, ils ne s'exposeront pas à faire des travaux et des dépenses de pure perte et du même coup ils obtiendront la fixation légale de la hauteur de la retenue des étangs, hauteur qui ne peut être déterminée que par l'autorité administrative.

Il faut ajouter que cette autorisation est toujours donnée sous réserve des droits des tiers et la responsabilité du propriétaire, envers les particuliers qui éprouveraient un dommage, reste entière.

L'administration est revêtue de ce pouvoir d'autorisation, car elle doit veiller à l'intérêt social ; or l'écou-

lement des eaux courantes, leur bonne utilisation pour l'arrosage des terres, et la mise en jeu des usines présentent un intérêt social qui devait faire conférer à l'autorité administrative des pouvoirs de police et de haute tutelle sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

Même pour les eaux privées l'administration doit veiller à ce que la construction d'étangs, ou autres amas d'eau, ne constitue pas un danger pour la santé publique et pour les inondations. Il est toujours procédé à une enquête avant de statuer sur la demande.

Après avoir obtenu l'autorisation le propriétaire doit encore prendre des précautions avant de créer son étang.

Il a intérêt à laisser tout autour de son étang une marge de terrain libre, de façon à ne pas inonder son voisin en temps de crue.

S'il détruisait ainsi les récoltes de son voisin, il lui devrait des dommages-intérêts, car c'est lui qui est cause de cette élévation des eaux. Le décret des 28 septembre-6 octobre 1791, titre II, dans son article 16, dit que « des propriétaires ou fermiers des moulins et usines construits et à construire seront garants de tous dommages que les eaux pourraient causer aux chemins et aux propriétés voisines par la trop grande élévation du déversoir ou autres. Ils seront forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne et qui sera fixée par le directoire du département ».

Le propriétaire d'étang doit encore s'arranger de telle

façon que le voisin inférieur puisse recevoir les eaux dans les mêmes conditions qu'il les recevait auparavant et en même quantité.

Les tiers sont-ils tenus d'attendre qu'un dommage effectif leur ait été causé ou bien peuvent-ils agir dès que ce dommage devient imminent et mettre le propriétaire en demeure d'effectuer les travaux que commandent les circonstances ?

Des auteurs comme Touiller (1) et Duranton (2) disent que le voisin peut prévenir le danger et mettre le propriétaire de l'étang en demeure de faire les réparations utiles. Cette solution est, du reste, conforme à l'équité et les tribunaux saisis auront à apprécier si les craintes des riverains ont une raison d'être. Mais les riverains peuvent, s'ils le veulent, attendre que le dommage ait été causé avant de demander réparation.

(1) Touiller, t. 3. n° 138.

(2) Duranton, *droit civil*, t. 4. n° 408.

---

## CHAPITRE VIII

### CRITIQUES ADRESSÉES A LA LÉGISLATION DES ÉTANGS

#### SECTION I

**Quelles sont ces critiques ? Elles n'existent que vis-à-vis la loi sur la pêche**

Quand on a vu la situation des étangs tant au point de vue de la loi qu'au point de vue de la jurisprudence, on est tenté de croire que les critiques les plus vives doivent être adressées à la législation sur les eaux de l'étang et aux pouvoirs de l'administration qui peut ordonner la suppression de l'étang, le curage du fond, etc.. Tout ceci en effet restreint les droits du propriétaire.

Mais ce ne sont pas ces dispositions que l'on va critiquer. On prendra pour base d'attaque, la loi sur la pêche et la définition que cette loi donne des étangs. On cherchera à établir que cette loi est en contradiction absolue avec la loi civile et avec la loi fiscale, car ces deux lois n'ont pas fait de distinction entre les étangs.

Cette question fut discutée au congrès de l'arbre et de l'eau qui se tint à Guéret en juillet 1908. Voici comment

un des membres exposa cette question. « Aussi respectueux de la loi et de la jurisprudence que nous soyons tous, je ne puis m'empêcher de signaler les contradictions singulières qui existent entre les différentes lois s'appliquant à la matière, je veux dire la loi de 1829, la loi civile et la loi fiscale.

La première fait la distinction que vous connaissez entre les étangs. Or, le code civil, article 524, déclare immeuble par destination le poisson des étangs, ce qui revient à dire qu'il est l'accessoire du fonds, dont il est le produit, et qu'il peut par suite, au point de vue civil, être librement joui comme tous les autres produits du sol.

Puis le même code (art. 564) va non pas nous donner une définition précise de l'étang, mais nous laisser nettement entendre ce qu'il considère comme tel. Cet article indique, en effet, que les poissons qui passent d'un étang dans un autre appartiennent au propriétaire de ce dernier, à moins qu'ils n'y aient été attirés par fraude. Comme dans l'état actuel de civilisation des poissons de notre pays, je ne connais aucun autre moyen pour eux de se rendre d'un étang à un autre, que de suivre le cours d'eau qui met ces deux étangs en communication, j'en conclus que l'étang du code civil est aussi l'étang alimenté et traversé par un cours d'eau.

De même, au point de vue fiscal, la loi du 3 frimaire, an VII, article 79, ignore la distinction de la loi de 1829. Qu'ils soient ou non traversés par des cours d'eau, les

étangs sont également imposés sur le produit de leur pêche et les termes employés par la loi ne laissent aucun doute. Son application en laisse encore moins. Par produit de la pêche, elle entend bien la valeur du poisson capturé à intervalles réguliers par le moyen ordinaire de l'assèchement et l'impôt est établi sur cette valeur, déduction faite des frais d'entretien, de pêche et de repeuplement.

Enfin, au cas de transmission d'un étang à titre gratuit, les droits d'enregistrement sont perçus sur la même base.

Cette courte incursion dans le domaine du droit vient donc nous démontrer le conflit que je vous indiquais. Mais dans toute sage législation, les lois doivent se compléter, s'harmoniser et non pas se combattre et se détruire ; sinon il est permis de penser que l'une d'elles est irrationnelle et doit être modifiée. Recherchons donc laquelle des lois régissant la matière qui nous occupe présente ce caractère. »

Continuant son exposé, l'orateur dit que la loi sur la pêche doit être modifiée, car elle amènera la disparition des étangs devenus dès lors improductifs pour le propriétaire et ceci léserait gravement l'intérêt général. Il démontre le bienfait des étangs qui régularisent les cours d'eau en arrêtant les inondations au moment des crues et en maintenant l'eau au moment de la sécheresse ; ainsi les usines auront toujours de l'eau ; l'agriculture, en prenant

l'eau au déversoir, pourra irriguer à flanc de coteau et maintenir ainsi des prairies naturelles très productives ; la pisciculture trouve dans les étangs des réservoirs à poisson. Les chasseurs verront d'un bon œil la conservation d'un gibier très délicat.

L'alimentation, si on supprimait les étangs, serait privée d'une alimentation saine et agréable et d'un prix peu élevé. L'hygiène publique même en souffrirait, d'après l'orateur, car les poissons détruisent beaucoup d'insectes et avec les moustiques disparaissent les fièvres.

Les Ponts et Chaussées qui utilisent sans frais les chaussées d'étang seraient obligés de les acquérir et de les entretenir.

Tels sont tous les inconvénients que l'on donne comme devant résulter de cette loi de 1829.

## SECTION II

### Examen de ces contradictions

Nous examinerons d'abord les contradictions qui ont été relevées dans les différentes lois signalées.

D'abord, les articles du Code civil susvisés ne permettent pas de dire qu'il y ait contradiction avec la loi de 1829.

L'article 524, en déclarant immeubles par destination les poissons des étangs, ne permet pas de dire que les amas

d'eau situés sur les cours d'eau soient considérés comme des étangs ni que leur poisson est immeuble par destination.

Quant à l'article 564, il dit que « les pigeons, lapins, poissons qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, appartiennent au propriétaire de ces objets, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude et artifice ». Or, cet article peut trouver son application sans que le poisson emprunte un cours d'eau ; c'est ainsi que plusieurs étangs peuvent être situés en dessous les uns des autres sans qu'ils soient sur un cours d'eau. Il faut souvent récolter l'eau d'une superficie de terrain considérable avant que le cours d'eau puisse se former et les étangs quelquefois ne sont que la cause de la formation du cours d'eau, car ils régularisent les eaux qui, sans eux, ne couleraient peut-être que trois mois par an. De telle sorte que le poisson peut descendre d'un étang dans l'autre en étant simplement entraîné sur une prairie par les eaux de l'étang supérieur.

Quand à la loi fiscale du 3 frimaire an VII, elle ne fait pas de distinction, mais elle ne dit pas non plus que les amas d'eau formés sur les cours d'eau sont des étangs. Dans l'application ces étangs paient des impôts, car à ce moment, on pêchait ces étangs, et les propriétaires en tiraient des revenus. Il était donc naturel qu'ils soient taxés.

En effet il n'y avait, comme nous l'avons vu plus haut, aucune réglementation de la pêche, c'était l'état d'anar-

chie, ce n'est que plus tard que quelques dispositions de l'ordonnance de 1669 furent remises en vigueur.

Si toutes ces lois ne font pas, d'une façon explicite, de distinction entre les étangs, aucune ne s'y oppose.

On peut même aller plus loin et dire que si on ne trouve pas de lois contraires à cette disposition, on en trouve qui lui sont favorables.

C'est ainsi que les lois du 22 décembre 1789-6 janvier 1790, section III, article 2, et celle du 12 août 1790, chapitre VI, ordonnent à l'administration de veiller à la conservation de toutes les choses communes comme les rivières, de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les barrages soient trop élevés. L'administration, en vertu de ces textes, avait le droit de veiller ainsi sur tous les étangs formés d'eaux publiques et non sur les autres. Ceci est confirmé par l'avis du Conseil d'État du 3 mars 1858.

Du reste, la loi du 12-19 septembre 1792 a été faite en vue de donner à l'administration le pouvoir de supprimer sans distinction toute espèce d'étangs nuisibles à la santé publique ou préjudicable aux propriétés voisines, ce qui suppose nécessairement que l'administration n'avait pas ce pouvoir antérieurement.

Cette distinction existait donc dans ces lois et c'est obligatoire puisque aucun texte ne dit qu'un ruisseau formé d'eaux publiques et courantes peut devenir la propriété du

riverain, de telle sorte que le cours d'eau existant en amont et en aval serait supprimé sur une partie de sa longueur.

Loin d'y avoir une contradiction dans les textes législatifs, il y a au contraire un complément de ces textes dans la loi sur la pêche. Cette loi fait mieux ressortir cette distinction, mais elle ne la crée pas.

### SECTION III

#### **Cette réglementation aura-t-elle les conséquences que l'on prétend ?**

Les effets de cette loi sur la pêche qui nous régit depuis quatre-vingts ans doivent être terribles, car on nous prédit qu'elle va aboutir, dans un bref délai, à la suppression de tous les étangs... « Crime national, dit-on, que ce résultat qui ruine une branche d'activité de notre pays et qui fait sentir ses effets dans les trois bassins que nous (Plateau central) alimentons et qui vivent de l'industrie des chutes d'eau. Car il ne faut pas envisager l'étang comme une propriété privée ne portant bénéfice qu'à son possesseur, mais comme une propriété privée enrichissant en même temps nos cours d'eau qui sont des propriétés publiques.

Grâce aux étangs, nos cours d'eau conservent, été

(1) *Courrier agricole*, 20 août 1908.

comme hiver, un régime assez soutenu, un débit régulier, les crues emmagasinées par les étangs successifs établis sur un cours d'eau ne produisent plus l'inondation et son triste cortège de malheurs ; les digues arrêtant les eaux d'orage pour ne les rendre que peu à peu pendant une période se prolongeant de quinze à vingt jours après.

Les moulins et les usines qui constituent dans notre pays une source de revenus industriels, doivent aux réserves d'eau, que sont les étangs, la moitié de leur force hydraulique ; les prairies qui couvrent nos vallées doivent leur fertilité à nos cours d'eau : car, depuis le déboisement, les sources à elles seules seraient insuffisantes, sans les étangs et les barrages, à assurer et le régime de nos cours d'eaux et l'irrigation de nos prairies.

Il se trouve donc que la loi du 15 avril 1829, appliquée à la lettre, devient une loi antisociale ; elle consacre une atteinte à la propriété, une iniquité, une injustice et elle prépare la ruine de deux branches d'activité de notre contrée. »

Mais est-ce qu'une telle réglementation est à même de faire arriver tous les cataclysmes qu'on nous prédit ? Nous ne le croyons pas. Les étangs, en effet, ne se dessècheront pas et continueront à remplir les fonctions si bien décrites dans ce passage, bien qu'elles soient exagérées.

De plus, pour que cette prévision se réalise, il faudrait que le poisson soit le principal revenu d'un étang ; or, dans beaucoup de cas, il n'en est rien.

On nous dit que l'industrie en sera ruinée. Il n'en sera rien, car si l'industrie a besoin des étangs pour vivre, elle en créera ou maintiendra ceux qui existent. Ainsi un propriétaire, condamné pour avoir un rateau à son étang, se plaignait qu'on lui enlevait iniquement un gros revenu. On lui conseilla alors de dessécher l'étang; mais il s'écria aussitôt : « Comment faire fonctionner mon usine ? » Il avait raison et il faisait voir ainsi, contrairement à ce qu'il voulait d'ailleurs, que le revenu des étangs est autre part que dans le poisson. Qui irriguera mes prairies ? Comment abreuver mes animaux en temps de sécheresse ? Tels seront les cris de ceux à qui on parlera de dessécher les étangs...

Il en résultera que l'intérêt général ne sera point lésé justement parce que les propriétaires ont intérêt, eux aussi, à maintenir les étangs.

Il n'y a qu'une chose qui pourrait en souffrir, si la thèse de l'orateur du Congrès est exacte, c'est l'hygiène publique. En effet, il est à craindre que le propriétaire n'empoissonne plus son étang, et les poissons n'étant pas en nombre suffisant pour détruire les insectes, les fièvres se feront sentir. L'étang deviendra alors un étang insalubre et tombera sous le coup de la loi de 1792. Il ne s'agira plus alors de supprimer les étangs, mais d'en ordonner le réempoissonnement. C'est certainement une solution à laquelle le législateur n'avait pas songé quand il faisait la loi sur les étangs insalubres.

Cependant, nous ne pensons pas que les propriétaires d'étangs les laissent sans poisson. S'ils ne peuvent pêcher, dans leurs étangs, qu'avec les engins et procédés permis, et pendant la période permise, les propriétaires pourront tout de même en tirer un revenu et la plus grande partie du poisson, qu'ils mettront dans leurs étangs, pourra être repêchée ; ce qui restera servira d'empoissonnement.

De plus, ce poisson, s'il remonte à certaines époques dans le cours d'eau, ce n'est qu'au temps où la pêche est défendue et les riverains ne pourront pas le pêcher. Quand la sécheresse viendra, ce poisson descendra dans l'étang qui est le seul endroit où il puisse trouver la profondeur d'eau suffisante ; de telle sorte que le propriétaire profitera non seulement du poisson qu'il mettra, mais aussi de celui du cours d'eau qui est souvent empoissonné par des sociétés de pêche.

Tout le revenu, que le propriétaire peut tirer de la pêche de son étang, ne disparaît donc pas.

Quant à l'intérêt général, il subsiste intact.

Le congrès de Guéret de 1908 a cependant émis le vœu que cette loi soit modifiée et que la définition des étangs donnée par l'article 30 soit changée. Il eût été étonnant qu'il en fût autrement devant une assemblée « si compétente », disait l'orateur, mais également si intéressée à la question. On peut se demander si une réunion de propriétaires riverains du cours d'eau en amont de l'étang, n'aurait pas pris une décision contraire. Quoiqu'il en soit le

congrès a demandé à M. le ministre de l'agriculture « de provoquer la réforme de la loi du 15 avril 1829 en ce qui concerne son application à la pêche des étangs » et émis le vœu que dans la nouvelle rédaction de la loi de 1829 demandée, il soit donné la définition précise de ce que l'on entend par cours d'eau au point de vue de l'application des lois et règlements sur la pêche. Depuis, on est revenu sur ce dernier vœu et on a demandé que la nouvelle loi n'emploie plus le mot cours d'eau, mais celui de rivière et de ruisseau par opposition à rigole et ruisselet.

Cette question a fait son chemin. Après avoir été discutée dans les congrès de l'arbre et de l'eau de Limoges 1907 et Guéret 1908, elle fut longuement examinée à la Société d'Agriculture de Limoges.

La Commission instituée au ministère de l'agriculture, par décret du 10 avril 1907, pour étudier les améliorations proposées à la loi de 1829, s'est occupée de cette question ; il y eut même un rapporteur désigné. Un autre rapport fut demandé par le ministre à M. le directeur de l'École nationale des Eaux et Forêts. Mais jusqu'ici la Commission n'a pris aucune décision. Seule, la première sous-Commission a voté le maintien de la réglementation actuelle dans les rivières à Salomnides.

Le 2 février 1909, le conseil de la Société des agriculteurs de France a émis le vœu que le ministère de l'agriculture dépose le plus tôt possible un projet de loi qui mette fin à cette question. Mais jusqu'alors nous n'avons point connaissance que ce vœu ait reçu satisfaction.

## CHAPITRE IX

### DIFFÉRENTES SOLUTIONS POSSIBLES DE LA QUESTION

Plusieurs solutions sont possibles, nous allons essayer d'en examiner quelques-unes.

La première est très simple, c'est celle qui maintient les dispositions actuelles telles qu'elles sont. Les dispositions actuelles, en effet, sont loin de produire tous les méfaits qu'on leur impute ; si elles causent un dommage au propriétaire, il est très faible, étant donné que les étangs atteints sont ceux qui servent d'ordinaire à donner la force motrice ou à irriguer les prairies. Les propriétaires qui pourraient se plaindre sont ceux dont les étangs ne peuvent servir qu'à l'alimentation du poisson.

Cette solution, de plus, est dictée par l'intérêt général qui demande le peuplement des ruisseaux, ce qui ne peut pas exister si on tolère les barrages empêchant la circulation du poisson et si l'on admet que le propriétaire d'un étang, communiquant avec un cours d'eau, puisse pêcher librement, en tous temps et avec tous les engins qu'il lui plaira, les poissons qui se retireront dans ses eaux au moment des sécheresses.

Une autre solution, très simple également, est de permettre l'installation des barrages sur les cours d'eau. Cela revient à dire qu'il faut remettre aux propriétaires riverains le soin d'utiliser la rivière pour la pisciculture en la fermant complètement aux extrémités de leur propriété. C'est la suppression de toute la réglementation de la pêche, chaque riverain devenant propriétaire du poisson du cours d'eau et pouvant à son choix, soit créer un étang qu'il pêchera par tous les moyens qu'il voudra, soit établir des grillages qui lui permettront d'élever du poisson sans être obligé de submerger une partie de sa propriété.

C'est une solution d'une logique et d'une simplicité remarquables.

Si, en effet, on veut permettre les étangs sur les cours d'eau, pourquoi tous les cours d'eau, de quelque longueur ou largeur qu'ils soient, ne pourraient ils pas se peupler d'étangs? Pourquoi un riverain aurait-il le droit de faire un étang sans que les autres riverains aient ce droit? On ne voit, en effet, aucune raison pour le permettre aux uns et pour le défendre aux autres. Il faut donc, si l'on ne veut pas de réglementation arbitraire, détruire toute réglementation.

Quels seraient les résultats de cette solution? Ils seraient, croyons-nous, considérables au point de vue de la production du poisson. Au début on verrait se créer des étangs partout où cette opération serait facile; ailleurs, on établirait des grilles qui transformeraient les rivières en

de véritables viviers à poisson. Ce serait un progrès considérable dans le domaine de la pisciculture. Mais il serait à craindre que ce progrès ne dure qu'un temps. Ces installations, en effet, se développeraient beaucoup au début, les écluses des moulins et usines sont prêtes à être empoissonnées, mais ceci durerait peu, car bientôt il y aurait une crise sur le poisson ; actuellement déjà, le poisson n'atteint pas un prix bien élevé, mais que sera-ce quand la production aura triplé ou quadruplé ? Il est probable qu'à ce moment les propriétaires d'étangs ne toucheront plus l'intérêt de l'argent qu'ils ont dépensé pour la création de leur étang.

Cette solution est, semble-t-il, celle qu'a adoptée M. le Directeur des Eaux et Forêts dans son rapport au ministre de l'agriculture. Il considère que la réglementation doit être l'exception pour la pêche dans les cours d'eau et que la règle générale doit être que les riverains peuvent aménager leurs eaux comme ils l'entendent. Les rivières à réglementer seraient fixées par des commissions nommées à cet effet. Mais nous ne voyons pas pourquoi il y aurait d'exception à la règle générale ; il serait préférable que tous les cours d'eau non navigables ni flottables soient soumis au même régime.

Une troisième solution pourrait peut-être satisfaire ceux qui crient tant contre la loi de 1829. Elle consiste à rendre légale une vieille théorie de l'ancien régime, celle qui faisait une distinction entre les ruisseaux et les rivières.

Cette distinction est très ancienne. Loysel disait : « les petites rivières et les chemins sont aux seigneurs des terres et les ruisseaux aux particuliers tenanciers ». Pour distinguer ces différents cours d'eau il donnait la règle suivante : « Les grosses rivières ont pour le moins quatorze pieds de largeur ; les petites, sept, et les ruisseaux trois et demi ».

D'autres auteurs anciens faisaient la même distinction, mais Guyot dans son traité des fiefs, faisait remarquer que la distinction entre les rivières et les ruisseaux était tombée en désuétude et qu'au fond, elle était inutile, les droits des riverains étant les mêmes sur ces deux catégories de cours d'eau.

Dans ses questions de droit, Merlin (1) distingue les ruisseaux des rivières. « On distingue, dit-il, trois sortes de cours d'eau : les rivières navigables, les rivières non navigables et les simples ruisseaux. Les rivières navigables et les rivières non navigables ont cela de commun qu'elles sont les unes comme les autres, consacrées à l'utilité générale et qu'en conséquence elles sont, en droit, assimilées de tous les points, les premières aux grands chemins, les secondes aux chemins vicinaux et publics. Les simples ruisseaux n'ont qu'une utilité bornée aux particuliers sur les terrains desquels ils coulent ».

(1) Merlin, *Questions de droit*, t. II, cours d'eau, § 1,

On essaya de faire passer cette distinction dans les lois; un projet de loi présenté le 23 avril 1791 à l'Assemblée constituante, au nom des comités féodaux, des domaines, de l'agriculture et du commerce, tendait à consacrer la distinction. « Passant à l'examen des cours d'eau ordinaires, vos comités ont compris, sous le nom de rivières non navigables, toutes celles qui, trop faibles pour servir le commerce par des voies de transport, quoique perennes, ne peuvent servir à ce dernier usage, ne sont que de simples ruisseaux et doivent former une classe particulière puisque toutes les règles qui conviennent aux rivières ordinaires ne peuvent leur être également appliquées. Cette distinction nous a paru nécessaire pour ne pas confondre, dans le langage de la loi, trois sortes de cours d'eau, qui dans plusieurs idiomes n'ont pas reçu de limites bien déterminées »...

Ce projet n'a eu aucune suite. Cependant cette distinction fut reprise par les auteurs modernes tels que Proudhon et Demolombe.

Proudhon qui classe les rivières non navigables ni flottables dans le domaine public a, au contraire, reconnu aux riverains des droits sur les ruisseaux.

Quant à Demolombe, il range les rivières non navigables parmi les choses communes, mais il attribue aux riverains la propriété des simples ruisseaux. Il prétend que : « c'est à tort que l'on a prétendu que nos lois ne reconnaissent que deux classes de cours d'eau, et qu'elles

confondent toujours dans les mêmes dispositions les rivières non navigables ni flottables et les simples ruisseaux. Nous croyons pour notre part que le mot « rivière » n'a pas toujours dans les différentes lois où il est employé un sens unique et absolu, et qu'il présente au contraire suivant les cas, une signification tantôt générale, tantôt spéciale ». D'après lui, le mot rivière a un sens général et englobe les ruisseaux dans les lois du 14 Floréal an XI sur le curage des rivières non navigables ni flottables et dans la loi du 15 avril 1829 sur la pêche. Au contraire, ce mot a un sens spécial dans les articles 556 et 563 du code civil où les auteurs du code opposent constamment les rivières navigables et flottables aux rivières non navigables et non flottables.

Cependant, jamais la jurisprudence, sauf les Cours d'Agen (1) et de Bordeaux, n'a admis cette distinction. La Cour de Cassation et le Conseil d'État y ont toujours été opposés.

La loi de 1898 n'a pas admis cette distinction ; elle a assimilé les ruisseaux aux rivières en les englobant sous la dénomination de « cours d'eau quelconques ».

Peut-être qu'en rendant légale cette distinction, on pourrait satisfaire les propriétaires d'étangs. Les rivières resteraient ce qu'elles sont et les ruisseaux pourraient être soustraits à la loi sur la pêche fluviale, mais la difficulté consisterait dans la distinction.

[1] C. Agen, 4 mai 1856, C. Bordeaux, 7 août 1862.

Cette distinction entre les rivières et les ruisseaux, M. Picard (1) la juge ainsi, et nous nous rallions entièrement à son jugement. « Cette distinction, dit-il, est purement arbitraire au point de vue pratique, il est impossible de trouver un signe caractéristique, un criterium permettant de déterminer où finit le ruisseau et où commence la rivière. L'importance d'un cours d'eau dépend, non seulement de sa largeur, mais encore de sa profondeur, de sa pente, de l'intensité de ses crues ».

Cette solution cependant aurait, dit-on, été prise en considération par le rapporteur de la commission créée au ministère de l'agriculture par le décret de 1907. Cependant, le rapporteur ne demande pas de renouveler exactement cette distinction, mais il demande que l'on fixe un point où se terminerait le ruisseau. Il admet qu'à partir d'un certain point, les cours d'eau, par suite de leur peu d'importance, doivent être traités en quantité négligeable. Il faudrait donc déterminer le point où finit le ruisseau et où commence la zone dans laquelle le propriétaire pourra créer librement des étangs où il pourra pêcher quand il le voudra.

Ce point, nous semble-t-il, sera bien difficile à déterminer et ce qui présidera à sa détermination, ce sera toujours l'arbitraire. Nous pensons cependant que ce point concordera assez souvent avec la naissance du cours d'eau tel

(1) A. Picard, *Traité des eaux*, t. I, p. 244.

que nous l'avons défini, car beaucoup de petits filets d'eau formés par des sources attirent le poisson et en particulier les écrevisses. Ces petits ruisselets ne pourront certainement pas être considérés comme quantité négligeable quand il s'agira de réglementer la pêche. De telle sorte que beaucoup d'étangs existant sur des cours d'eau seront englobés dans cette distinction.

Cette solution est donc trop sujette à l'arbitraire pour qu'elle puisse donner entière satisfaction.

En divisant les cours d'eau suivant les poissons qui y vivent, on arrive à une autre solution. D'un côté on mettrait les cours d'eaux peuplés de cyprinides et de l'autre, les cours d'eau où se plaisent les races de poisson appelés salomnides, comme les truites, saumons, etc.

Dans la première catégorie, on permettrait aux riverains de créer tous les étangs qu'ils voudraient, étangs dans lesquels ils pêcheraient suivant leur volonté.

Dans la deuxième catégorie on maintiendrait la législation actuelle, c'est-à-dire, qu'il serait absolument interdit de construire toute espèce de barrage, et interdit de pêcher en dehors des périodes permises et des engins autorisés. Les propriétaires d'étangs resteraient donc dans la même situation qu'ils sont actuellement.

Cette solution est assez séduisante. Elle permet, en effet, aux propriétaires riverains des cours d'eau, où les salomnides ne se plaisent pas, d'utiliser les eaux pour

produire du poisson et de faire rendre à ce cours d'eau un revenu qui ne nécessite pas beaucoup de travail ni de capital. De plus, le préjudice causé aux riverains supérieurs ne serait pas considérable, le poisson de ces rivières, changeant peu de place, reste ordinairement où les eaux lui plaisent le mieux. En tous cas, ils auraient toujours le recours de faire des étangs.

Quant aux riverains des cours d'eau fréquentés par les salomnidés, ils ne pourraient pas créer de barrages, et seraient sur ce point dans un état d'infériorité par rapport aux précédents, infériorité d'autant plus marquée qu'ils auraient pu, plus facilement que les autres, créer des étangs. Ces poissons, en effet, fréquentent plus particulièrement les ruisseaux des pays de montagnes. Or, ces ruisseaux qui ont beaucoup de courant et dont le lit très profond est tracé sur le rocher, sont ceux où les barrages sont le plus facile à établir et ceux qui donneraient le plus de poisson.

Cependant cette infériorité serait compensée par ce fait que les poissons de ces ruisseaux, étant de beaucoup les plus recherchés, ont une valeur bien plus grande que ceux des autres ruisseaux.

Cette solution a été adoptée par la première sous-Commission de la Commission établie d'après le décret de 1907 au ministère de l'agriculture. Elle est aussi soutenue dans la thèse de M. Del Pere de Cardaillac de Saint Paul et existe dans plusieurs pays étrangers. (Allemagne, Suisse, Italie).

Cette solution a cependant des inconvénients. Il sera très difficile en effet de fixer infailliblement quelles sont les rivières fréquentées par ces poissons et celles qui ne le sont pas.

C'est encore l'arbitraire qui dominera cette solution.

Un procédé consisterait simplement à régulariser un état de fait. C'est ainsi que la pêche serait permise, en tous temps et par tous les procédés, dans les étangs déjà existants. Ce procédé a pour but de ne pas modifier la réglementation de la pêche dans les cours d'eau et de satisfaire en même temps les propriétaires d'étangs. Les étangs, même ceux qui nuisent beaucoup au repeuplement des rivières, subsisteraient, mais on ne pourrait pas en créer d'autres.

Cette manière de voir n'est pas, à véritablement parler, une solution, mais simplement un procédé puisque la question se trouverait réglée en créant un privilège en faveur des propriétaires d'étangs créés illégalement au détriment de l'intérêt général.

Enfin, on peut encore trouver une autre solution.

Le principe établi par la loi de 1829 est que l'on peut faire un étang sur son fonds quand le ruisseau prend naissance dans la propriété. Cette liberté, comme nous l'avons vu plus haut, appartient à celui chez qui le ruisseau prend sa source. Il peut faire des étangs jusqu'à

l'endroit où le ruisseau sort de sa propriété. En conservant ce principe il serait possible à celui qui veut créer un étang, de le faire en achetant toutes les terres supérieures, mais ceci coûterait très cher. Pour obvier à cet inconvénient, il faudrait admettre qu'un syndicat de tous les riverains, depuis la source jusqu'au lieu où on voudrait créer un étang, ait le même droit qu'un seul propriétaire. Alors, il serait possible à celui qui veut créer un étang de le faire en groupant en un syndicat les riverains supérieurs du cours d'eau et en obtenant ainsi l'autorisation de créer l'étang.

Les riverains consentiraient toujours à ce projet, moyennant, bien entendu, une indemnité qui varierait suivant la longueur de riveraineté des propriétés, c'est ainsi que celui dont la propriété borderait le ruisseau sur la plus grande longueur recevrait une indemnité supérieure aux autres. Cette indemnité, qui dans aucun cas sera bien considérable, pourra être payée par exemple en poisson lors de la pêche dudit étang ou pourra consister en la cession d'un droit d'eau ou d'abreuvement sur l'étang ; ce pourrait être aussi une somme calculée sur la valeur de la pêche de l'étang. Maintenant si, en dessous d'un premier étang, on en veut créer un autre, il faudra alors l'autorisation des riverains du ruisseau entre les deux barrages de sorte qu'il pourra se créer des étangs sur le ruisseau sans avoir besoin du consentement de tous les riverains à partir de la source du ruisseau s'il y a déjà un étang supérieur.

On dira certainement que cette autorisation des riverains supérieurs est impossible à obtenir, et ce sera quelquefois vrai par suite d'inimitiés personnelles, mais cependant toutes les fois que le ruisseau sera d'une valeur presque nulle au point de vue de la pêche, les riverains ne feront point de difficulté pour permettre l'établissement d'un étang. Si, au contraire, le ruisseau est très poissonneux, il est probable que les riverains ne voudront point consentir à la formation du barrage ou voudront une indemnité trop élevée qui enrayera tout et conservera le ruisseau dans son état normal.

Dans tous les cas, l'intérêt général sera satisfait ainsi que celui des parties, car les riverains ne donneront autorisation que s'ils ont avantage, de même que le propriétaire ne créera l'étang que si lui-même y a avantage ; de cette façon tout le monde y trouvera son compte.

Mais, nous dira-t-on, en obtenant ainsi l'autorisation de tous les riverains, ou en les réunissant tous en syndicat, on pourra transformer toute une rivière en étangs ; nous dirons : certainement et quel mal y aura-t-il ? Si les deux rives de cette rivière appartenaient, depuis sa source, au même propriétaire, celui-ci aurait le droit de créer tous les étangs qu'il voudrait sous l'empire de la loi du 15 avril 1829 ; pourquoi alors empêcherait-on une association des propriétaires riverains de faire ce qu'un seul propriétaire pourrait faire ? On a permis au propriétaire des sources d'un cours d'eau, de créer des étangs et des

barrages sur sa propriété, parce qu'il ne cause de préjudice à personne, il n'empêche pas, en effet, le poisson de remonter chez le riverain supérieur. Il en sera de même dans la solution que nous exposons, les propriétaires supérieurs ayant renoncé au droit d'avoir du poisson. D'ailleurs, cette transformation, d'une rivière en étang, n'est qu'une hypothèse, qui probablement ne se réaliserait jamais.

La trop grande production du poisson amènerait l'avisement des prix, de telle sorte qu'à partir d'un certain moment on n'aurait plus intérêt à créer des étangs ou des réservoirs.

Qui pourra se plaindre d'une telle solution ? Ce ne seront certes pas les riverains supérieurs puisqu'ils seront consentants et seront dédommagés. Or, seuls, ils ont actuellement le droit de pêche dans la rivière. Personne ne sera donc lésé.

Si on adoptait cette solution, il faudrait maintenir la disposition actuelle de l'article 30 de la loi de 1829, mais la communication devrait seulement être interdite entre l'étang et la partie inférieure du cours d'eau.

En somme, cette solution ne lèse personne et a l'avantage de ne laisser place à aucun arbitraire de la part de l'administration.

Telles sont quelques solutions possibles de la question ; il peut y en avoir d'autres que nous ne connaissons pas, mais dans les six que nous avons indiquées, il conviendrait de faire son choix.

Considérant que l'arbitraire administratif est la chose la plus désagréable et la plus injuste qui existe, nous écarterons d'abord toutes les solutions qui lui font une place. C'est ainsi que nous éliminerons la troisième et la quatrième solution, car la distinction entre les rivières et les ruisseaux ne peut être faite que par l'administration d'une façon arbitraire, ne répondant à rien de naturel ; de même que la distinction entre les eaux fréquentées par certaines espèces de poissons et celles qui sont fréquentées par d'autres espèces.

Nous écarterons également la cinquième solution, car elle constitue un privilège pour les étangs construits avant la loi nouvelle, bien que jusque-là ils aient constitué un délit.

Avant de choisir entre les autres solutions il faut se demander s'il y a lieu de maintenir le principe de la réglementation de la pêche ! Ce vieux principe doit encore subsister d'abord parce que tout le monde y est habitué et ensuite parce que loin de le critiquer presque tout le monde demande une réglementation plus sévère. Une proposition de loi déposée en 1908 était encore en ce sens.

Du moment où ce principe doit subsister dans l'intérêt général, il ne nous reste plus à choisir qu'entre la première solution qui est le maintien du *statu quo* et la dernière.

La dernière solution est peut-être la plus favorable des deux à la création des étangs. Il reste à savoir si cette création doit être encouragée ou si on doit l'abandonner

à ses propres efforts. Nous ne parlons ici que de la création des étangs pour la pêche, car ceux servant à l'irrigation des prairies, ou donnant la force motrice à une usine, ne cesseront pas de se créer si l'industrie et l'agriculture sont florissantes. Ce qui nous fait supposer que cette création n'est pas à souhaiter, autant que l'on veut bien le dire, c'est que pendant ce dernier siècle on a détruit beaucoup d'étangs, qui ne servaient qu'à élever du poisson. Cela vient certainement de ce que les revenus fournis par le poisson des étangs n'est point aussi rémunérateur que celui fourni par la terre qu'occupaient ces étangs.

Cependant, il faut remarquer que notre pays ne se suffit pas en poisson d'eau douce et que, malgré ce déficit, le prix du poisson est très faible. C'est que d'autres pays, comme la Suisse et l'Autriche-Hongrie sont mieux partagés que nous au point de vue des cours d'eau et aussi au point de vue des grands lacs qui sont de véritables réservoirs à poisson. Ces lacs, en effet, tout en fournissant des pêches admirables, sont des lieux de reproduction extraordinaires pour le poisson, qui gagnera ensuite les eaux courantes, plus favorables à son développement. Si nous sommes inférieurs à ces pays, devons-nous chercher à nous relever en favorisant la création des étangs au détriment des rivières ? nous ne le pensons pas, nous ne devons rien sacrifier. Du reste, avec la loi de 1829, on peut créer des étangs même sur les cours d'eau en détournant celui-ci sur une rive de l'étang. Cela, il est vrai, nécessite quel-

ques frais ; mais il serait trop beau de pouvoir récolter sans semer.

C'est pourquoi, loin de croire la solution périlleuse, nous pensons qu'elle est toute naturelle et qu'elle doit subsister.

---

## CONCLUSION

---

La conclusion que nous tirerons de cette courte étude est qu'il ne faut pas constituer des cours d'eau où le poisson ne puisse pas librement circuler, ce à quoi on arriverait infailliblement si on permettait aux propriétaires des étangs, qui sont traversés par les cours d'eau, de se clore et de pêcher à volonté.

Ces étangs, qui ne sont que le cours d'eau lui-même, doivent être toujours en communication avec lui, car ils ont un rôle social à remplir, rôle qui prime l'intérêt exclusif du propriétaire.

Ce rôle consiste dans le repeuplement des cours d'eau, dans la constitution de frayères où le jeune poisson, trop frêle pour affronter les courants trop rapides où il trouverait une mort certaine, pourra se réfugier et se nourrir facilement. Quand il sera de taille à se défendre, il se rendra dans les eaux courantes qui conviennent mieux à son développement. Il faut donc réglementer la pêche de ces étangs tout comme celle des cours d'eau et peut-être

même plus sévèrement, car la pêche dans ces étangs pourrait amener la destruction complète du petit poisson et, par suite, le dépeuplement du cours d'eau pour un certain temps.

C'est ce qui se produit sur tous les ruisseaux où existent des étangs auxquels l'administration ne fait pas appliquer la loi.

Loin de soustraire les étangs à la réglementation de la pêche, il faut, au contraire, les y maintenir le plus possible au même titre que les écluses. Cependant nous ne dirons pas que la loi de 1829 doit rester telle qu'elle est. Non. Cette loi se fait vieille et aurait besoin d'être remaniée sur beaucoup de points. Mais en souhaitant que cette révision se fasse rapidement, sachons nous contenter de ce qui existe.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

BAUDRILLARD. — *Code de la pêche fluviale*, Paris, 1829.

BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVEAU. — *Traité de droit civil (Les biens)*, Paris, 1896.

BERTRAND. — *Lois sur la pêche fluviale*, Paris, 1900, 2<sup>e</sup> édition.

BLOCK. — *Cours d'eau non navigables ni flottables. — Dictionnaire de l'administration française et son supplément*, Paris, 1898, 4<sup>e</sup> édition. V. Pêche fluviale.

BOULÉ et LESCUYER. — *Code des cours d'eau non navigables ni flottables*. (France continentale), 1893.

BROUSSE. — *Code de la pêche fluviale*, Paris, 1829.

*Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, Paris, 1908 et 1909.

CARPENTIER. — *Répertoire général de droit français : mots : eau, pêche fluviale et étang*.

CHAMPIONNIÈRE. — *Sur la propriété des eaux courantes*, Paris, 1846.

CHAULEUR. — *La réforme des lois sur la pêche fluviale*, Paris, 1903.

CONGRÈS DE L'ARBRE ET DE L'EAU. — Limoges, 1907 et 1908.

DALLOZ. — *Répertoire, Mots : eau et pêche et son supplément*.

- DAVIEL. — *Traité sur la législation et la pratique des cours d'eau*, Paris, 1837.
- DEL PÈRE DE CARDAILLAC DE SAINT-PAUL. — *Réglementation de la pêche fluviale...* Toulouse, 1904.
- DEMOLOMBE. — *Traité de la distinction des biens*.
- DEROYE. — *La Pêche fluviale et l'administration des eaux et forêts*, Paris, 1903.
- DUCROCQ. — *Traité de droit administratif*, Paris, 1900.
- DUFRENOY. — *Histoire du droit de chasse et du droit de pêche dans l'ancien droit français*, Paris, 1896.
- GARNIER. — *Régime des eaux*, Paris, 1839-1851.
- GRAUX et RENARD. — *Commentaire de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux et la loi du 21 juin 1898 sur la police administrative*, Paris, 1899.
- GRIVEL. — *Étude sur la pêche à la ligne*, Paris, 1879.
- HENRIET. — *La loi sur la pêche et le déversement dans les eaux de substances nuisibles au poisson*, (France judiciaire, 1891, 1<sup>re</sup> partie, page 110.
- HENRIQUEZ. — *Principes généraux de jurisprudence sur le droit de pêche*.
- JOURNAL « *Le courrier agricole* ». — Limoges, 1907, 1908 et 1909. *Journal officiel*.
- JOURNÉ. — *La Pêche fluviale*, 1901, Paris.
- JUMAIN L. — *Des droits et obligations des propriétaires riverains des cours d'eau non navigables et non flottables*, Paris, 1900.
- LAURENT. — *Cours de droit civil*, T. 7, Paris, 1872.
- LESCUYER. — *De la pêche et de la chasse sur les cours d'eau non navigables ni flottables*, (France judiciaire, 1887, 1<sup>re</sup> part. page 263.)

MARTIN. — *Code nouveau de la pêche fluviale annoté*, Paris, 1899, 11<sup>e</sup> édit.

MERLIN. — *Questions de droit*. Mot. Pêche. Bruxelles, 1828-1831.  
— *Répertoire de Jurisprudence*. Mot. Pêche fluviale, Bruxelles, 1825-1828.

*Le Moniteur*. — Années 1828 et 1829.

NADAUD DE BUFFON. — *Des usines et des établissements sur les cours d'eau. Développement sur les lois et règlements qui régissent cette matière*, Paris, 1874.

PANDECTES. — *Répertoire et recueil de Jurisprudence*.

PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1904.

PETIT (H.) — *Code de la pêche*, Paris, 1900.

PICARD. — *Traité des eaux*, Paris, 1895.

POTHIER. — *Œuvres annotées* par Bugnet, tome 9, p. 121, t. 1 page 202 et suiv.

PROUDHON. — *Domaine Public*, Paris, 1845.

*Répertoire de droit administratif* de BECQUET. — Mot. Pêche fluviale.

SIREY. — *Recueil de Jurisprudence*.

---



# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                        | PAGES |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>AVANT-PROPOS</b> . . . . .                                                                                          | 1     |
| <b>CHAPITRE I.</b> . . . .                                                                                             | 5     |
| <i>Section I.</i> — Qu'est-ce qu'il faut entendre par étang,<br>lac, marais . . . . .                                  | 3     |
| <i>Section II.</i> — Rôle économique des étangs. . . . .                                                               | 9     |
| 1° Rôle dans l'industrie . . . . .                                                                                     | 10    |
| 2° Rôle en agriculture . . . . .                                                                                       | 14    |
| 3° Rôle des étangs dans le commerce. . . . .                                                                           | 16    |
| 4° Rôle de l'étang dans l'alimentation . . . . .                                                                       | 17    |
| 5° Rôle des étangs, dans l'empoissonnement<br>des cours d'eau . . . . .                                                | 19    |
| <i>Section III.</i> — Étangs composés d'eau de source et<br>étangs traversés par des cours d'eau . . . . .             | 21    |
| <b>CHAPITRE II.</b> — <i>La réglementation de la pêche dans l'ancien droit.</i>                                        |       |
| <i>Section I.</i> — Importance de la pêche fluviale en<br>France . . . . .                                             | 22    |
| <i>Section II.</i> — Causes de la réglementation. Principales<br>ordonnances. Aperçu de l'ordonnance de 1669 . . . . . | 25    |
| <i>Section III.</i> — A qui appartient le droit de pêche. . . . .                                                      | 30    |
| 1° Sous l'ancien régime, opinion des auteurs<br>anciens et des auteurs modernes. . . . .                               | 30    |

|                                                                                                                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 2° Sous la Révolution : Revendication des communes. Avis du Conseil d'État du 27 pluviôse, an XIII. . . . .                                                                      | 35 |
| CHAPITRE III. — <i>Du droit de pêche, sa nature juridique</i> . . . .                                                                                                            | 38 |
| <i>Section I.</i> — Différentes conceptions du droit de pêche. Conséquences de ces conceptions . . . . .                                                                         | 38 |
| <i>Section II.</i> — Le droit de pêche est indépendant de la propriété du lit des cours d'eau. Différence qui existe entre le milieu du cours d'eau et le milieu du lit. . . . . | 41 |
| <i>Section III.</i> — Le droit de pêche est-il aliénable indépendamment des rives ? est-il prescriptible ? Il peut être l'objet d'un bail . . . . .                              | 45 |
| <i>Section IV.</i> — Nature juridique du poisson des cours d'eau . . . . .                                                                                                       | 49 |
| CHAPITRE IV. — <i>Conservation et police de la pêche.</i> . . . .                                                                                                                | 51 |
| <i>Section I.</i> — A quels cours d'eau s'étendent les dispositions de police. . . . .                                                                                           | 51 |
| <i>Section II.</i> — Modes de pêche prohibés : Barrages. Drogues et appâts. Question du lin et du chanvre. Engins prohibés, procédés prohibés . . . . .                          | 53 |
| <i>Section III.</i> — Dimensions exigées pour chaque catégorie de poisson . . . . .                                                                                              | 73 |
| <i>Section IV.</i> — Les réserves . . . . .                                                                                                                                      | 78 |
| <i>Section V.</i> — Colportage et vente de poisson en temps prohibé . . . . .                                                                                                    | 80 |
| CHAPITRE V. — <i>Répression des délits de pêche</i> . . . . .                                                                                                                    | 82 |
| <i>Section I.</i> . . . . .                                                                                                                                                      | 82 |
| 1° Personnel chargé de la surveillance . . . . .                                                                                                                                 | 82 |
| 2° Règles spéciales à ces agents, leur compétence, leur responsabilité . . . . .                                                                                                 | 84 |
| 3° Principe des gratifications . . . . .                                                                                                                                         | 86 |
| <i>Section II.</i> . . . . .                                                                                                                                                     | 88 |

|                                                                                                                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° Qui exerce les poursuites ? Ministère public et agents des eaux et forêts . . .                                                                                                                  | 88  |
| 2° Pouvoirs de transaction de l'administration . . .                                                                                                                                                | 88  |
| 3° Tribunaux compétents pour connaître des poursuites . . . . .                                                                                                                                     | 89  |
| <i>Section III.</i> . . . . .                                                                                                                                                                       | 89  |
| 1° Prescription . . . . .                                                                                                                                                                           | 89  |
| 2° Recidive . . . . .                                                                                                                                                                               | 90  |
| <b>CHAPITRE VI. — <i>Législation applicable aux étangs traversés par des cours d'eau</i></b> . . . . .                                                                                              | 91  |
| <i>Section I.</i> — Les étangs sous l'ancien régime . . . . .                                                                                                                                       | 91  |
| <i>Section II.</i> — La pêche dans les étangs depuis la loi de 1829 . . . . .                                                                                                                       | 96  |
| 1° Étangs communiquant avec les cours d'eau . . . . .                                                                                                                                               | 96  |
| 2° Étangs situés sur les cours d'eau . . . . .                                                                                                                                                      | 105 |
| 3° Qui a le droit de pêcher dans les étangs . . . . .                                                                                                                                               | 110 |
| <i>Section III.</i> — Qui est riverain d'un étang et quelles sont les limites d'un étang ? Art. 558 du code civil, son application par la jurisprudence, critiques de cette jurisprudence . . . . . | 121 |
| <b>CHAPITRE VII. — <i>Pouvoirs de police de l'administration</i></b> . . . . .                                                                                                                      | 134 |
| <i>Section I.</i> — Lois où l'administration puise ses pouvoirs . . . . .                                                                                                                           | 134 |
| <i>Section II.</i> — Devant quelle juridiction le propriétaire de l'étang doit-il poursuivre l'administration pour trouble de jouissance ! . . . . .                                                | 137 |
| <i>Section III.</i> — Création des étangs . . . . .                                                                                                                                                 | 139 |
| 1° Autorisation de l'administration, obligations du créateur d'étang et droit des riverains . . . . .                                                                                               | 139 |
| <b>CHAPITRE VIII. — <i>Critiques adressées à la législation des étangs.</i></b> . . . . .                                                                                                           | 144 |
| <i>Section I.</i> — Ces critiques n'existent que vis-à-vis des lois sur la pêche. Quelles sont-elles ? . . . . .                                                                                    | 144 |

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Section II. — Examen des contradictions : existent-elles ?</i> . . . . .                                             | 147 |
| <i>Section III. — Cette réglementation fera-t-elle des- sécher tous les étangs ?</i> . . . . .                          | 150 |
| <b>CHAPITRE IX. — Différentes solutions possibles de la question.</b> . .                                               | 155 |
| 1° Maintien de la législation actuelle. . .                                                                             | 155 |
| 2° Suppression de toute réglementation de la pêche . . . . .                                                            | 156 |
| 3° Distinction entre la réglementation de la pêche dans les ruisseaux et celle dans les rivières . . . . .              | 157 |
| 4° Distinction entre les rivières fréquentées par les salmonidés et celles fréquentées par les autres poissons. . . . . | 162 |
| 5° Permission d'établir des barrages aux propriétaires obtenant l'autorisation des riverains supérieurs. . . . .        | 164 |
| Discussion de ces solutions et adoption de l'une d'elles . . . . .                                                      | 167 |
| <b>Conclusion.</b> . . . . .                                                                                            | 171 |
| <b>Bibliographie.</b> . . . . .                                                                                         | 173 |

Vu :

*Le Président de la Thèse,*  
TRUCHY.

Vu :

*Le Doyen,*  
M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.







